



NOTES EXPLICATIVES COMPLÉMENTAIRES
AANVULLENDE TOELICHTINGSNOTA

Ouverture de la séance à 18:00
Opening van de zitting om 18:00

SÉANCE PUBLIQUE - OPENBARE ZITTING

1 **Secrétariat communal - Interpellation citoyenne relative à l'avenir incertain de la WAQ.**

Lettre d'interpellation citoyenne – Conseil communal de Molenbeek

À l'attention de Mesdames et Messieurs les Échevin.es et Conseiller.es communaux ales .

Nous, habitants et habitantes, voisines et voisins, nous désirons vous interpellier concernant le brouillard autour de la WAQ, maison de quartier située dans le quartier Heyvaert.

Pour nous, la WAQ est bien plus qu'une structure associative. Elle est devenue au fil des années :

- Un lieu de vie inclusif et accessible,
- Un espace où l'on partage des repas, des ateliers, des fêtes, des moments de parole ou d'écoute
- Un espace de confiance et chaleureux, où se croisent beaucoup de monde d'univers différents dans un esprit d'échange et de solidarité.
- Un lieu de rencontres multiculturelles,
- Un lieu d'accompagnement et suivi sociale
- Une espace dans lequel nous pouvons faire naitres d'initiatives socio-culturelles diverses,

Pour nous c'est notre **deuxième maison**. un rendez-vous régulier, un repère collectif. Lieu d'ancrage, la WAQ est l'un des rares espaces qui contribue concrètement à l'équilibre du quartier Heyvaert et à l'inclusion de ses habitant.es.

Mais malheureusement, nous sommes extrêmement inquiets quant à l'avenir de la WAQ après décembre 2025. Pour votre information, la WAQ est à 100% dépendante des subsides régionaux de la Politique de la Ville. Et à ce jour, aucune garantie n'a été apportée concernant le renouvellement des subsides régionaux, faute de gouvernement. Nous refusons, dès lors, de rester dans l'incertitude face à l'avenir d'un espace aussi vital pour notre quartier. Le seul par ailleurs qui nous soit aussi cher.

Sa disparition aurait des conséquences lourdes et durables isolement accru, interruption de parcours d'apprentissage et de formation, perte d'un repère collectif, désorientation sociale, affaiblissement d'un tissu communautaire déjà fragilisé. Ce serait également la perte d'un relais de terrain essentiel entre la commune et les habitant•es, particulièrement dans un quartier en mutation.

Nous ne sommes évidemment pas les seuls touchés par la situation. D'autres structures et personnes sont également touchées comme Move, MCCA, Bonnevie, Mission Locale, La J, la DIDU.

D'ailleurs, une pétition commune à toutes les structures subsidiées par PDV a été lancée le 8 juin & a déjà récolté des centaines de signatures ! Une belle preuve de la nécessité de garantir la pérennité de ce dispositif extrêmement nécessaire.

Nous voulons donc savoir ce que la Commune de Molenbeek compte faire ? Qu'allez-vous faire pour garantir la continuité des structures impactés par ce brouillard ?

En tant que citoyen.es concerné.es et mobilisé•es, nous vous demandons :

- 1- D'exprimer publiquement votre **soutien** au maintien de l'antenne WAQ (et aux autres structures dépendantes des subsides de la PDV). Que la commune de Molenbeek joue un **rôle clé de facilitateur** et soit notre **alliée** dans ce dossier.
- 2- De soutenir activement l'organisation rapide d'une **réunion de travail** entre les autorités régionales compétentes sur la PDV, la commune et nous les citoyen.es.
- 3- D'assurer une présence politique aux côtés des habitant•es pour **défendre** ce lieu et **anticiper des solutions** pour une éventuelle transition ;
- 4- Nous tenir au courant de la situation au fur et à mesure de son évolution ! Et de s'asseoir autour de la table avec tout le collège si jamais la PDV n'est pas reconduite !

D'autre part, nous aimerions inviter notre échevine Saliha Raïs & le reste du Collège pour venir visiter la WAQ et qu'ils puissent constater ce que nous avons réussi à créer collectivement et la beauté de ce lieu et évidemment réfléchir ensemble aux stratégies à mettre en place.

De plus nous invitons tous les membres du conseil communal à venir participer à la fête de la WAQ, qui se tiendra le samedi 21 juin 2025 à partir de 12h00 ! Vous êtes les bienvenues

Merci d'avance pour votre soutien et de tout faire pour maintenir ce lieu essentiel vivant.

Le quartier Heyvaert et Molenbeek le mérite.

Le collectif de soutien à la WAQ,

Représenté par Women Power

Gemeentelijk secretariaat - Burgerinterpellatie over de onzekere toekomst van het WAQ.

2 annexes / 2 bijlagen

Les voisin et voisines de la Waq.pdf, Interpellation citoyenne Waq.pdf

2 **Secrétariat communal - Interpellation citoyenne relative aux nuisances occasionnées par le terrain de foot dans le parc Decock. (Complémentaire)**

LE CONSEIL,

Prend connaissance de l'interpellation citoyenne jointe en annexe.

Gemeentelijk secretariaat - Burgerinterpellatie betreffende de overlast van het voetbalveld in Decock Park. (Aanvullend)

*1 annexe / 1 bijlage
Interpellation Decock.pdf*

3 Secrétariat communal - Interpellation citoyenne relative au changement de nom et de logo du RWDM. (Complémentaire)

Smeesters Marc
Avenue de la Liberté 86/1
1080 Molenbeek-Saint-Jean
Date de naissance : 07/10/1969

Molenbeek-Saint-Jean, le 12 juin 2025

Au Conseil communal

A l'attention de Mme la Bourgmestre, Madame Moureaux

A l'attention de Mr le Bourgmestre f.f.,
Monsieur Gjanaj
A l'attention de Mesdames
et Messieurs les échevins

A l'attention de Messieurs et Mesdames les
conseillers communaux

Rue du Comte de Flandre 20

1080 Molenbeek

Concerne : Le changement de nom et de logo du RWDM en 'Daring Brussels'

Monsieur le Bourgmestre,

Mesdames et Messieurs les échevins et échevines

Messieurs et Mesdames les membres du Conseil communal,

Conformément à la section 13 du règlement d'ordre intérieur du Conseil communal de Molenbeek (articles 39 à 43), je souhaite interpeller le Conseil communal lors de sa prochaine séance du 18 juin 2025.

L'interpellation concerne plus particulièrement la thématique suivante : **Le changement de nom et de logo du RWDM en 'Daring Brussels'**

Vous trouverez ci-dessous le texte intégral de mon intervention ainsi que les questions que je souhaiterais poser au Collège.

En attendant, je vous prie d'agréer, Madame la Bourgmestre, Monsieur le Bourgmestre f.f., Messieurs et Mesdames les échevins et échevines et membres du Conseil communal, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Nom et prénom : **Smeesters**

Marc

Signature :



Texte intégral de l'interpellation citoyenne :

Madame la Bourgmestre,
Madame Moureaux,
Monsieur le Bourgmestre faisant fonction,
Monsieur Gjanaj,
Mesdames et Messieurs les Échevins,

Mesdames et Messieurs les Conseiller•ères communaux•ales,

Par la présente, nous, citoyen•nes et supporter•rices molenbeekoises, souhaitons vous faire part de notre plus vive inquiétude et de notre opposition résolue au projet porté par Monsieur John Textor visant à transformer le RWDM en une nouvelle entité baptisée « Daring Brussels », sous le matricule 2.

Ce projet de rebranding brutal, décidé sans concertation avec les supporter•rices ni respect pour l'histoire locale, constitue une tentative inacceptable d'effacement de l'identité d'un club profondément enraciné à Molenbeek-Saint-Jean. Le RWDM n'est pas qu'un nom : c'est un héritage populaire, une institution sociale et sportive, un repère identitaire pour des milliers de supporter•rices, de jeunes, de familles et de Molenbeekoises.

Nous avons pris connaissance des propos de Monsieur Textor, selon lesquels « Molenbeek n'est pas un nom vendeur » et qu'il serait donc « plus logique » d'opter pour « Brussels » afin de maximiser le potentiel commercial du club. Ici même, lors du dernier Conseil communal, plusieurs élu•es ont exprimé leur frustration face à la persistance d'une mauvaise image médiatique qui colle à la peau de la commune.

Par cette interpellation, nous tenons à rappeler que de tels propos, émis publiquement par le propriétaire d'un club phare de notre commune, ne font que renforcer ces clichés négatifs. Si la commune n'intervient pas de manière forte et visible dans un dossier aussi symbolique, il deviendra difficile d'être audible dans les médias et de promouvoir une image positive de Molenbeek, notamment dans la perspective de la candidature de notre commune comme Capitale européenne de la culture en 2030.

Nous dénonçons avec force cette vision méprisante, qui réduit une commune riche de diversité, de culture et d'histoire à un simple obstacle marketing. Comment peut-on prétendre s'enraciner localement tout en rejetant le nom même de la commune ? Et si Molenbeek n'est « pas vendeur », alors comment justifier l'occupation d'un stade public molenbeekois, financé et entretenu par ses habitant•es ? C'est à Molenbeek que le club vit, s'ancre et fait vibrer.

Nous tenons également à rappeler que si le Daring de Molenbeek fait partie de l'histoire du RWDM, ce club a cessé ses activités en 1973. C'est l'arrivée du Racing White qui a permis la naissance du Racing White Daring Molenbeek (RWDM). Le Daring appartient à une époque révolue. Le RWDM, en revanche, est notre identité vivante : celle que des générations de Molenbeekoises – et de Bruxelloises – ont chantée, défendue et portée dans les tribunes du stade Edmond Machtens.

Nous ne renions ni le passé du Daring, ni celui du Racing White, mais nous refusons qu'un homme d'affaires étranger à la tradition molenbeekoise instrumentalise cette mémoire pour mieux effacer celle qui, depuis plus d'un demi-siècle, constitue notre fierté collective.

Dans ce contexte, nous adressons solennellement les demandes suivantes à la Commune de Molenbeek-Saint-Jean :

1. Retour du nom et du logo du RWDM

La commune de Molenbeek-Saint-Jean peut-elle s'engager à ne pas renouveler ni conclure de nouvelle convention d'occupation du stade Edmond Machtens tant que le club actuellement connu sous le nom de « Daring Brussels » ne rétablit pas officiellement le nom et le logo du RWDM, identifiants historiques profondément liés à la commune et à ses habitant•es ? Ce club, nouveau

venu sans attache locale réelle, ne peut prétendre incarner la tradition molenbeekoise sans en assumer l'identité.

2. Réunion entre la commune et le Daring Brussels

Une réunion a eu lieu ces jours-ci, probablement le vendredi 13 juin 2025, entre la commune et le « Daring Brussels ». Nous souhaitons savoir :

- Quelles ont été les conclusions concrètes de cette réunion ?
La commune a-t-elle défendu les intérêts des Molenbeekois•es et des supporter•rices historiques du RWDM ?
- A-t-elle exigé un retour à l'identité originelle (nom/logo) du club ?
- A-t-elle fermement condamné les propos tenus récemment par le propriétaire du club, jugés dégradants pour la population molenbeekoise ?
- Pourquoi aucune concertation tripartite (club – commune – supporter•rices) n'a-t-elle été organisée à ce jour ? Ne serait-il pas nécessaire et légitime d'intégrer les supporter•rices à ce dialogue institutionnel ?

3. Garantie de maintien de la propriété publique du stade Edmond Machtens

La majorité communale progressiste en place peut-elle s'engager formellement à garantir que le stade Edmond Machtens, bien public appartenant à la commune de Molenbeek-Saint-Jean, ne sera en aucun cas vendu à un acteur privé, et restera dans le patrimoine public communal ?

4. Non-exclusivité d'usage en cas de convention avec le Daring Brussels

La commune de Molenbeek-Saint-Jean peut-elle s'engager à ce que, dans l'hypothèse où une convention d'occupation serait conclue avec le nouveau club « Daring Brussels », aucune clause d'exclusivité ne soit inscrite dans ladite convention, de manière à préserver la possibilité pour un projet de renaissance du RWDM d'avoir également accès aux infrastructures du stade Edmond Machtens ?

5. Soutien politique transversal à un projet de retour du RWDM

L'ensemble du Conseil communal, majorité comme opposition, peut-il s'engager – au nom de chaque groupe politique – à soutenir concrètement un projet de retour du RWDM, notamment par :

- la mise à disposition gratuite d'un terrain du stade Edmond Machtens pour les matchs et les entraînements ;
- une assistance dans les démarches administratives ;
- la promotion du club ;
- ainsi que l'octroi éventuel de subsides, dans le cadre de la création d'un nouveau RWDM.

Ce combat dépasse le cadre du football. Il touche à notre dignité, à notre mémoire et à l'âme même de notre commune : Molenbeek-Saint-Jean.

Sans Molenbeek, le RWDM ne serait jamais né. Sans les jeunes qui s'identifient à ses couleurs, sans les familles qui s'y retrouvent chaque semaine, sans les supporter•rices qui le portent à bout de bras, il n'y a pas de club. Le RWDM est bien plus qu'une équipe : c'est un repère, un symbole, une fierté populaire.

Nous vous remercions sincèrement pour votre écoute et votre attention. Sachez que nous serons à vos côtés pour mener ce combat et défendre, ensemble, notre identité, notre mémoire et notre

Molenbeek.

Avec tout notre respect et notre détermination

Gemeentelijk secretariaat - Burgerinterpellatie betreffende de verandering van naam en logo voor RWDM. (Aanvullend)

*2 annexes / 2 bijlagen
1234.pdf, 123.pdf*

4 Secrétariat communal - Remplacement de Madame Hind ADDI, Conseillère communale, pendant son congé de maternité - Prestation de serment de Monsieur Luc Vancauwenberge.

LE CONSEIL,

Vu le courriel envoyé par Madame Hind ADDI le 13 mai 2025 demandant d'être remplacée durant son congé de maternité débutant en juin 2025 ;

Considérant que la liste 13 PTB-PVDA compte 34 suppléants ;

Considérant qu'il y a lieu d'appeler le 5^{ième} suppléant, Mouhsine Haj Haddou pour remplacer Madame Hind ADDI durant son congé de maternité ;

Vu les désistements écrits, joints en annexe, de Mouhsine Haj Haddou (5^{ième} suppléant), d'Adrien Vranken (6^{ième} suppléant), Adolphine Tshibola Kalombo (7^{ième} suppléante), d'Anna-Marie Verleyen (8^{ième} suppléante) ;

Considérant qu'il y a lieu d'appeler Luc Vancauwenberge, 9^{ième} suppléant ;

Considérant que Monsieur Luc Vancauwenberge a conservé les conditions d'électorat, qu'il réunit les conditions d'éligibilité prescrites par l'article 65 de la loi électorale communale et qu'il ne se trouve pas dans aucun cas d'incapacité, d'incompatibilité et de parenté prévu par les articles 71 à 79 de la Nouvelle Loi communale ;

Vu l'article 11 de la Nouvelle Loi communale ;

ARRETE :

Le nouveau titulaire est admis à entrer en fonction pendant la durée du congé de maternité de Madame Hind ADDI et prête entre les mains de Monsieur le Bourgmestre f.f. serment suivant :

« Je jure fidélité au Roi, obéissance à la Constitution et aux lois du Peuple Belge »

Après quoi il est déclaré installé;

Le présent procès-verbal, revêtu de la signature du conseiller communal installé ce jour, sera adressé à l'Autorité de tutelle.

Le conseiller communal,

Luc Vancauwenberge

Gemeentesecretariaat - Vervanging van Mevrouw Hind ADDI, gemeenteraadslid, tijdens haar zwangerschapsverlof - Beëdiging van de heer Luc Vancauwenberge.

DE RAAD,

Gelet op de e-mail verzonden door Mevrouw Hind ADDI op 13 mei 2025 met het verzoek om vervangen te worden tijdens haar zwangerschapsverlof dat begint in juni 2025;

Overwegende dat de lijst 13 PTB-PVDA 34 plaatsvervangers telt;

Overwegende dat het nodig is om de 5de plaatsvervanger, Mouhsine Haj Haddou, op te roepen om Mevrouw Hind ADDI te vervangen tijdens haar zwangerschapsverlof;

Gelet op de schriftelijke afzeggingen, als bijlage toegevoegd, van Mouhsine Haj Haddou (5de plaatsvervanger), Adrien Vranken (6de plaatsvervanger), Adolphine Tshibola Kalombo (7de plaatsvervangster), Anna-Marie Verleyen (8ste plaatsvervangster);

Overwegende dat het nodig is om Luc Vancauwenberge, 9de plaatsvervanger, op te roepen;

Overwegende dat de heer Luc Vancauwenberge aan de vereisten voor het kiesrecht voldoet, dat hij voldoet aan de vereisten voor verkiesbaarheid zoals voorgeschreven in artikel 65 van de gemeentewet en dat hij zich niet in enig geval van ongeschiktheid, onverenigbaarheid of verwantschap bevindt zoals voorzien in de artikelen 71 tot 79 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gezien artikel 11 van de Nieuwe Gemeentewet;

BESLUIT :

De nieuwe titularis wordt toegelaten om in functie te treden tijdens de zwangerschapsverlof van Mevrouw Hind ADDI en legt in handen van de heer de burgemeester f.f. de volgende eed af: "Ik zweer trouw aan de Koning, gehoorzaamheid aan de Grondwet en aan de wetten van het Belgische Volk." Waarna hij wordt verklaard geïnstalleerd;

Dit proces-verbaal, ondertekend door de op deze dag geïnstalleerde gemeenteraadslid, zal worden verzonden naar de toezichthoudende autoriteit.

Gemeenteraadslid,

Luc Vancauwenberge.

1 annexe / 1 bijlage

Remplacement de Mme Addi.pdf

5 **Recette communale - Comptes annuels de l'exercice 2024.**

LE CONSEIL,

Vu le titre VI de la nouvelle loi communale et en particulier les articles 96 et 240 ;

Vu l'Arrêté Royal du 2 août 1990 portant le règlement général de la comptabilité communale (RGCC);

Vu les arrêtés ministériels des 30 octobre 1990 et 23 septembre 1991 accompagnant le RGCC et du 10 janvier 1996 fixant les documents comptables ;

Vu les circulaires du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale notamment celle du 10 septembre 1998 relative à la présentation et au contenu des comptes annuels des communes de la Région de Bruxelles-Capitale et celle portant la référence "CIRC 2025/01" relative à la clôture des comptes communaux de l'exercice 2024 ;

Considérant les tableaux de concordance des comptabilités budgétaire et générale qui confirment la cohérence des comptes ;

Considérant que ces comptes annuels comprennent :

- le compte budgétaire: service ordinaire et service extraordinaire,

- le bilan et le compte de résultats,

- les annexes : balance des comptes généraux, balance des comptes particuliers, détails des comptes de régularisation et d'attente, ratios, liste des crédits budgétaires et engagements à reporter (formulaire T 3), liste des non valeurs et irrécouvrables, droits et engagements hors bilan, règles d'évaluation et statistiques, Travaux en cours, situation de la dette communale, subsides,

fonds de pension, créances à recouvrer, Article 60 § 7, Marchés publics, publiccount, fonds de réserve ordinaire et extraordinaire, provisions pour risques et charges, participations, tableau de concordance ;

Considérant que tous les actes ont été correctement portés aux comptes ;

DECIDE:

Article unique :

De certifier que tous les actes relevant de la compétence du Collège des Bourgmestre et Echevins ont été correctement portés aux comptes 2024, y compris le compte budgétaire (service ordinaire et service extraordinaire), le bilan et le compte de résultats et les annexes (balance des comptes généraux, balance des comptes particuliers, détails des comptes de régularisation et d'attente, ratios, liste des crédits budgétaires et engagements à reporter (formulaire T 3), liste des non valeurs et irrécouvrables, droits et engagements hors bilan, règles d'évaluation et statistiques, Travaux en cours, situation de la dette communale, subsides, fonds de pension, créances à recouvrer, Article 60 § 7, Marchés publics, publiccount, fonds de réserve ordinaire et extraordinaire, provisions pour risques et charges, participations), tableau de concordance et de notifier l'arrêt définitif des comptes de l'exercice 2024 à Madame le Receveur Faisant Fonction.

Gemeenteontvangerij - Jaarrekeningen van het dienstjaar 2024

DE RAAD,

Gelet op de titel VI van de nieuwe gemeentewet en in het bijzonder artikelen 96 en 240;

Gelet op het Koninklijk Besluit van 2 augustus 1990 met betrekking tot het algemeen reglement van de gemeentelijke boekhouding;

Gelet op de ministeriële besluiten van 30 oktober 1990 en 23 september 1991 bij het algemeen reglement van de gemeentelijke boekhouding en van 10 januari 1996 tot vaststelling van boekhoudkundige documenten;

Gelet op de omzendbrieven van het Ministerie het Brussels-Hoofdstedelijk Gewest, namelijk van 10 september 1998 met betrekking tot de presentatie en de inhoud van de jaarrekeningen van de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en deze met referentie "CIRC 2025/01" betreffende de afsluiting van de jaarrekeningen van 2024;

Overwegende de concordantietabellen van de begrotings- en algemene boekhoudingen die de coherentie van de rekeningen bevestigen;

Overwegende dat deze jaarrekeningen het volgende omvatten:

- de begrotingsrekening: gewone dienst en buitengewone dienst,
- de balans en de resultatenrekening,

- de bijlagen: balans van de algemene rekeningen, balans van de bijzondere rekeningen, detail van de overlopende en wachtrekeningen, ratio's, lijst van de begrotingskredieten en nog over te dragen vastleggingen (formulier T3), lijst van de onwaarden en oninvorderbare rechten, rechten en vastleggingen buiten balans, waarderingsregels en statistieken, werken in uitvoering, situatie van de gemeenteschuld, subsidies, pensioenfondsen, nog te innen vastgestelde rechten, artikel 60 § 7, overheidsopdrachten, publiccount, gewoon en buitengewoon reservefonds, voorzieningen voor risico's en kosten, deelnemingen, tabel van de overeenkomsten;

Overwegende dat alle akten op correcte wijze in rekening werden gebracht;

BESLIST:

Enig artikel:

Te bevestigen dat alle akten waarvoor het College van Burgemeester en Schepenen bevoegd is op correcte wijze in rekening 2024 werden gebracht, met inbegrip van de begrotingsrekening (gewone dienst en buitengewone dienst), de balans en de resultatenrekening en de bijlagen (balans van de algemene rekeningen, balans van de bijzondere rekeningen, detail van de overlopende en wachtrekeningen, ratio's, lijst van de begrotingskredieten en nog over te dragen vastleggingen (formulier T3), lijst van de onwaarden en oninvorderbare rechten, rechten en vastleggingen buiten balans, waarderingsregels en statistieken, werken in uitvoering, situatie van de gemeenteschuld, subsidies, pensioenfondsen, nog te innen vastgestelde rechten, artikel 60 § 7, overheidsopdrachten, publiccount, gewoon en buitengewoon reservefonds, voorzieningen voor risico's en kosten, deelnemingen), tabel van de overeenkomsten en de definitieve afsluiting van de rekeningen van het dienstjaar 2024 aan Mevrouw de Wnd. ontvanger mee te delen.

27 annexes / 27 bijlagen

Comptes annuels de l'exercice 2024 FR - partie 6.pdf, Comptes annuels de l'exercice 2024 FR - partie 1.pdf, compte budget extra 2024 NL.pdf, Comptes annuels de l'exercice 2024 NL - partie 9.pdf, Comptes annuels de l'exercice 2024 NL - partie 4.pdf, Comptes annuels de l'exercice 2024 NL - partie 5.pdf, bilan détaillé NL 2024.pdf, bilan détaillé FR 2024.pdf, Comptes annuels de l'exercice 2024 NL - partie 8.pdf, Comptes annuels de l'exercice 2024 FR - partie 7.pdf, Comptes annuels de l'exercice 2024 FR - partie 3.pdf, Comptes annuels de l'exercice 2024 FR - partie 8.pdf, compte budget ordi 2024 NL.pdf, compte budgétaire ordi 2024 FR.pdf, Comptes annuels de l'exercice 2024 NL - partie 2.pdf, Comptes annuels de l'exercice 2024 NL - partie 7.pdf, compte budget extra 2024 FR.pdf, Comptes annuels de l'exercice 2024 FR - partie 4.pdf, Comptes annuels de l'exercice 2024 NL - partie 1.pdf, Comptes annuels de l'exercice 2024 NL - partie 3.pdf, Comptes annuels de l'exercice 2024 FR - partie 2.pdf, Comptes annuels de l'exercice 2024 FR - partie 5.pdf, Comptes annuels de l'exercice 2024 NL - partie 6.pdf, Rapport financier 2024.pdf, Financiële verslag 2024.pdf, Compte de résultats détaillé 2024 NL.pdf, Compte de résultats FR 2024.pdf

6 Taxes communales - Taxe sur les dépôts de matériaux, matériel, marchandises et choses de toute nature – Exercices 2025 à 2030 inclus – Création.

LE CONSEIL,

Vu les articles 41, 162 et 170 § 4 de la Constitution ;

Vu les articles 117, 118 et 252 de la Nouvelle Loi communale ;

Vu la loi du 13 avril 2019 introduisant le Code du recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales ;

Vu l'ordonnance du 3 avril 2014, relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales et ses modifications ;

Vu le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données) entré en vigueur le 25 mai 2018 ;

Considérant que l'objectif poursuivi par la présente taxe est de procurer à la commune de Molenbeek-Saint-Jean les moyens financiers nécessaires à ses missions et aux politiques qu'elle entend mener, ainsi que d'assurer son équilibre financier et considérant que, dans la poursuite de cet objectif, il apparaît juste de tenir compte de la capacité contributive des contribuables, dans un souci légitime d'assurer une répartition équitable de la charge fiscale ;

Vu la situation financière de la Commune ;

Considérant qu'il s'avère justifié, qu'afin d'éviter un coût déraisonnable en personnel de contrôle, d'exonérer de la taxe les surfaces ne dépassant pas 40 m²;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins;

DECIDE :

Article 1

Il est établi au profit de la commune, pour les exercices 2025 à 2030 inclus, une taxe annuelle sur les dépôts de matériaux, matériel, marchandises et choses de toute nature, à découvert ou sous abri, même provisoire situés sur le territoire de Molenbeek-Saint-Jean.

Article 2

Pour l'application du présent règlement, on entend par:

"*dépôt*": tout immeuble contenant des marchandises, matériaux, matériel et choses de toute nature, à découvert ou sous abri, ayant fait l'objet d'un contrat de dépôt au sens de l'article 1915 du Code civil ;

« *dépôt avec mandat de vente* », tout bien immeuble contenant des marchandises, matériaux, matériel et choses de toute nature, à découvert ou sous abri, ayant fait l'objet d'un contrat de dépôt, au sens de l'article 1915 du Code civil, mais avec mandat de vente, donc sans restitution en nature mais en espèces ;

« *entrepôt* », le bâtiment ou l'emplacement où des marchandises, matériaux, matériel et choses de toute nature sont ou peuvent être entreposés ;

« *abri provisoire* », tout bâtiment non repris au plan cadastral.

La surface imposable est constituée par la superficie proposée pour le dépôt de matériaux.

Article 3

La taxe est due par l'exploitant. Selon le cas: le propriétaire, l'emphytéose, le superficiaire et l'usufruitier sont codébiteurs au paiement de la taxe.

Article 4

La taxe annuelle est fixée proportionnellement aux mètres carrés de superficie totale.

Elle sera établie selon les paliers suivants :

- jusqu'à 99 m² : 2,50 EUR/m²
- de 100 à 499 m² : 5,00 EUR/m²
- de 500 à 999 m² : 6,50 EUR /m²
- A partir de 1.000 m² : 8,50 EUR /m²

Article 5

Sont exonérés de la taxe:

- Les premiers 40 m²
- Les abris provisoires servant à l'élevage de petits animaux

Article 6

L'administration communale adresse au contribuable une formule de déclaration que celui-ci est tenu de renvoyer, dûment complétée et signée, avant l'échéance mentionnée sur ladite formule.

Le redevable qui n'a pas reçu de formule de déclaration est tenu de communiquer à l'Administration communale, au plus tard le 15 janvier de l'année qui suit celle de l'exercice d'imposition, les éléments nécessaires à la taxation. La déclaration reste valable jusqu'à révocation.

Toute modification de la base taxable doit être notifiée à l'administration communale dans les 10 jours ouvrables qui suivent ladite modification.

La non déclaration dans les délais prévus ou la déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise entraîne l'enrôlement d'office de la taxe.

Les taxes enrôlées d'office sont majorées d'un montant égal à 10% du droit initialement dû. Le montant de cette majoration est enrôlée simultanément et conjointement avec la taxe enrôlée d'office.

Article 7

La taxe est perçue par voie de rôle. Le rôle de la taxe sera arrêté et rendu exécutoire par le Collège des Bourgmestre et Échevins. Le redevable de la taxe recevra, sans frais, un avertissement extrait de rôle. La taxe est payable dans les deux mois de l'envoi de l'avertissement extrait de rôle.

A défaut de paiement de la taxe sans le délai, un intérêt au taux prévu en matière d'impôt directs est dû, cet intérêt étant calculé par mois civil à partir du premier jour du mois qui suit celui de l'échéance.

Article 8

Sans préjudice des dispositions de l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales, tout ce qui n'est pas réglé par le présent règlement sera régi par les dispositions du CIR92 et son arrêté d'exécution, applicables aux taxes locales, ainsi que par les dispositions régionales qui renvoient au Code du recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales ou par toutes autres dispositions régionales relatives à la fiscalité locale.

Article 9

Le redevable ou son représentant peut introduire une réclamation, par écrit, contre le montant de l'imposition établie, y compris toutes majorations et amendes, auprès du Collège des Bourgmestre et Echevins, qui agit en tant qu'autorité administrative. A peine de nullité, cette réclamation doit être signée et motivée et elle doit mentionner : les nom, qualité, adresse ou siège du redevable à charge duquel l'imposition est établie, l'objet de la réclamation et un exposé des faits et moyens.

Les réclamations doivent être introduites, sous peine de déchéance, dans un délai de 3 mois à compter du troisième jour ouvrable suivant la date d'envoi de l'avertissement-extrait de rôle.

Un accusé de réception est adressé au redevable ou à son représentant dans les 15 jours calendrier de l'introduction de la réclamation.

Si le redevable ou son représentant souhaite être entendu dans le cadre de la réclamation, il doit en faire la demande expresse dans la réclamation.

En cas de réclamation, le réclamant ne devra pas justifier du paiement de l'imposition. Toutefois, l'introduction d'une réclamation ne suspend pas l'exigibilité de la taxe et des intérêts de retard.

Article 10

Le traitement de données à caractère personnel nécessaire à la mise en œuvre du présent règlement se fera conformément au Règlement général sur la protection des données et suivant les règles suivantes :

- responsable de traitement : la Commune de Molenbeek-Saint-Jean;
- finalité du traitement : établissement et recouvrement de la taxe ;
- catégorie de données : nom, prénom, adresse, numéro national ou numéro d'entreprise, adresse postale, adresse courriel, numéro de téléphone, données patrimoniales ;
- durée de conservation : la Commune s'engage à conserver les données pour un délai de maximum 10 ans et à les supprimer par la suite ou à les transférer aux archives de l'Etat ;
- méthode de collecte : déclaration transmise par le demandeur/redevable ;
- communication des données : les données ne seront communiquées qu'à des tiers autorisés par ou en vertu de la loi, notamment en application de l'article 327 CIR92, ou à des sous-traitants de la Commune.

Article 11

Le présent règlement entre en vigueur à partir de l'exercice 2025. Il annule et remplace le règlement sur les emplacements dans les gares à marchandises adopté par me Conseil communal en date du 20 janvier 2021.

Expédition de la présente délibération sera transmise à l'Autorité de Tutelle.

Gemeentebelastingen – Belasting op opslagplaatsen voor materialen, materieel, goederen en zaken van alle aard – Dienstjaren 2025 tot 2030 inbegrepen – Invoering.

DE RAAD,

Gelet op artikelen 41, 162 en 170 § 4 van de Grondwet;

Gelet op artikelen 117, 118 en 252 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op het wet van 13 april 2019 tot invoering van het Wetboek van de minnelijke en gedwongen invordering van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen;

Gelet op de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen, als gewijzigd ;

Gelet op de verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG (algemene verordening gegevensbescherming) van kracht op 25 mei 2018;

Overwegende dat het doel, dat door deze belasting wordt nagestreefd, is van aan de gemeente Sint-Jans-Molenbeek de financiële middelen te verschaffen, die noodzakelijk zijn voor haar taken en beleidsmaatregelen te kunnen uitvoeren, alsook om haar financieel evenwicht te waarborgen en overwegende dat, tot het bereiken van dit doel, het juist blijkt om met de belastingcapaciteit van de belastingbetalers rekening te houden, en dit in de wettelijke bezorgdheid een rechtvaardige verdeling van de belastingsdruk te waarborgen;

Gelet op de financiële toestand van de Gemeente;

Overwegende dat het gerechtvaardigd blijkt dat, om onredelijke kosten voor het controlepersoneel te vermijden, de oppervlakten die geen 40 m² totale oppervlakte overtreffen moeten worden vrijgesteld;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLIST:

Artikel 1

Er wordt ten bate van de gemeente, voor de dienstjaren 2025 tot 2030 inbegrepen, een jaarlijkse belasting geheven op de depots, depots met verkoopmandaat en opslagplaatsen voor goederen, materialen, materieel en zaken van alle aard, in open lucht of overdekt, ook van tijdelijke aard.

Artikel 2

Voor de toepassing van dit reglement wordt verstaan onder:

“*depot*”, elk gebouw waar goederen, materialen, materieel en zaken van alle aard die het voorwerp hebben uitgemaakt van een bewaaringsovereenkomst in de zin van artikel 1915 van het Burgerlijk Wetboek zijn opgeslagen, al dan niet overdekt;

“*depot met verkoopmandaat*”, elk gebouw waar goederen, materialen, materieel en zaken van alle aard die het voorwerp hebben uitgemaakt van een bewaaringsovereenkomst in de zin van artikel 1915 van het Burgerlijk Wetboek zijn opgeslagen, al dan niet overdekt, maar met een verkoopmandaat, dus zonder teruggave in natura maar met teruggave in speciën;

“*opslagplaats*”, een gebouw of plaats waar goederen, materialen, materieel en zaken van alle aard opgeslagen kunnen worden;

“*tijdelijk hok*”, elk gebouw dat niet in het kadastraal plan is opgenomen.

De belastbare oppervlakte omvat de oppervlakte die wordt aangeboden voor de opslag van materialen.

Artikel 3

De belasting is hoofdelijk verschuldigd door de uitbater, de eigenaar, de erfpachter, de opstalhouder en de vruchtgebruiker zijn medeschuldenaars voor de betaling van de belasting verschuldigd door de belastingschuldige.

Artikel 4

Het jaarlijkse belasting is vastgesteld in evenredigheid met de vierkante meters van de totale oppervlakte.

Ze zal als volgt trapsgewijs vastgesteld worden:

- Tot 99m²: 2,50 EUR /m²
- Van 100m² tot 499m²: 5,00 EUR/m²
- Van 500m² tot 999m²: 6,50 EUR/m²
- 1000m² en meer: 8,50 m²

Artikel 5

Zijn vrijgesteld van de belasting:

- De eerste 40 m²;

- De voorlopige gebouwen dienend tot de teelt van kleine dieren.

Artikel 6

Het gemeentebestuur betekent een aangifteformulier aan de belastingplichtige, dat deze laatste naar behoren ingevuld en ondertekend dient terug te sturen vóór de uiterste datum die vermeld op voornoemd formulier.

De belastingplichtige die geen aangifteformulier ontvangt, dient aan het gemeentebestuur, uiterlijk op 15 januari van het jaar dat volgt op het aanslagjaar de gegevens mee te delen die nodig zijn voor het heffen van de belasting. De aangifte blijft van

kracht tot herroeping.

Elke wijziging van de belastbare basis dient betekend te worden aan het gemeentebestuur binnen de 10 werkdagen die op de genoemde wijziging volgen.

Artikel 7

De belasting wordt ingevoerd via kohier. Het kohier van de belasting wordt vastgesteld en uitvoerbaar verklaard door het College van Burgemeester en Schepenen. De belastingplichtige ontvangt kosteloos een aanslagbiljet. De belasting moet betaald worden binnen twee maanden na de verzending van het aanslagbiljet.

De belasting dient betaald te worden binnen de 2 maanden na verzending van het aanslagbiljet.

Bij gebrek aan betaling van de belasting binnen de termijn, is een intrestvoet voorzien betreffende de belastingen verschuldigd, deze intrestvoet wordt berekend per kalendermaand vanaf de eerste dag van de maand die volgt op de vervaldatum.

Artikel 8

Onverminderd de bepalingen van de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen wordt alles waarin dit reglement niet voorziet, geregeld door de bepalingen van het WIB92 en zijn uitvoeringsbesluit die van toepassing zijn op de lokale belastingen, alsook door de gewestelijke bepalingen die verwijzen naar het Wetboek van de minnelijke en gedwongen invordering van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen of door alle andere gewestelijke bepalingen inzake lokale fiscaliteit.

Artikel 9

De belastingplichtige of zijn vertegenwoordiger kan schriftelijk bezwaar indienen tegen het bedrag van de gevestigde aanslag, met inbegrip van alle verhogingen en boetes, bij het college van burgemeester en schepenen, dat optreedt als administratieve overheid. Dit bezwaarschrift moet op straffe van nietigheid ondertekend en gemotiveerd worden en moet melding maken van de naam, de hoedanigheid, het adres of de zetel van rekenplichtige ten laste van wie de aanslag wordt gevestigd, het voorwerp van het bezwaar en een uiteenzetting van de feiten en middelen.

Bezwaarschriften moeten op straffe van verval worden ingediend binnen een termijn van drie maanden, te rekenen vanaf de derde werkdag volgend op de datum van verzending van het aanslagbiljet.

Binnen 15 dagen na het indienen van het bezwaarschrift wordt een ontvangstbewijs verzonden naar de belastingplichtige of zijn vertegenwoordiger.

Als de belastingplichtige of zijn vertegenwoordiger gehoord wenst te worden in het kader van zijn bezwaar, moet hij daar uitdrukkelijk om verzoeken in zijn bezwaarschrift.

In geval van bezwaar, moet de bezwaarindiener niet bewijzen dat hij de belasting betaald heeft. Het indienen van een bezwaar schorst de invorderbaarheid van de belasting en van de intresten wegens laattijdige betaling niet.

Artikel 10

De verwerking van persoonsgegevens die nodig is voor de toepassing van dit reglement dient in overeenstemming te zijn met de Algemene Verordening Gegevensbescherming, met inachtneming van volgende regels:

- verwerkingsverantwoordelijke: de gemeente Sint-Jans-Molenbeek;
- doeleinde van de verwerking: vestiging en invordering van de belasting;
- gegevenscategorie: naam, voornaam, adres, Rijksregisternummer of Bedrijfsnummer, postale adres, mailadres, telefoonnummer, patrimoniumsgegevens ;
- bewaringstermijn: de gemeente verbindt zich ertoe gegeven gedurende maximaal 10 jaar te bewaren en ze daarna te wissen of over te dragen aan het Rijksarchief;
- verzamelmethode: door aanvrager/belastingplichtige ingediende aangifte;
- doorgifte van de gegevens: de gegevens zullen enkel worden meegedeeld aan derden aan wie doorgifte is toegestaan bij wet of in toepassing van artikel 327 van het WIB92 of aan de verwerkers van de gemeente.

Artikel 11

Dit reglement treedt in werking vanaf het dienstjaar 2025. Hij annuleert en vervangt het belastingreglement op de ruimten gelegen in de goederenstations gevestigd door beslissing van de Gemeenteraad van 20 januari 2021.

Verzending van de onderhavige beraadslaging zal aan de Toezichthoudende Overheid overgemaakt worden.

7 **Taxes communales - Taxe sur les établissements bancaires et assimilés - Exercices 2025 à 2030 inclus - Modification.**

LE CONSEIL,

Vu les articles 41, 162 et 170 § 4 de la Constitution ;

Vu l'article 117 et 118 de la Nouvelle Loi communale ;

Vu l'article 252 de la Nouvelle Loi communale imposant l'équilibre budgétaire aux communes ;

Vu la loi du 13 avril 2019 introduisant le Code du recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales ;

Vu l'ordonnance du 3 avril 2014, relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales et ses modifications ultérieures ;

Vu le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données) entré en vigueur le 25 mai 2018;

Vu le règlement relatif à la taxe sur les établissements bancaires et assimilés, établi par décision du Conseil communal du 20 janvier 2021 pour les exercices 2021 à 2025 inclus;

Considérant que les établissements bancaires et assimilés ainsi que les appareils distributeurs automatiques de billets de banques installés ou placés sur le territoire de la commune de Molenbeek-Saint-Jean requièrent une attention particulière des forces de l'ordre en termes de sécurité publique dont le financement est à charge des communes ;

Considérant que l'objectif poursuivi par la présente taxe est de procurer à la commune de Molenbeek-Saint-Jean les moyens financiers nécessaires à ses missions et aux politiques qu'elle entend mener, ainsi que d'assurer son équilibre financier et considérant que, dans la poursuite de cet objectif, il apparaît juste de tenir compte de la capacité contributive des contribuables, dans un souci légitime d'assurer une répartition équitable de la charge fiscale ;

Considérant qu'il appartient à l'autorité communale, dans le cadre de son autonomie fiscale, de déterminer les bases et l'assiette des impositions dont elle apprécie la nécessité au regard des besoins qu'elle estime devoir pourvoir sous la seule réserve imposée par la Constitution, à savoir la compétence du législateur d'interdire aux communes d'établir certaines impositions: que, sous réserve des exceptions déterminées par la loi, l'autorité communale choisit sous le contrôle de l'autorité de tutelle, la base des impositions établies par elle

Vu la situation financière de la Commune ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins;

DECIDE :

Article 1

Il est établi au profit de la commune, pour les exercices 2025 à 2030 inclus, une taxe annuelle sur :

- 1) les établissements bancaires et assimilés.
- 2) les appareils automatiques permettant d'effectuer toutes opérations de banque.

Article 2

Par "*établissements bancaires et assimilés*", il y a lieu d'entendre tout établissement, tout organisme financier, ainsi que leurs succursales et agences et pour autant qu'ils soient accessibles à la clientèle, se livrant pour compte propre ou à titre d'intermédiaire, à des activités de dépôts bancaires et/ou de crédits sous des formes quelconques, à des activités de distributeur de produits bancaires ou financiers, à des activités de transfert d'argent, de change ou qui fournissent des services de paiement.

Par « *appareils automatiques permettant d'effectuer toutes opérations de banque et de courrier* », tout appareil pouvant être utilisé de la voie publique ou de tout autre endroit accessible aux clients et au public et permettant de procéder à des opérations de retrait d'argent, de dépôt, d'épargne, de consultation et/ou d'impression de courriers (extraits de compte) ;

Article 3

La taxe est due :

1. pour les établissements bancaires et assimilés : par la personne physique ou morale à l'intervention de laquelle l'établissement bancaire ou assimilé est installé sur le territoire de la commune et/ou au nom de laquelle il est exploité.
2. pour les appareils automatiques : par le gestionnaire de l'établissement bancaire ou assimilé auquel apparten(n)ent le ou les appareil(s) automatique(s).

Article 4

Le taux de la taxe est fixé comme suit :

1. 3.800,00 EUR par an par établissement bancaire ou assimilé
2. 4.500,00 EUR par an par appareil par distributeur de billets et/ou de courrier .

La taxe est due pour la totalité de l'année d'imposition, quel que soit le moment de l'ouverture ou de la fermeture de l'établissement bancaire ou assimilé ou du placement de l'appareil automatique.

Article 5

L'administration communale adresse au contribuable une formule de déclaration que celui-ci est tenu de renvoyer, dûment remplie et signée, avant l'échéance mentionnée sur ladite formule. Le redevable qui n'a pas reçu de formule de déclaration est tenu de communiquer à l'Administration communale, au plus tard le 15 janvier de l'année qui suit celle de l'exercice d'imposition, les éléments nécessaires à la taxation. La déclaration reste valable jusqu'à révocation.

Article 6

Le contribuable est tenu de notifier immédiatement à l'administration communale, par lettre recommandée, toute cession ou cessation d'activité.

Article 7

La non déclaration dans les délais prévus ou la déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise entraîne l'enrôlement d'office de la taxe.

Les taxes enrôlées d'office sont majorées d'un montant égal à 10% du droit initialement dû. Le montant de cette majoration est enrôlée simultanément et conjointement avec la taxe enrôlée d'office.

Article 8

Le propriétaire du bien, personne physique ou morale, est solidairement responsable du paiement de la taxe due par le redevable.

Article 9

La taxe est perçue par voie de rôle. Le rôle de la taxe est arrêté et rendu exécutoire par le Collège des Bourgmestre et Echevins. Le redevable de la taxe recevra, sans frais, un avertissement extrait de rôle. La taxe est payable dans les deux mois de l'envoi de l'avertissement extrait de rôle.

Article 10

A défaut de paiement de la taxe dans le délai, un intérêt au taux prévu en matière d'impôts directs est dû, cet intérêt étant calculé par mois civil à partir du premier jour du mois qui suit celui de l'échéance.

Article 11

Sans préjudice des dispositions de l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales, tout ce qui n'est pas réglé par le présent règlement sera régi par les dispositions du CIR92 et son arrêté d'exécution, applicables aux taxes locales, ainsi que par les dispositions régionales qui renvoient au Code du recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales ou par toutes autres dispositions régionales relatives à la fiscalité locale.

Article 12

Le redevable ou son représentant peut introduire une réclamation, par écrit, contre le montant de l'imposition établie, y compris toutes majorations et amendes, auprès du Collège des Bourgmestre et Echevins, qui agit en tant qu'autorité administrative. A peine de nullité, cette réclamation doit être signée et motivée et elle doit mentionner : les nom, qualité, adresse ou siège du redevable à charge duquel l'imposition est établie, l'objet de la réclamation et un exposé des faits et moyens.

Les réclamations doivent être introduites, sous peine de déchéance, dans un délai de 3 mois à compter du troisième jour ouvrable suivant la date d'envoi de l'avertissement-extrait de rôle.

Un accusé de réception est adressé au redevable ou à son représentant dans les 15 jours calendrier de l'introduction de la réclamation.

Si le redevable ou son représentant souhaite être entendu dans le cadre de la réclamation, il doit en faire la demande expresse dans la réclamation.

En cas de réclamation, le réclamant ne devra pas justifier du paiement de l'imposition. Toutefois, l'introduction d'une réclamation ne suspend pas l'exigibilité de la taxe et des intérêts de retard.

Article 13

Le traitement de données à caractère personnel nécessaire à la mise en œuvre du présent règlement se fera conformément au Règlement général sur la protection des données et suivant les règles suivantes :

- responsable de traitement : la Commune de Molenbeek-Saint-Jean ;
- finalité du traitement : établissement et recouvrement de la taxe ;
- catégorie de données : nom, prénom, adresse, numéro national ou numéro d'entreprise, adresse postale, adresse courriel, numéro de téléphone, données patrimoniales ;
- durée de conservation : la Commune s'engage à conserver les données pour un délai de maximum 10 ans et à les supprimer par la suite ou à les transférer aux archives de l'Etat ;
- méthode de collecte : déclaration transmise par le demandeur/redevable ;
- communication des données : les données ne seront communiquées qu'à des tiers autorisés par ou en vertu de la loi, notamment en application de l'article 327 CIR92, ou à des sous-traitants de la Commune.

Article 14

Le présent règlement remplace, à partir de l'exercice 2025, le règlement approuvé par le Conseil communal en sa séance du 20 janvier 2021.

Expédition de la présente délibération sera transmise à l'Autorité de Tutelle.

Gemeentebelastingen - Belasting op de bank- en daarmee gelijkgestelde instellingen - Dienstjaren 2025 tot 2030 inbegrepen - Vernieuwing en wijziging.

DE RAAD,

Gelet op artikels 41, 162 en 170 § 4 van de Grondwet;

Gelet op artikel 117, 118 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gezien het artikel 252 van de Nieuwe Gemeentewet dat de gemeentes verplicht een begrotingsevenwicht te hebben;

Gelet op het wet van 13 april 2019 tot invoering van het Wetboek van de minnelijke en gedwongen invordering van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen;

Gelet op de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen als gewijzigd ;

Gelet op de verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 betreffende de

bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG (algemene verordening gegevensbescherming) van kracht op 25 mei 2018;

Gelet op het belastingsreglement op de bank- en daarmee gelijkgestelde instellingen gevestigd door beslissing van de Gemeenteraad van 20 januari 2021 voor de dienstjaren 2021 tot 2025 inbegrepen;

Overwegende dat de bank- en daarmee gelijkgestelde instellingen alsook de automatische verdeelapparaten van bankbiljetten geïnstalleerd of geplaatst op het grondgebied van de gemeente Sint-Jans-Molenbeek bijzondere aandacht vereisen van de ordediensten inzake de openbare veiligheid waarvan de financiering ten laste van de gemeentes is;

Overwegende dat het doel, dat door deze belasting wordt nagestreefd, is om aan de gemeente Sint-Jans-Molenbeek de financiële middelen te verschaffen, die noodzakelijk zijn om haar taken en beleidsmaatregelen te kunnen uitvoeren, alsook om haar financieel evenwicht te waarborgen en overwegende dat, tot het bereiken van dit doel, het juist blijkt om met de belastingcapaciteit van de belastingbetalers rekening te houden, en dit in de wettelijke bezorgdheid een rechtvaardige verdeling van de belastingsdruk te waarborgen;

Gelet op de financiële toestand van de Gemeente;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLIST:

Artikel 1

Er wordt ten bate van de gemeente, voor de dienstjaren 2025 tot 2030 inbegrepen, een jaarlijkse belasting geheven op:

- 1) de bank- en daarmee gelijkgestelde instellingen.
- 2) de automatische apparaten voor alle bankverrichtingen.

Artikel 2

Onder "bank- en daarmee gelijkgestelde instellingen" elke inrichting en elke financiële instelling, evenals de bijhuizen en agentschappen ervan, die toegankelijk zijn voor het publiek en die voor eigen rekening of als tussenpersoon actief zijn op het vlak van deposito- en/of kredietverrichtingen in ongeacht welke vorm, de verdeling van bank- of financiële producten, geldoverdrachten of wisselverrichtingen of die betalingsdiensten leveren.

Onder "geld- en uittrekselautomaat" elk apparaat waarmee het mogelijk is van op de openbare weg of elke andere voor de klanten en het publiek toegankelijke plaats geldopnemingen, depositoverrichtingen, spaarverrichtingen, raadplegingen en/of afdrucken van briefwisseling (rekeninguittreksels) uit te voeren.

Artikel 3

De belasting is verschuldigd:

- 1) voor de bank- en daarmee gelijkgestelde instellingen: door de natuurlijke of de rechtspersoon door wiens tussenkomst de bank- of daarmee gelijkgestelde instelling geïnstalleerd is op het grondgebied van de gemeente en/of op wiens naam deze uitgebaat wordt.
- 2) voor de automatische apparaten: door de beheerder van de bank- of daarmee gelijkgestelde instelling aan wie het automatische apparaat/de automatische apparaten behoort/behoren.

Artikel 4

Het bedrag van de belasting wordt als volgt vastgesteld:

- 1) 3.800,00 EUR per jaar per bank- of daarmee gelijkgestelde instelling;
- 2) 4.500,00 EUR per jaar per geld- en uittrekselautomaat.

De belasting is verschuldigd voor het hele aanslagjaar, ongeacht het moment van de opening of de sluiting van de bank- of daarmee gelijkgestelde instelling of de plaatsing van het automatische apparaat.

Artikel 5

De belastingschuldige ontvangt vanwege het gemeentebestuur een aangifteformulier dat door hem, behoorlijk ingevuld en ondertekend, voor de erin vermelde vervaldatum moet worden teruggestuurd. De belastingplichtige die geen aangifteformulier ontvangt, dient aan het gemeentebestuur, uiterlijk op 15 januari van het jaar dat volgt op het aanslagjaar de gegevens mee te delen die nodig zijn voor het heffen van de belasting. De aangifte blijft van kracht tot herroeping.

Artikel 6

De belastingschuldige is verplicht het Gemeentebestuur te verwittigen, per aangetekende brief, van de overdracht of de stopzetting van zijn bedrijf.

Artikel 7

Indien de aangifte niet binnen de voorziene termijn gebeurt, of indien de aangifte onjuist, onvolledig of onnauwkeurig ingevuld is, wordt de belasting ambtshalve ten kohier gebracht.

De ambtshalve ingekohierde belastingen worden verhoogd met een bedrag gelijk aan 10% van het oorspronkelijk verschuldigde recht. Het bedrag van deze verhoging wordt gelijktijdig en gezamenlijk ingekohierd met de ambtshalve ingekohierde belasting.

Artikel 8

De eigenaar van het goed, natuurlijke- of rechtspersoon, is hoofdelijk aansprakelijk voor de betaling van de belasting verschuldigd door de belastingschuldige.

Artikel 9

De belasting wordt ingevorderd via kohier. Het belastingkohier wordt vastgesteld en uitvoerbaar verklaard door het College van Burgemeester en Schepenen. De belastingplichtige ontvangt kosteloos een aanslagbiljet. De belasting moet betaald worden binnen twee maanden na de verzending van het aanslagbiljet.

Artikel 10

Bij gebrek aan de betaling van de belasting binnen de termijn, is een intrestvoet voorzien betreffende de belastingen verschuldigd, dit intrest wordt berekend per kalendermaand vanaf de eerste dag van de maand die volgt op de vervaldatum.

Artikel 11

Onverminderd de bepalingen van de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, deinvordering en de geschillen

inzake gemeentebelastingen wordt alles waarin dit reglement niet voorziet, geregeld door de bepalingen van het WIB92 en zijn uitvoeringsbesluit die van toepassing zijn op de lokale belastingen, alsook door de gewestelijke bepalingen die verwijzen naar het Wetboek van de minnelijke en gedwongen invordering van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen of door alle andere gewestelijke bepalingen inzake lokale fiscaliteit.

Artikel 12

De belastingplichtige of zijn vertegenwoordiger kan schriftelijk bezwaar indienen tegen het bedrag van de gevestigde aanslag, met inbegrip van alle verhogingen en boetes, bij het college van burgemeester en schepenen, dat optreedt als administratieve overheid. Dit bezwaarschrift moet op straffe van nietigheid ondertekend en gemotiveerd worden en moet melding maken van de naam, de hoedanigheid, het adres of de zetel van rekenplichtige ten laste van wie de aanslag wordt gevestigd, het voorwerp van het bezwaar en een uiteenzetting van de feiten en middelen.

Bezwaarschriften moeten op straffe van verval worden ingediend binnen een termijn van drie maanden, te rekenen vanaf de derde werkdag volgend op de datum van verzending van het aanslagbiljet.

Binnen 15 dagen na het indienen van het bezwaarschrift wordt een ontvangstbewijs verzonden naar de belastingplichtige of zijn vertegenwoordiger.

Als de belastingplichtige of zijn vertegenwoordiger gehoord wenst te worden in het kader van zijn bezwaar, moet hij daar uitdrukkelijk om verzoeken in zijn bezwaarschrift.

De indiening van een bezwaarschrift schort de opeisbaarheid van de belasting niet op en ontslaat niet van de verplichting om die te betalen binnen de daartoe bepaalde termijn.

In geval van bezwaar, moet de bezwaarindienaar niet bewijzen dat hij de belasting betaald heeft. Het indienen van een bezwaar schorst de invorderbaarheid van de belasting en van de intresten wegens laattijdige betaling niet.

Artikel 13

De verwerking van persoonsgegevens die nodig is voor de toepassing van dit reglement dient in overeenstemming te zijn met de Algemene Verordening Gegevensbescherming, met inachtneming van volgende regels:

- verwerkingsverantwoordelijke: de gemeente Sint-Jans-Molenbeek;
- doeleinde van de verwerking: vestiging en invordering van de belasting;
- gegevenscategorie: naam, voornaam, adres, Rijksregisternummer of Bedrijfsnummer, postale adres, mailadres, telefoonnummer, patrimoniumsgegevens ;
- bewaringstermijn: de gemeente verbindt zich ertoe gegeven gedurende maximaal 10 jaar te bewaren en ze daarna te wissen of over te dragen aan het Rijksarchief;
- verzamelmethode: door aanvrager/belastingplichtige ingediende aangifte;
- doorgifte van de gegevens: de gegevens zullen enkel worden meegedeeld aan derden aan wie doorgifte is toegestaan bij wet of in toepassing van artikel 327 van het WIB92 of aan de verwerkers van de gemeente.

Artikel 14

Dit reglement vervangt, vanaf het dienstjaar 2025, het reglement goedgekeurd door de gemeenteraad in zijn vergadering van 20 januari 2021.

Verzending van de onderhavige beraadslaging zal aan de Toezichthoudende Overheid overgemaakt worden.

8 **Taxes communales - Taxe sur le placement d'étalages de marchandises et de terrasses sur la voie publique - Exercices 2025 à 2030 inclus - Renouvellement et modification.**

LE CONSEIL,

Vu les articles 41, 162 et 170 § 4 de la Constitution ;

Vu les articles 117, 118 et 252 de la Nouvelle Loi communale ;

Vu la loi du 13 avril 2019 introduisant le Code du recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales ;

Vu la loi du 13 avril 2019 introduisant le Code du recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales ;

Vu l'ordonnance du 3 avril 2014, relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales et ses modifications ultérieures ;

Vu le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données) entré en vigueur le 25 mai 2018 ;

Vu le règlement communal relatif aux étalages et aux terrasses;

Vu le règlement de la taxe relatif aux étalages, à l'exposition de marchandises et aux terrasses sur la voie publique, établi par décision du Conseil communal du 20 janvier 2021 pour les exercices 2021 à 2025 inclus;

Considérant que l'objectif poursuivi par la présente taxe est de procurer à la commune de Molenbeek-Saint-Jean les moyens financiers nécessaires à ses missions et aux politiques qu'elle entend mener, ainsi que d'assurer son équilibre financier et considérant que, dans la poursuite de cet objectif, il apparaît juste de tenir compte de la capacité contributive des contribuables, dans un souci légitime d'assurer une répartition équitable de la charge fiscale ;

Vu la situation financière de la Commune ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins;

DECIDE :

Article 1

Il est établi au profit de la commune, pour les exercices 2025 à 2030 inclus, une taxe annuelle sur le placement d'étalages de

marchandises et de terrasses sur la voie publique.

Article 2

Pour l'application du présent règlement, on entend par :

« voie publique », les voies de circulation, y compris les accotements et les trottoirs, réservées en ordre principal à la circulation des personnes ou des véhicules et accessibles à tous ; les emplacements publics établis en tant que dépendances des voies de circulation et affectés notamment au stationnement des véhicules, aux jardins, aux promenades et aux marchés. L'autorisation prévue au Titre Ier du règlement communal relatif aux étalages et aux terrasses, si elle est accordée, entraîne l'application d'une taxe annuelle qui est due dès qu'il y a occupation de la voie publique ou fixation d'objets imposables au-dessus de la voie publique.

Article 3

Dans le cadre de l'entreposage des marchandises, des étals, des rôtissoires, des accessoires et des distributeurs, cette taxe est de :

- Pour les étalages de marchandises, les étals, les rôtissoires et les accessoires aux étals :
25,00 EUR par mètre carré d'occupation de la voie publique ou de saillie au-dessus du trottoir par an.
- 30,00 EUR par mètre carré pour la surface de trottoir recouverte d'un plancher par an.
- Pour les distributeurs automatiques de menus articles de commerce ou tous autres appareils similaires :
50,00 EUR par appareil et par an .

La taxe est due par le propriétaire de l'appareil.

La superficie imposable des étalages de marchandises est calculée d'après l'autorisation donnée en vertu du Titre Ier du règlement communal relatif aux étalages et aux terrasses.

La superficie imposable des étalages de marchandises est calculée d'après leur longueur totale mesurée d'une extrémité à l'autre et d'après la largeur comptée à partir de la façade. Si l'étalage est placé entre des paravents, la longueur imposable est celle qui est comprise entre ces paravents. De même, si les paravents dépassent l'alignement de l'étalage, la largeur imposable est portée à la longueur de ces paravents.

Il sera décompté de la longueur totale une bande d'un mètre, à titre forfaitaire, si l'étalage de marchandises s'étend des deux côtés de la porte d'entrée.

Toute autorisation d'occupation de la voie publique ou de saillie au-dessus du trottoir comptera pour une superficie taxée d'au moins 1 m².

La taxe ne sera pas appliquée aux étalages n'offrant pas plus de 0,20 m de saillie à partir du nu de la façade. Lorsque cette mesure est dépassée, la taxe sera due pour tout l'espace autorisé ou pour toute la saillie au-dessus du trottoir, sans préjudice des sanctions prévues au Titre Ier du règlement communal relatif aux étalages et aux terrasses.

Article 4

Dans le cadre du placement de terrasses, cette taxe est de :

- 25,00 EUR par mètre carré d'occupation de la voie publique par an.
- 30,00 EUR par mètre carré pour la surface de trottoir recouverte d'un plancher par an.

Elle est portée au triple pour les "terrasses fermées", séparées de la voie publique de quelque manière que ce soit et constituant un enclos abrité des intempéries au moyen de dispositifs fixes ou mobiles, tels que panneaux, cloisons vitrées, stores, etc. et qui sont situées sur un trottoir ou sur une zone de recul le long d'une voie publique.

La superficie imposable terrasses est calculée d'après l'autorisation donnée en vertu du Titre Ier du règlement communal relatif aux étalages et aux terrasses.

La superficie imposable des terrasses est calculée d'après leur longueur totale mesurée d'une extrémité à l'autre et d'après la largeur comptée à partir de la façade. Si la terrasse est placée entre des paravents, la longueur imposable est celle qui est comprise entre ces paravents; de même, si les paravents dépassent l'alignement de la terrasse, la largeur imposable est portée à la longueur de ces paravents.

Il sera décompté de la longueur totale une bande d'un mètre, à titre forfaitaire, si la terrasse s'étend des deux côtés d'une porte d'accès à l'établissement.

Article 5

La taxe est due par le titulaire de l'autorisation. Elle est toujours due au taux plein pour l'année en cours, quelle que soit la date à partir de et jusqu'à laquelle il y a occupation du trottoir ou fixation d'objets imposables au-dessus du trottoir.

Il n'est accordé aucune remise ou restitution pour quelque cause que ce soit. En cas de reprise d'un établissement pour lequel la taxe de l'année en cours a été acquittée, il ne sera pas perçu de nouvelle taxe pour une même superficie imposable. Une nouvelle autorisation devra toutefois être obtenue suivant la procédure prévue au Titre Ier du règlement communal relatif aux étalages et aux terrasses.

Article 6

§ 1. Lors de travaux de voirie d'une durée excédant 2 mois, rendant impossible le placement d'un étalage ou d'une terrasse, il sera accordé un dégrèvement proportionnel au nombre de mois pendant lesquels l'occupation du trottoir aura été empêchée.

Il en va de même en cas de suspension, d'une durée excédant deux mois, de l'usage accordé par l'autorisation lorsque l'intérêt général l'exige.

Pour bénéficier de cette disposition, l'exploitant doit introduire, pendant la durée des travaux, une demande écrite auprès de l'administration communale et permettre le contrôle par le fonctionnaire désigné à cet effet.

§ 2. L'interdiction d'occuper privativement la voie publique lors des jours de tenue des marchés, telle que visée à l'article 7 du règlement communal relatif aux étalages et aux terrasses, n'entraînera aucun dégrèvement de la taxe.

§ 3. Les cas repris au présent article ne donneront en aucun cas lieu à une quelconque indemnité.

Article 7

Le paiement de la taxe n'implique pas pour la commune l'obligation d'établir, à cet égard, une surveillance spéciale.

Article 8

L'administration communale adresse au contribuable une formule de déclaration que celui-ci est tenu de renvoyer, dûment remplie et signée, avant l'échéance mentionnée sur ladite formule. Le redevable qui n'a pas reçu de formule de déclaration est tenu de communiquer à l'Administration communale, au plus tard le 15 janvier de l'année qui suit celle de l'exercice d'imposition, les éléments nécessaires à la taxation.. L'autorisation accordée en vertu du Titre Ier du règlement communal relatif aux étalages et aux terrasses n'enlève pas l'obligation d'introduire une déclaration annuelle.

La non déclaration dans les délais prévus ou la déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise entraîne l'enrôlement d'office de la taxe.

Les taxes enrôlées d'office sont majorées d'un montant égal à 10% du droit initialement dû. Le montant de cette majoration est enrôlée simultanément et conjointement avec la taxe enrôlée d'office.

Article 9

La taxe est perçue par voie de rôle. Le rôle de la taxe est arrêté et rendu exécutoire par le Collège des Bourgmestre et Echevins. Le redevable de la taxe recevra, sans frais, un avertissement extrait de rôle. La taxe est payable dans les deux mois de l'envoi de l'avertissement extrait de rôle.

Article 10

A défaut de paiement de la taxe dans le délai, un intérêt au taux prévu en matière d'impôt directs est dû, cet intérêt étant calculé par mois civil à partir du premier jour du mois qui suit celui de l'échéance.

Article 11

Sans préjudice des dispositions de l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales, tout ce qui n'est pas réglé par le présent règlement sera régi par les dispositions du CIR92 et son arrêté d'exécution, applicables aux taxes locales, ainsi que par les dispositions régionales qui renvoient au Code du recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales ou par toutes autres dispositions régionales relatives à la fiscalité locale.

Article 12

Le redevable ou son représentant peut introduire une réclamation, par écrit, contre le montant de l'imposition établie, y compris toutes majorations et amendes, auprès du Collège des Bourgmestre et Echevins, qui agit en tant qu'autorité administrative. A peine de nullité, cette réclamation doit être signée et motivée et elle doit mentionner : les nom, qualité, adresse ou siège du redevable à charge duquel l'imposition est établie, l'objet de la réclamation et un exposé des faits et moyens.

Les réclamations doivent être introduites, sous peine de déchéance, dans un délai de 3 mois à compter du troisième jour ouvrable suivant la date d'envoi de l'avertissement-extrait de rôle.

Un accusé de réception est adressé au redevable ou à son représentant dans les 15 jours calendrier de l'introduction de la réclamation.

Si le redevable ou son représentant souhaite être entendu dans le cadre de la réclamation, il doit en faire la demande expresse dans la réclamation.

En cas de réclamation, le réclamant ne devra pas justifier du paiement de l'imposition. Toutefois, l'introduction d'une réclamation ne suspend pas l'exigibilité de la taxe et des intérêts de retard.

Article 13

Le traitement de données à caractère personnel nécessaire à la mise en œuvre du présent règlement se fera conformément au Règlement général sur la protection des données et suivant les règles suivantes :

- responsable de traitement : la Commune de Molenbeek-Saint-Jean ;
- finalité du traitement : établissement et recouvrement de la taxe ;
- catégorie de données : nom, prénom, adresse, numéro national ou numéro d'entreprise, adresse postale, adresse courriel, numéro de téléphone, données patrimoniales ;
- durée de conservation : la Commune s'engage à conserver les données pour un délai de maximum 10 ans et à les supprimer par la suite ou à les transférer aux archives de l'Etat ;
- méthode de collecte : déclaration transmise par le demandeur/redevable ;
- communication des données : les données ne seront communiquées qu'à des tiers autorisés par ou en vertu de la loi, notamment en application de l'article 327 CIR92, ou à des sous-traitants de la Commune.

Article 14

Le présent règlement remplace, à partir de l'exercice 2025, le règlement approuvé par le Conseil communal en sa séance du 20 janvier 2021.

Gemeentebelastingen - Belasting op de uitstallingen, de tentoonspreiding van goederen en terrassen - Dienstjaren 2025 tot 2030 inbegrepen - Vernieuwing en wijziging.

DE RAAD,

Gelet op artikelen 41, 162 en 170 § 4 van de Grondwet;

Gelet op artikelen 117, 118 en 252 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op het wet van 13 april 2019 tot invoering van het Wetboek van de minnelijke en gedwongen invordering van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen;

Gelet op de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen als gewijzigd;

Gelet op de verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG (algemene verordening gegevensbescherming) van kracht op 25 mei 2018;

Gelet op het gemeentelijk reglement betreffende de uitstallingen en terrassen;

Gelet op het belastingsreglement betreffende de uitstallingen, de tentoonspreiding van goederen en terrassen gevestigd door beslissing van de Gemeenteraad van 20 januari 2021 voor de dienstjaren 2021 tot 2025 inbegrepen;

Overwegende dat het doel, dat door deze belasting wordt nagestreefd, is om aan de gemeente Sint-Jans-Molenbeek de financiële middelen te verschaffen, die noodzakelijk zijn om haar taken en beleidsmaatregelen te kunnen uitvoeren, alsook om haar financieel evenwicht te waarborgen en overwegende dat, tot het bereiken van dit doel, het juist blijkt om met de belastingcapaciteit van de belastingbetalers rekening te houden, en dit in de wettelijke bezorgdheid een rechtvaardige verdeling van de belastingsdruk te waarborgen;

Gelet op de financiële toestand van de Gemeente;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLIST:

Artikel 1

Er wordt ten bate van de gemeente, voor de dienstjaren 2025 tot 2030 inbegrepen, een jaarlijkse belasting geheven op de uitstallingen, de tentoonspreiding van goederen en terrassen op de openbare weg.

Artikel 2

Voor de toepassing van dit reglement wordt verstaan onder:

“openbare weg”, de verkeerswegen, met inbegrip van de berm en de trottoirs, die in hoofdzaak bestemd zijn voor het verkeer van personen of voertuigen en die voor iedereen toegankelijk zijn; de openbare ruimten, aangelegd als aanhorigheden van de verkeerswegen en voornamelijk bestemd voor het parkeren van voertuigen, voor tuinen, promenades en markten.

De toelating die voorzien is in Titel I van het gemeentelijk reglement betreffende de uitstallingen en terrassen, als ze toegestaan wordt, de toepassing van een jaarlijkse taks die verschuldigd is zodra de openbare weg bezet is of de belastbare voorwerpen boven de openbare weg bevestigd zijn.

Artikel 3

In het kader van de opslag van de koopwaren, uitstallingen, grills, toebehoren en distributietoestellen, bedraagt deze taks:

- Voor de uitstallingen van koopwaren, de uitstallingen, grills en toebehoren van de uitstallingen:
25,00 EUR per vierkante meter die de openbare weg bezet of die het voetpad overschrijdt per jaar.
- 30,00 EUR per vierkante meter, voor de oppervlakte van het voetpad, dat bedekt is met een plankenvloer per jaar.
- Voor de automatische distributietoestellen van kleine handelsartikels of alle andere gelijkaardige toestellen:
50,00 EUR per toestel per jaar.

De taks is verschuldigd door de eigenaar van het toestel.

De belastbare oppervlakte van de uitstallingen van de koopwaren wordt berekend nadat de vergunning gegeven wordt krachtens Titel I van het gemeentelijk reglement betreffende de uitstallingen en terrassen.

De belastbare oppervlakte van de uitstallingen van waren is berekend naar hun algehele lengte gemeten van het ene tot het andere uiteinde en naar de breedte vanaf de huisgevel. Indien de uitstalling tussen windschermen geplaatst wordt, is de belastbare lengte degene die tussen de windschermen begrepen is. Evenzo, indien de windschermen op de lijn van de uitstalling vooruitkomen, wordt de belastbare breedte van de uitstalling opgevoerd tot de lengte van de windschermen.

Indien de uitstalling zich langs beide kanten van een toegangsdeur uitstrekt, zal, forfaitair, een band van één meter van de lengte afgetrokken worden.

Alle vergunningen voor de bezetting van de openbare weg of het deel dat over het voetpad uitsteekt, zal aangerekend worden voor een getaxeerde oppervlakte van minstens 1m².

De taks zal niet worden toegepast op uitstallingen die niet meer dan 0,20m uitspringen vanaf de naakte muur van de gevel.

Wanneer deze afmeting overschreden wordt, zal de taks verschuldigd zijn voor de gehele toegelaten ruimte of voor het ganse deel dat over het voetpad uitsteekt, onverminderd de sancties die voorzien zijn in Titel I van het gemeentelijk reglement betreffende de uitstallingen en terrassen.

Artikel 4

In het kader van het plaatsen van terrassen wordt de belasting bepaald op :

- 25,00 EUR per vierkante meter die de openbare weg bezet of die het voetpad overschrijdt per jaar ;
- 30,00 EUR per vierkante meter voor de oppervlakte van het voetpad dat bedekt is met een plankenvloer per jaar.

Ze wordt verdrievoudigd voor de “gesloten terrassen”, die hoe dan ook van de openbare weg afgescheiden zijn en een afgeschermd ruimte tegen onweer vormen door middel van vaste of mobiele systemen zoals panelen, geruite scheidingswanden, zonblindes enz... en die op een voetpad of op een bouwvrije strook langs een openbare weg gelegen zijn.

De belastbare oppervlakte van de terrassen wordt berekend nadat de vergunning gegeven wordt krachtens Titel I van het gemeentelijk reglement betreffende de uitstallingen en terrassen.

De belastbare oppervlakte van de terrassen is berekend volgens de totale lengte die gemeten is van een uiteinde naar het andere en volgens de breedte, te rekenen vanaf de gevel. Als het terras geplaatst wordt tussen windschermen, is de belastbare lengte die welke tussen deze windschermen vervat is; als de windschermen de rooilijn van het terras overschrijden, wordt de belastbare breedte uitgebreid tot de lengte van deze windschermen.

Een strook van één meter zal forfaitair afgetrokken worden van de totaallengte als het terras uitgebreid wordt tot beide kanten van een toegangspoort tot de inrichting.

Artikel 5

De taks is verschuldigd door de houder van de vergunning. Ze is steeds verschuldigd aan het volle tarief voor het jaar dat aan de gang is, ongeacht de data vanaf en tot wanneer het voetpad bezet is of er belastbare voorwerpen over het voetpad bevestigd worden.

Geen enkele korting of vergoeding wordt toegestaan, om welke reden dan ook. Ingeval van herneming van een inrichting die vrijgesteld wordt van de taks voor het jaar dat aan de gang is, zal er geen nieuwe taks geïnd worden voor eenzelfde belastbare oppervlakte. Een nieuwe toelating zal evenwel verkregen moeten worden volgens de procedure die voorzien is in Titel I van het gemeentelijk reglement betreffende de uitstallingen en terrassen.

Artikel 6

§1. Tijdens wegenwerken, met een duur van meer dan 2 maanden, waardoor de installatie van een uitstalling of een terras onmogelijk wordt, zal er een proportionele belastingverlichting naargelang het aantal maanden waarin de bezetting van het voetpad belemmerd zal zijn toegekend worden.

Hetzelfde geldt in geval van schorsing, voor een duur van meer dan twee maanden, van het door de vergunning toegestane gebruik wanneer het algemeen nut het vereist.

Om deze bepaling te genieten, moet de uitbater tijdens de duur van de werken een schriftelijk verzoek indienen bij het gemeentebestuur en de controle mogelijk maken door de ambtenaar die hiertoe aangesteld is.

§2. Het verbod om de openbare weg privaat te bezetten tijdens de dagen waarop de markten georganiseerd worden, zoals bedoeld in artikel 7 van het gemeentelijk reglement betreffende de uitstallingen en terrassen, zal geen enkele belastingsverlichting met zich meebrengen.

§ 3. De in dit artikel vermelde gevallen geven in geen geval aanleiding tot om het even welke vergoeding.

Artikel 7

De betaling van de belasting impliceert voor de gemeente de verplichting niet om hiertoe een bijzonder toezicht te vrijwaren.

Artikel 8

Het gemeentebestuur stuurt de belastingplichtige een aangifteformulier op dat deze laatste volledig ingevuld en ondertekend moet terugsturen vóór de vervaltermijn die op dit formulier vermeld is. De belastingplichtige die geen aangifteformulier ontvangt, dient aan het gemeentebestuur, uiterlijk op 15 januari van het jaar dat volgt op het aanslagjaar de gegevens mee te delen die nodig zijn voor het heffen van de belasting. De vergunning die krachtens Titel I van het gemeentelijk reglement betreffende de uitstallingen en terrassen verkregen wordt, doet geen afbreuk aan de verplichting om een jaarlijkse aangifte in te dienen.

Indien de aangifte niet binnen de voorziene termijn gebeurt, of indien de aangifte onjuist, onvolledig of onnauwkeurig ingevuld is, wordt de belasting ambtshalve ten kohier gebracht.

De ambtshalve ingekohierde belastingen worden verhoogd met een bedrag gelijk aan 10% van het oorspronkelijk verschuldigde recht. Het bedrag van deze verhoging wordt gelijktijdig en gezamenlijk ingekohierd met de ambtshalve ingekohierde belasting.

Artikel 9

De taks wordt geïnd via kohier. Het kohier van de taks wordt uitgevaardigd en uitvoerbaar verklaard door het College van Burgemeester en Schepenen. De belastingplichtige ontvangt kosteloos een aanslagbiljet. De belasting moet betaald worden binnen twee maanden na de verzending van het aanslagbiljet.

Artikel 10

Bij gebrek aan de betaling van de belasting binnen de termijn, is een intrestvoet voorzien betreffende de belastingen verschuldigd, dit intrest wordt berekend per kalendermaand vanaf de eerste dag van de maand die volgt op de vervaldatum.

Artikel 11

Onverminderd de bepalingen van de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen wordt alles waarin dit reglement niet voorziet, geregeld door de bepalingen van het WIB92 en zijn uitvoeringsbesluit die van toepassing zijn op de lokale belastingen, alsook door de gewestelijke bepalingen die verwijzen naar het Wetboek van de minnelijke en gedwongen invordering van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen of door alle andere gewestelijke bepalingen inzake lokale fiscaliteit.

Artikel 12

De belastingplichtige of zijn vertegenwoordiger kan schriftelijk bezwaar indienen tegen het bedrag van de gevestigde aanslag, met inbegrip van alle verhogingen en boetes, bij het college van burgemeester en schepenen, dat optreedt als administratieve overheid. Dit bezwaarschrift moet op straffe van nietigheid ondertekend en gemotiveerd worden en moet

melding maken van de naam, de hoedanigheid, het adres of de zetel van rekenplichtige ten laste van wie de aanslag wordt gevestigd, het voorwerp van het bezwaar en een uiteenzetting van de feiten en middelen.

Bezwaarschriften moeten op straffe van verval worden ingediend binnen een termijn van drie maanden, te rekenen vanaf de derde werkdag volgend op de datum van verzending van het aanslagbiljet.

Binnen 15 dagen na het indienen van het bezwaarschrift wordt een ontvangstbewijs verzonden naar de belastingplichtige of zijn vertegenwoordiger.

Als de belastingplichtige of zijn vertegenwoordiger gehoord wenst te worden in het kader van zijn bezwaar, moet hij daar uitdrukkelijk om verzoeken in zijn bezwaarschrift.

Indien er klachten zijn, zal de eisende partij de betaling van de belasting niet moeten rechtvaardigen. De indiening van een klacht heft echter niet de opeisbaarheid van de taks en de nalatigheidinteressen op.

Artikel 13

De verwerking van persoonsgegevens die nodig is voor de toepassing van dit reglement dient in overeenstemming te zijn met de Algemene Verordening Gegevensbescherming, met inachtneming van volgende regels:

- verwerkingsverantwoordelijke: de gemeente Sint-Jans-Molenbeek;
- doeleinde van de verwerking: vestiging en invordering van de belasting;
- gegevenscategorie: naam, voornaam, adres, Rijksregisternummer of Bedrijfsnummer, postale adres, mailadres, telefoonnummer, patrimoniumsgegevens ;
- bewaringstermijn: de gemeente verbindt zich ertoe gegeven gedurende maximaal 10 jaar te bewaren en ze daarna te wissen of over te dragen aan het Rijksarchief;
- verzamelmethode: door aanvrager/belastingplichtige ingediende aangifte;
- doorgifte van de gegevens: de gegevens zullen enkel worden meegedeeld aan derden aan wie doorgifte is toegestaan bij wet of in toepassing van artikel 327 van het WIB92 of aan de verwerkers van de gemeente.

Artikel 14

Dit reglement vervangt, vanaf het dienstjaar 2025, het reglement goedgekeurd door de gemeenteraad in zijn vergadering van 20 januari 2021.

Verzending van de onderhavige beraadslaging zal aan de Toezichthoudende Overheid overgemaakt worden.

9 **Taxes communales - Taxe sur entreprises mettant à disposition des appareils de télécommunication contre rétribution - Exercices 2025 à 2030 inclus - Renouvellement et modification.**

LE CONSEIL,

Vu les articles 41, 162 et 170 § 4 de la Constitution ;

Vu les articles 117, 118 et 252 de la Nouvelle Loi communale ;

Vu la loi du 13 avril 2019 introduisant le Code du recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales ;

Vu l'ordonnance du 3 avril 2014, relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales et ses modifications ultérieures ;

Vu le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données) entré en vigueur le 25 mai 2018 ;

Vu le règlement de la taxe sur les entreprises mettant à disposition des appareils de télécommunication contre rétribution, établi par décision du Conseil communal du 20 janvier 2021 pour les exercices 2021 à 2025 inclus;

Considérant que les entreprises mettant à disposition des appareils de télécommunication contre rétribution perturbent particulièrement la propreté et la tranquillité publiques, obligeant les forces de l'ordre et les services communaux à davantage de travail, qu'il est dès lors légitime de les faire contribuer spécialement au financement des missions de la commune ;

Considérant que pour l'ouverture d'une entreprise mettant à disposition des appareils de télécommunication contre rétribution, les documents suivants sont nécessaires: une inscription au registre de commerce ou à la Banque Carrefour des Entreprises, un permis d'urbanisme et éventuellement un permis d'environnement ;

Considérant qu'il existe une communauté d'intérêts entre le propriétaire et le locataire de tels biens et que celle-ci justifie qu'ils soient tenus solidairement au paiement de la taxe instaurée par le présent règlement ;

Vu la situation financière de la Commune ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins;

DECIDE :

Article 1

Il est établi au profit de la commune, pour les exercices 2025 à 2030 inclus, une taxe d'ouverture et une taxe annuelle sur toutes les entreprises situées sur le territoire de Molenbeek-Saint-Jean, quelle que soit leur activité principale, qui mettent à disposition contre rétribution des appareils de télécommunication.

Article 2

Pour l'application du présent règlement, il faut entendre par « appareil de télécommunication » : tout appareil permettant la transmission, l'émission ou la réception de signes, signaux, d'écrits, d'images, de sons ou de données de toute nature, par fil, radioélectricité, signalisation optique ou autre système électromagnétique.

Article 3

Le taux d'imposition de la taxe annuelle est fixé à 600,00 EUR pour chaque agence ou filiale située sur le territoire de la commune.

Il n'est accordé aucune remise ou restitution de l'impôt pour quelque cause que ce soit.

Article 4

La taxe est due par l'exploitant du commerce. Les données enregistrées à la Banque Carrefour des Entreprises et celles reprises dans les fichiers du Cadastre font foi.

Le propriétaire de l'immeuble où l'activité économique a lieu, personne physique ou morale, est codébiteur du paiement de la taxe due par le redevable.

Article 5

Le propriétaire du magasin, l'exploitant du magasin et le propriétaire de l'immeuble sont tenus de déclarer toute activité économique aux autorités communales préalablement à celle-ci. Ils sont obligés de fournir tous les documents et attestations à l'autorité communale à la première demande.

Les redevables sont également tenus d'accorder libre accès aux immeubles, bâtis ou non, susceptibles de constituer ou de contenir un élément imposable ou dans lesquels s'exerce une activité imposable, aux fonctionnaires spécialement désignés à cet effet et munis de leur lettre de désignation et ce, en vue d'établir ou de contrôler l'assiette de l'imposition.

L'administration communale adresse à chaque entreprise en activité, un formulaire de déclaration qui devra être complété, dûment signé et renvoyé dans les délais fixés par l'autorité communale avec les copies conformes des attestations requises.

Le redevable qui n'a pas reçu de formule de déclaration est tenu de communiquer à l'Administration communale, au plus tard le 15 janvier de l'année qui suit celle de l'exercice d'imposition, les éléments nécessaires à la taxation. La déclaration reste valable jusqu'à révocation.

À défaut de déclaration, en cas de déclaration incomplète et pour les entreprises dont la conformité avec l'ensemble de la réglementation en vigueur n'est pas établie, un procès-verbal constatant l'activité économique est établi. Le constat d'activité économique se fera par un fonctionnaire assermenté qui rédige un procès-verbal à cet effet. Ce procès-verbal d'activité économique sera équivalent au constat d'ouverture d'une entreprise dont l'activité principale consiste à mettre à disposition des appareils de télécommunication contre rétribution. Ces procès-verbaux font foi jusqu'à preuve du contraire.

Article 6

En cas de fermeture administrative temporaire ou définitive de l'établissement à titre de sanction par le collège des Bourgmestre et Echevins, en application de l'article 119bis de la Nouvelle loi communale, les redevables ne pourront prétendre à aucune indemnité.

Article 7

Chaque modification ou cessation d'activité économique doit être communiquée immédiatement et par lettre recommandée à l'administration communale sous responsabilité des redevables.

Article 8

Sont exonérées de l'impôt :

- les entreprises qui assurent le service universel tel que défini dans l'article 84 de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques et qui peuvent justifier de la qualité d'opérateurs tenus ou autorisés au sens de la même loi du 21 mars 1991 ;
- les entreprises qui ne mettent à disposition que des ordinateurs permettant uniquement la connexion à l'internet.

Article 9

La taxe est perçue par voie de rôle. Le rôle de la taxe est arrêté et rendu exécutoire par le Collège des Bourgmestre et Echevins. Le redevable de la taxe recevra, sans frais, un avertissement extrait de rôle. La taxe est payable dans les deux mois de l'envoi de l'avertissement extrait de rôle.

Article 10

La non déclaration dans les délais prévus ou la déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise entraîne l'enrôlement d'office de la taxe sur la base du procès-verbal tel que défini à l'article 5 du présent règlement.

Les taxes enrôlées d'office sont majorées d'un montant égal à 10% du droit initialement dû. Le montant de cette majoration est enrôlée simultanément et conjointement avec la taxe enrôlée d'office.

Article 11

A défaut de paiement de la taxe sans le délai, un intérêt au taux prévu en matière d'impôt directs est dû, cet intérêt étant calculé par mois civil à partir du premier jour du mois qui suit celui de l'échéance.

Article 12

Sans préjudice des dispositions de l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales, tout ce qui n'est pas réglé par le présent règlement sera régi par les dispositions du CIR92 et son arrêté d'exécution, applicables aux taxes locales, ainsi que par les dispositions régionales qui renvoient au Code du recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales ou par toutes autres dispositions régionales relatives à la fiscalité locale.

Article 13

Le redevable ou son représentant peut introduire une réclamation, par écrit, contre le montant de l'imposition établie, y compris toutes majorations et amendes, auprès du Collège des Bourgmestres et Echevins, qui agit en tant qu'autorité administrative. A peine de nullité, cette réclamation doit être signée et motivée et elle doit mentionner : les nom, qualité, adresse ou siège du redevable à charge duquel l'imposition est établie, l'objet de la réclamation et un exposé des faits et moyens.

Les réclamations doivent être introduites, sous peine de déchéance, dans un délai de 3 mois à compter du troisième jour ouvrable suivant la date d'envoi de l'avertissement-extrait de rôle.

Un accusé de réception est adressé au redevable ou à son représentant dans les 15 jours calendrier de l'introduction de la réclamation.

Si le redevable ou son représentant souhaite être entendu dans le cadre de la réclamation, il doit en faire la demande expresse dans la réclamation.

En cas de réclamation, le réclamant ne devra pas justifier du paiement de l'imposition. Toutefois, l'introduction d'une réclamation ne suspend pas l'exigibilité de la taxe et des intérêts de retard.

Article 14

Le traitement de données à caractère personnel nécessaire à la mise en œuvre du présent règlement se fera conformément au Règlement général sur la protection des données et suivant les règles suivantes :

- responsable de traitement : la Commune de Molenbeek-Saint-Jean ;
- finalité du traitement : établissement et recouvrement de la taxe ;
- catégorie de données : nom, prénom, adresse, numéro national ou numéro d'entreprise, adresse postale, adresse courriel, numéro de téléphone, données patrimoniales ;
- durée de conservation : la Commune s'engage à conserver les données pour un délai de maximum 10 ans et à les supprimer par la suite ou à les transférer aux archives de l'Etat ;
- méthode de collecte : déclaration transmise par le demandeur/redevable ;
- communication des données : les données ne seront communiquées qu'à des tiers autorisés par ou en vertu de la loi, notamment en application de l'article 327 CIR92, ou à des sous-traitants de la Commune.

Article 15

Le présent règlement remplace, à partir de l'exercice 2025, le règlement approuvé par le Conseil communal en sa séance du 20 janvier 2021.

Expédition de la présente délibération sera transmise à l'Autorité de Tutelle.

Gemeentebelastingen - Belasting de bedrijven die telecommunicatieapparatuur tegen vergoeding ter beschikking stellen - Dienstjaren 2025 tot 2030 inbegrepen - Vernieuwing en Wijzing.

DE RAAD,

Gelet op artikelen 41, 162 en 170 § 4 van de Grondwet;

Gelet op artikelen 117, 118 en 252 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op het wet van 13 april 2019 tot invoering van het Wetboek van de minnelijke en gedwongen invordering van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen;

Gelet op de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen als gewijzigd ;

Gelet op de verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG (algemene verordening gegevensbescherming) van kracht op 25 mei 2018;

Gelet op het belastingsreglement op de bedrijven die telecommunicatieapparatuur tegen vergoeding ter beschikking stellen de gevestigd door beslissing van de Gemeenteraad van 20 januari 2021 voor de dienstjaren 2021 tot 2025 inbegrepen;

Overwegende dat de bedrijven die telecommunicatieapparatuur tegen vergoeding ter beschikking stellen in het bijzonder de openbare orde verstoren, de netheid aantasten en de ordehandhavers en gemeentelijke openbare diensten extra belasten; dat het gewettigd is om deze zaken financieel te laten bijdragen ten gunste van de gemeente;

Overwegende dat voor de opening van een bedrijf dat telecommunicatieapparatuur tegen vergoeding ter beschikking stelt, de volgende documenten vereist zijn: inschrijving in het handelsregister of de Kruispuntbank van Ondernemingen, een stedenbouwkundige vergunning en eventueel een milieuvergunning;

Overwegende er een belangengemeenschap bestaat tussen de eigenaar en de huurder van de goederen en dat dit het

rechtvaardigt dat ze solidair zijn wat betreft de betaling van de belasting vastgesteld door huidig reglement.
Gelet op de financiële toestand van de Gemeente;
Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLIST:

Artikel 1

Er wordt ten bate van de gemeente, voor de dienstjaren 2025 tot 2030 inbegrepen, zowel een openingsbelasting als een jaarlijkse belasting geheven op al de bedrijven, gelegen op het grondgebied van Sint-Jans-Molenbeek, welke ook hun hoofdactiviteit, die tegen vergoeding telecommunicatieapparatuur ter beschikking te stellen.

Artikel 2

Voor de toepassing van het huidig reglement, moet er onder "telecommunicatieapparatuur" verstaan worden: elk toestel dat overdracht toelaat, het uitzenden of ontvangen van tekens, signalen, geschriften, beelden, geluiden of andere gegevens van welke aard ook, per draad, radiogolven, optische signalisatie en andere elektromagnetische systemen.

Artikel 3

Het belastingtarief voor de jaarlijkse belasting wordt vastgesteld op 600,00 EUR voor ieder agentschap of bijkantoor gelegen op het grondgebied van de gemeente.

Er wordt geen enkele korting of teruggave van de belasting gedaan voor welke reden dan ook.

Artikel 4

De belasting is verschuldigd door de uitbater. De gegevens die in de Kruispuntbank van Onderneming registreert zijn en de inlichtingen bevat in het register van het Kadaster, zijn rechtsgeldig.

De eigenaar van het goed waar het activiteit plaatsvinden, natuurlijke- of rechtspersoon, is medeschuldenaar voor de betaling van de belasting verschuldigd door de belastingschuldige.

Artikel 5

De eigenaar van de handelszaak, de uitbater ervan en de eigenaar van het pand zijn ertoe gehouden voorafgaandelijk aan elke economische activiteit aangifte hiervan te doen bij de gemeentelijke overheid. Ze zijn verplicht alle nodige documenten en vergunningen voor te leggen op eerste verzoek van de gemeentelijke overheid.

De belastingplichtigen moeten eveneens de vrije toegang verlenen tot de al dan niet bebouwde onroerende goederen die een belastbaar element kunnen vormen of bevatten of waar een belastbare activiteit wordt uitgeoefend, aan de daartoe speciaal aangewezen ambtenaren voorzien van hun aanstellingsbrief, en dit om de grondslag van de belasting vast te stellen en te controleren.

Het gemeentebestuur stuurt naar alle bedrijven in uitbating een aangifteformulier dat binnen de door de gemeentelijke overheid vastgestelde periode dient ingevuld, ondertekend en teruggestuurd te worden samen met de eensluidende afschriften van de noodzakelijke vergunningen. De belastingplichtige die geen aangifteformulier ontvangt, dient aan het gemeentebestuur, uiterlijk op 15 januari van het jaar dat volgt op het aanslagjaar de gegevens mee te delen die nodig zijn voor het heffen van de belasting. De aangifte blijft van kracht tot herroeping. De aangifte blijft van kracht tot herroeping.

Bij gebreke van aangifte, bij onvolledigheid hiervan en bij bedrijven waarvan de conformiteit met de geldende wetgeving niet is vastgesteld, wordt van ambtswege een proces-verbaal van vaststelling van economische activiteit opgesteld. De vaststelling van economische activiteit wordt gelijkgesteld met vaststelling van opening van een bedrijf wiens hoofdactiviteit erin bestaat tegen vergoeding telecommunicatieapparatuur ter beschikking te stellen. De opgestelde processen-verbaal hebben bewijskracht tot bewijs van het tegendeel.

Artikel 6

In geval van tijdelijke of definitieve administratieve sluiting van de zaak omwille van een sanctie van het College van Burgemeester en schepenen krachtens artikel 119 bis van de Nieuwe gemeentewet, kunnen de belastingplichtigen op geen enkele schadeloosstelling aanspraak maken.

Artikel 7

Elke wijziging of stopzetting van economische activiteit dient onder verantwoordelijkheid van de belastingplichtigen onmiddellijk en per aangetekend schrijven te worden meegedeeld aan het gemeentebestuur.

Artikel 8

Zijn van de belasting vrijgesteld :

- de bedrijven die universele diensten, zoals bepaald in artikel 84 van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven, verzekeren en die de hoedanigheid van operator kunnen rechtvaardigen in naleving van de wet van 21 maart 1991.
- de bedrijven die alleen computers ter beschikking stellen die uitsluitend een verbinding tot het internet toelaten.

Artikel 9

De belasting wordt ingevorderd via kohieren. Het belastingkohier wordt vastgesteld en uitvoerbaar verklaard door het College van Burgemeester en Schepenen. De belastingplichtige ontvangt kosteloos een aanslagbiljet. De belasting moet betaald worden binnen twee maanden na de verzending van het aanslagbiljet.

Artikel 10

Bij gebrek aan aangifte binnen de in de verordening gestelde termijn, of in geval van onjuiste, onvolledige of onnauwkeurige aangifte vanwege de belastingplichtige wordt de belasting ambtshalve ten kohier gebracht op basis van het proces-verbaal gedefinieerd in artikel 5 van huidig reglement.

De ambtshalve ingekohierde belastingen worden verhoogd met een bedrag gelijk aan 10% van het oorspronkelijk verschuldigde recht. Het bedrag van deze verhoging wordt gelijktijdig en gezamenlijk ingekohierd met de ambtshalve ingekohierde belasting.

Artikel 11

Bij gebrek aan de betaling van de belasting binnen de termijn, is er een intrest verschuldigd tegen de voorziene intrestvoet inzake de directe belastingen, deze intrest wordt berekend per kalendermaand vanaf de eerste dag van de maand die volgt op de vervaldatum.

Artikel 12

Onverminderd de bepalingen van de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, deinvordering en de geschillen

inzake gemeentebelastingen wordt alles waarin dit reglement niet voorziet, geregeld door de bepalingen van het WIB92 en zijn uitvoeringsbesluit die van toepassing zijn op de lokale belastingen, alsook door de gewestelijke bepalingen die verwijzen naar het Wetboek van de minnelijke en gedwongen invordering van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen of door alle andere gewestelijke bepalingen inzake lokale fiscaliteit.

Artikel 13

De belastingplichtige of zijn vertegenwoordiger kan schriftelijk bezwaar indienen tegen het bedrag van de gevestigde aanslag, met inbegrip van alle verhogingen en boetes, bij het college van burgemeester en schepenen, dat optreedt als administratieve overheid. Dit bezwaarschrift moet op straffe van nietigheid ondertekend en gemotiveerd worden en moet melding maken van de naam, de hoedanigheid, het adres of de zetel van rekenplichtige ten laste van wie de aanslag wordt gevestigd, het voorwerp van het bezwaar en een uiteenzetting van de feiten en middelen.

Bezwaarschriften moeten op straffe van verval worden ingediend binnen een termijn van drie maanden, te rekenen vanaf de derde werkdag volgend op de datum van verzending van het aanslagbiljet. Binnen 15 dagen na het indienen van het bezwaarschrift wordt een ontvangstbewijs verzonden naar de belastingplichtige of zijn vertegenwoordiger.

Als de belastingplichtige of zijn vertegenwoordiger gehoord wenst te worden in het kader van zijn bezwaar, moet hij daar uitdrukkelijk om verzoeken in zijn bezwaarschrift.

In geval van bezwaar, moet de bezwaarindienaar niet bewijzen dat hij de belasting betaald heeft. Het indienen van een bezwaar schorst de invorderbaarheid van de belasting en van de intresten wegens laattijdige betaling niet.

Artikel 14

De verwerking van persoonsgegevens die nodig is voor de toepassing van dit reglement dient in overeenstemming te zijn met de Algemene Verordening Gegevensbescherming, met inachtneming van volgende regels:

- verwerkingsverantwoordelijke: de gemeente Sint-Jans-Molenbeek;
- doeleinde van de verwerking: vestiging en invordering van de belasting;
- gegevenscategorie: naam, voornaam, adres, Rijksregisternummer of Bedrijfsnummer, postale adres, mailadres, telefoonnummer, patrimoniumsgegevens ;
- bewaringstermijn: de gemeente verbindt zich ertoe gegeven gedurende maximaal 10 jaar te bewaren en ze daarna te wissen of over te dragen aan het Rijksarchief;
- verzamelmethode: door aanvrager/belastingplichtige ingediende aangifte;
- doorgifte van de gegevens: de gegevens zullen enkel worden meegedeeld aan derden aan wie doorgifte is toegestaan bij wet of in toepassing van artikel 327 van het WIB92 of aan de verwerkers van de gemeente.

Artikel 15

Dit reglement vervangt, vanaf het dienstjaar 2025, het reglement goedgekeurd door de gemeenteraad in zijn vergadering van 20 januari 2021.

Verzending van de onderhavige beraadslaging zal aan de Toezichthoudende Overheid overgemaakt worden.

10 **Taxes communales - Taxe sur les locaux affectés à l'accomplissement d'actes de commerce - Exercices 2025 à 2030 inclus - Renouvellement et modification.**

LE CONSEIL,

Vu les articles 41, 162 et 170 § 4 de la Constitution ;

Vu les articles 117, 118 et 252 de la Nouvelle Loi communale ;

Vu la loi du 13 avril 2019 introduisant le Code du recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales ;

Vu l'ordonnance du 3 avril 2014, relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales et ses modifications ultérieures ;

Vu le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données) entré en vigueur le 25 mai 2018;

Vu le règlement de la taxe sur les locaux affectés à l'accomplissement d'actes de commerce, établi par décision du Conseil communal 20 janvier 2021 pour les exercices 2021 à 2025 inclus ;

Considérant que les utilisateurs des surfaces de commerces établies sur le territoire de la commune peuvent bénéficier de toutes les infrastructures communales mises à leur disposition sur le territoire de la commune, en ce compris de ses voiries et parcs dont l'entretien représente un coût certain et non négligeable que ce soit en termes de propreté, de décorations florales ou festives, de sécurité, d'illuminations, ... et que tous ces avantages constituent une plus-value certaine pour les exploitants de commerces ; qu'il est donc logique et raisonnable que ces derniers contribuent au financement des infrastructures publiques mises à leur disposition ;

Considérant que les implantations commerciales, par leur ampleur ou par la concentration de commerces, créent des désagréments pour la collectivité tels que des problèmes de stationnement de véhicules, d'insécurité sur les parkings, d'augmentation du trafic aux alentours des commerces, de chargement et de déchargement de marchandises susceptibles d'entraîner des dommages à la voirie, des zones d'insécurité ou de malpropreté ;

Considérant qu'il appartient à l'autorité communale, dans le cadre de son autonomie fiscale et sous le contrôle de l'autorité de tutelle, de déterminer les éléments constitutifs des impôts qu'elle établit, soit les bases, l'assiette et le taux des impositions dont elle apprécie la nécessité au regard des besoins auxquels elle estime devoir pourvoir, sous la réserve imposée par la Constitution, à savoir la compétence du législateur d'interdire aux communes de lever certains impôts ;

Vu la situation financière de la Commune ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins;

DECIDE :

Article 1

Il est établi au profit de la commune, pour les exercices 2025 à 2030 inclus, une taxe annuelle sur les locaux affectés à l'accomplissement d'actes de commerce au sens de l'article 2 du Code de commerce, que ces actes soient posés pour le compte d'une personne physique ou accomplis pour le compte d'une personne morale et dont les bénéficiaires sont soumis à l'impôt sur les sociétés ou qui constituent pour les exploitants des bénéfices au sens du Code des impôts sur les revenus.

Les données enregistrées à la Banque Carrefour des Entreprises font foi.

Article 2:

Sont exonérés de la taxe les établissements déjà soumis, pour le même exercice et à due concurrence, à la taxe sur les agences de paris aux courses de chevaux, à la taxe sur les établissements bancaires, à la taxe sur les entreprises liées principalement au commerce de voitures d'occasion, à la taxe sur les magasins de nuit ou à la taxe sur les entreprises mettant à disposition des appareils de télécommunication contre rétribution.

Article 3

Les taxes dues par la personne physique ou morale pour le compte de laquelle les actes de commerce sont exercés.

Le propriétaire du bien ou tout titulaire d'un droit réel, personne physique ou morale, est codébiteur du paiement de la taxe due par le redevable.

Article 4

La taxe est due quelle que soit la date du début des activités. Elle est fixée proportionnellement aux mètres carrés de superficie totale des établissements commerciaux ou autres locaux bâtis visés à l'article 1er du présent règlement.

Elle sera établie selon les paliers suivants :

- jusqu'à 99 m² : 150,00 EUR
- de 100 à 199 m² : 300,00 EUR
- de 200 à 299 m² : 1.200,00 EUR
- de 300 m² à 399 m² : 1.750,00 EUR
- de 400 m² à 699 m² : 3.000,00 EUR
- de 700 m² à 999 m² : 5.000,00 EUR
- A partir de 1.000 m² : 8.500,00 EUR

Article 5

L'Administration communale adresse au contribuable une formule de déclaration que celui-ci est tenu de renvoyer, dûment remplie et signée, avant l'échéance mentionnée sur ladite formule. Le redevable qui n'a pas reçu de formule de déclaration est tenu de communiquer à l'Administration communale, au plus tard le 15 janvier de l'année qui suit celle de l'exercice d'imposition, les éléments nécessaires à la taxation. La déclaration reste valable jusqu'à révocation.

Le contribuable est tenu de notifier immédiatement à l'administration communale, par lettre recommandée, toute cession ou cessation d'activité.

Article 6

La non déclaration dans les délais prévus ou la déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise entraîne l'enrôlement d'office de la taxe.

Les taxes enrôlées d'office sont majorées d'un montant égal à 10% du droit initialement dû. Le montant de cette majoration est enrôlée simultanément et conjointement avec la taxe enrôlée d'office.

Article 7

Tout redevable est tenu, à la demande de l'administration et sans déplacement, de produire tous les livres et documents nécessaires à l'établissement de la taxe.

Les redevables sont également tenus d'accorder libre accès aux immeubles, bâtis ou non, susceptibles de constituer ou de contenir un élément imposable ou dans lesquels s'exerce une activité imposable, aux fonctionnaires spécialement désignés à cet effet et munis de leur lettre de désignation et ce, en vue d'établir ou de contrôler l'assiette de la taxe.

Les infractions au présent règlement sont constatées par les fonctionnaires assermentés et spécialement désignés à cet effet par le Collège des Bourgmestre et Echevins. Les procès-verbaux qu'ils rédigent font foi jusqu'à preuve du contraire.

Article 8

La taxe est perçue par voie de rôle. Le rôle de la taxe est arrêté et rendu exécutoire par le Collège des Bourgmestre et Echevins. Le redevable de la taxe recevra, sans frais, un avertissement extrait de rôle. La taxe est payable dans les deux mois de l'envoi de l'avertissement extrait de rôle.

Article 9

A défaut de paiement de la taxe dans le délai, un intérêt au taux prévu en matière d'impôt directs est dû, cet intérêt étant calculé par mois civil à partir du premier jour du mois qui suit celui de l'échéance.

Article 10

Sans préjudice des dispositions de l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales, tout ce qui n'est pas réglé par le présent règlement sera régi par les dispositions du CIR92 et son arrêté d'exécution, applicables aux taxes locales, ainsi que par les dispositions régionales qui renvoient au Code du recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales ou par toutes autres dispositions régionales relatives à la fiscalité locale.

Article 11

Le redevable ou son représentant peut introduire une réclamation, par écrit, contre le montant de l'imposition établie, y compris toutes majorations et amendes, auprès du Collège des Bourgmestre et Echevins, qui agit en tant qu'autorité administrative. A peine de nullité, cette réclamation doit être signée et motivée et elle doit mentionner : les nom, qualité, adresse ou siège du redevable à charge duquel l'imposition est établie, l'objet de la réclamation et un exposé des faits et moyens.

Les réclamations doivent être introduites, sous peine de déchéance, dans un délai de 3 mois à compter du troisième jour ouvrable suivant la date d'envoi de l'avertissement-extrait de rôle.

Un accusé de réception est adressé au redevable ou à son représentant dans les 15 jours calendrier de l'introduction de la réclamation.

Si le redevable ou son représentant souhaite être entendu dans le cadre de la réclamation, il doit en faire la demande expresse dans la réclamation.

L'introduction de la réclamation ne suspend pas l'exigibilité de l'impôt et ne dispense pas de l'obligation de payer celui-ci dans le délai prévu.

En cas de réclamation, le réclamant ne devra pas justifier du paiement de l'imposition. Toutefois, l'introduction d'une réclamation ne suspend pas l'exigibilité de la taxe et des intérêts de retard.

Article 12

Le traitement de données à caractère personnel nécessaire à la mise en œuvre du présent règlement se fera conformément au Règlement général sur la protection des données et suivant les règles suivantes :

- responsable de traitement : la Commune de Molenbeek-Saint-Jean ;
- finalité du traitement : établissement et recouvrement de la taxe ;
- catégorie de données : nom, prénom, adresse, numéro national ou numéro d'entreprise, adresse postale, adresse courriel, numéro de téléphone, données patrimoniales ;
- durée de conservation : la Commune s'engage à conserver les données pour un délai de maximum 10 ans et à les supprimer par la suite ou à les transférer aux archives de l'Etat ;
- méthode de collecte : déclaration transmise par le demandeur/redevable ;
- communication des données : les données ne seront communiquées qu'à des tiers autorisés par ou en vertu de la loi, notamment en application de l'article 327 CIR92, ou à des sous-traitants de la Commune.

Article 13

Le présent règlement remplace, à partir de l'exercice 2025, le règlement approuvé par le Conseil communal en sa séance du 20 janvier 2021.

Expédition de la présente délibération sera transmise à l'Autorité de Tutelle.

Gemeentebelastingen - Belasting op de lokalen bestemd voor het verrichten van handelsdaden - Dienstjaren 2025 tot 2030 inbegrepen - Vernieuwing en Wijzing.

DE RAAD,

Gelet op artikelen 41, 162 en 170 § 4 van de Grondwet ;

Gelet op artikelen 117, 118 en 252 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op het wet van 13 april 2019 tot invoering van het Wetboek van de minnelijke en gedwongen invordering van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen;

Gelet op de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen als gewijzigd ;

Gelet op de verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG (algemene verordening gegevensbescherming) van kracht op 25 mei 2018;

Gelet op het reglement der belasting op de lokalen bestemd voor het verrichten van handelsdaden gevestigd door beslissing van de Gemeenteraad van 20 januari 2021 voor de dienstjaren 2025 tot 2030 inbegrepen;

Overwegende dat de gebruikers van de oppervlaktes van de lokalen bestemd voor het verrichten van handelsdaden gevestigd op het grondgebied van de gemeente, kunnen gebruikmaken van de gemeentelijke infrastructuren die ter hun beschikking gesteld worden op het grondgebied van de gemeente, met inbegrip van het wegennetwerk en parken, waarvan het onderhoud een zekere en niet te onderschatten kost inhoudt, zowel wat betreft netheid als de bloemenversiering of feestdecoratie, veiligheid, verlichting, ... en dat al deze voordelen een meerwaarde vormen voor de uitbaters van deze lokalen; dat het dus logisch en redelijk is dat deze laatste bijdragen tot de financiering van de openbare infrastructuur die

ter hun beschikking gesteld zijn;

Overwegende dat de handelsvestigingen, door hun omvang of door de concentratie van de lokalen, ongemakken veroorzaken voor de gemeenschap zoals parkeermoeilijkheden voor de voertuigen, onveiligheid op de parkeerplaatsen, een toenemend verkeer in de omgeving van de lokalen, de in- en uitladingen die de wegen kunnen beschadigen, onveilige zones of de vervuiling;

Overwegende dat het de gemeentelijke overheid toekomt, in het kader van haar fiscale autonomie en onder controle van de toezichthoudende overheid, om de onderscheidende elementen te bepalen van de belastingen die ze vestigt, hetzij de basis, de grondslag en het tarief van de belastingen die ze als noodzakelijk oordeelt ten opzichte van de behoeften waarin ze meent te moeten voorzien, onder het voorbehoud opgelegd door de Grondwet, te weten de bevoegdheid van de wetgever om aan de gemeenten te verbieden bepaalde belastingen te heffen;

Gelet op de financiële toestand van de Gemeente;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLIST:

Artikel 1

Er wordt ten bate van de gemeente, voor de dienstjaren 2025 tot 2030 inbegrepen, een jaarlijkse belasting geheven op alle lokalen die bestemd zijn voor het verrichten van handelsdaden zoals bedoeld in artikel 2 van het Wetboek van koophandel, dat deze daden gesteld worden voor rekening van een natuurlijke- of rechtspersoon en waarvan de voordeeltrekkende onderworpen zijn aan de belasting op de Maatschappijen of die winsten voor de uitbaters vastzetten zoals bedoeld in het Wetboek van de belasting op de inkomsten.

De gegevens die in de Kruispuntbank van Ondernemingen registreert zijn, zijn rechtsgeldig.

Artikel 2:

Zijn van de belasting vrijgesteld de inrichtingen die al onderworpen zijn, voor hetzelfde dienstjaar en tot 't verschuldigd bedrag, aan de belasting op de private kringen, aan de belasting op de agentschappen voor weddenschappen op wedrennen, aan de belasting op de bankinstellingen, aan de belasting op de opslagplaatsen van schroot, aan de belasting op de bedrijven voornamelijk verbonden met de handel van tweedehandse voertuigen, aan de belasting op de nachtwinkels of aan de belasting op de bedrijven die telecommunicatieapparatuur tegen verdoeding ter beschikking stellen .

Artikel 3

De belasting is verschuldigd door de natuurlijke- of rechtspersoon voor wiens rekening een activiteit is uitgeoefend.

De eigenaar van het goed of de houder van een zakelijk recht op het goed, natuurlijke- of rechtspersoon, is medeschuldenaar voor de betaling van de belasting verschuldigd door de belastingschuldige.

Artikel 4

De belasting is verschuldigd onverschillig de datum van begin van de activiteiten. Ze wordt vastgesteld in evenredigheid met de vierkante meters van de totale oppervlakte van de handelsinstellingen of andere bebouwde lokalen zoals bedoeld in artikel 1 van dit reglement.

Ze zal als volgt trapsgewijs vastgesteld worden:

- tot 99 m²: 150,00 EUR
- van 100 tot 199 m²: 300,00 EUR
- van 200 tot 299 m²: 1.200,00 EUR
- van 300 m² tot 399 m²: 1.750,00 EUR
- van 300 m² tot 399: 2.500,00 EUR
- van 400 m² tot 699 m² : 3.000,00 EUR
- van 700 m² tot 999 m²: 5.000,00 EUR
- 1000 m² en meer : 8.500,00 EUR

Artikel 5

De belastingplichtige ontvangt, vanwege het gemeentebestuur een aangifteformulier dat door hem, behoorlijk ingevuld en ondertekend, vóór de daarop vermelde vervaldatum moet worden teruggestuurd. De belastingplichtige die geen aangifteformulier ontvangt, dient aan het gemeentebestuur, uiterlijk op 15 januari van het jaar dat volgt op het aanslagjaar de gegevens mee te delen die nodig zijn voor het heffen van de belasting. De aangifte blijft van kracht tot herroeping. De aangifte blijft van kracht tot herroeping.

De belastingschuldige is verplicht het Gemeentebestuur te verwittigen, per aangetekend brief, van de overdracht of de stopzetting van zijn bedrijf.

Artikel 6

Indien de aangifte niet binnen de voorziene termijn gebeurt, of indien de aangifte onjuist, onvolledig of onnauwkeurig ingevuld is, wordt de belasting ambtshalve ten kohier gebracht.

De ambtshalve ingekohierde belastingen worden verhoogd met een bedrag gelijk aan 10% van het oorspronkelijk verschuldigde recht. Het bedrag van deze verhoging wordt gelijktijdig en gezamenlijk ingekohierd met de ambtshalve ingekohierde belasting.

Artikel 7

Iedere belastingplichtige moet, op verzoek van het bestuur en zonder verplaatsing, alle boeken en bescheiden voorleggen die noodzakelijk zijn voor de vestiging van de belasting.

De belastingplichtigen moeten eveneens de vrije toegang verlenen tot de al dan niet bebouwde onroerende goederen die een belastbaar element kunnen vormen of bevatten of waar een belastbare activiteit wordt uitgeoefend, aan de daartoe speciaal aangewezen ambtenaren voorzien van hun aanstellingsbrief, en dit om de grondslag van de belasting vast te stellen en te controleren.

De overtredingen worden vastgesteld door de beëdigde, daartoe speciaal aangewezen ambtenaren. Deze ambtenaren worden aangewezen door het College van Burgemeester en Schepenen. De door hen opgestelde processen-verbaal hebben bewijskracht tot bewijs van het tegendeel.

Artikel 8

De belasting wordt ingevorderd via kohieren. Het belastingkohier wordt vastgesteld en uitvoerbaar verklaard door het College van Burgemeester en Schepenen. De belastingplichtige ontvangt kosteloos een aanslagbiljet. De belasting moet betaald worden binnen twee maanden na de verzending van het aanslagbiljet.

Artikel 9

Bij gebrek aan de betaling van de belasting binnen de termijn, is er een intrest verschuldigd tegen de voorziene intrestvoet inzake de directe belastingen, deze intrest wordt berekend per kalendermaand vanaf de eerste dag van de maand die volgt op de vervaldatum.

Artikel 10

Onverminderd de bepalingen van de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen wordt alles waarin dit reglement niet voorziet, geregeld door de bepalingen van het WIB92 en zijn uitvoeringsbesluit die van toepassing zijn op de lokale belastingen, alsook door de gewestelijke bepalingen die verwijzen naar het Wetboek van de minnelijke en gedwongen invordering van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen of door alle andere gewestelijke bepalingen inzake lokale fiscaliteit.

Artikel 11

De belastingplichtige of zijn vertegenwoordiger kan schriftelijk bezwaar indienen tegen het bedrag van de gevestigde aanslag, met inbegrip van alle verhogingen en boetes, bij het college van burgemeester en schepenen, dat optreedt als administratieve overheid. Dit bezwaarschrift moet op straffe van nietigheid ondertekend en gemotiveerd worden en moet melding maken van de naam, de hoedanigheid, het adres of de zetel van rekenplichtige ten laste van wie de aanslag wordt gevestigd, het voorwerp van het bezwaar en een uiteenzetting van de feiten en middelen.

Bezwaarschriften moeten op straffe van verval worden ingediend binnen een termijn van drie maanden, te rekenen vanaf de derde werkdag volgend op de datum van verzending van het aanslagbiljet.

Binnen 15 dagen na het indienen van het bezwaarschrift wordt een ontvangstbewijs verzonden naar de belastingplichtige of zijn vertegenwoordiger.

Als de belastingplichtige of zijn vertegenwoordiger gehoord wenst te worden in het kader van zijn bezwaar, moet hij daar uitdrukkelijk om verzoeken in zijn bezwaarschrift.

In geval van bezwaar, moet de bezwaarindienaar niet bewijzen dat hij de belasting betaald heeft. Het indienen van een bezwaar schorst de invorderbaarheid van de belasting en van de intresten wegens laattijdige betaling niet.

Artikel 12

De verwerking van persoonsgegevens die nodig is voor de toepassing van dit reglement dient in overeenstemming te zijn met de Algemene Verordening Gegevensbescherming, met inachtneming van volgende regels:

- verwerkingsverantwoordelijke: de gemeente Sint-Jans-Molenbeek;
- doeleinde van de verwerking: vestiging en invordering van de belasting;
- gegevenscategorie: naam, voornaam, adres, Rijksregisternummer of Bedrijfsnummer, postale adres, mailadres, telefoonnummer, patrimoniumsgegevens ;
- bewaringstermijn: de gemeente verbindt zich ertoe gegeven gedurende maximaal 10 jaar te bewaren en ze daarna te wissen of over te dragen aan het Rijksarchief;
- verzamelmethode: door aanvrager/belastingplichtige ingediende aangifte;
- doorgifte van de gegevens: de gegevens zullen enkel worden meegegeven aan derden aan wie doorgifte is toegestaan bij wet of in toepassing van artikel 327 van het WIB92 of aan de verwerkers van de gemeente.

Artikel 13

Dit reglement vervangt, vanaf het dienstjaar 2025, het reglement goedgekeurd door de gemeenteraad in zijn vergadering van 20 januari 2021.

Verzending van de onderhavige beraadslaging zal aan de Toezichthoudende Overheid overgemaakt worden.

11 **Taxes communales - Taxe sur la distribution d'imprimés publicitaires non adressés - Exercices 2025 à 2030 inclus - Renouvellement et modification.**

LE CONSEIL,

Vu les articles 41, 162 et 170 § 4 de la Constitution ;

Vu les articles 117, 118 et 252 de la Nouvelle Loi communale ;

Vu la loi du 13 avril 2019 introduisant le Code du recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales ;

Vu l'ordonnance du 3 avril 2014, relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales et ses modifications ultérieures ;

Vu le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données) entré en vigueur le 25 mai 2018 ;

Revu le règlement de la taxe sur la distribution d'imprimés publicitaires, établi par décision du Conseil communal du 18 décembre 2019 pour les exercices 2020 à 2025 inclus ;

Considérant qu'il appartient à l'autorité communale, dans le cadre de son autonomie fiscale et sous le contrôle de l'autorité de tutelle, de déterminer les éléments constitutifs des impôts qu'elle établit, soit les bases, l'assiette et le taux des impositions

dont elle apprécie la nécessité au regard des besoins auxquels elle estime devoir pourvoir, sous la réserve imposée par la Constitution, à savoir la compétence du législateur d'interdire aux communes de lever certains impôts ;
Considérant que la distribution gratuite d'imprimés publicitaires dits "toutes boîtes" à l'ensemble des habitants d'une commune qui n'en sont pas demandeurs, est de nature à davantage générer des déchets de papiers; que ces imprimés dits "toutes boîtes" à vocation commerciale et publicitaire appartiennent à une catégorie objectivement différente des autres imprimés à vocation d'information ; que cette pratique excessive nuit à la distribution du courrier adressé nominativement et à la propreté des voies publiques ; qu'elle impose donc un surcoût pour la commune, en matière de nettoyage des voiries ;
Considérant que lorsque les imprimés publicitaires sont emballés dans du plastique, ce plastique d'emballage constitue un déchet supplémentaire susceptible de se retrouver dans l'espace public et nécessite un tri spécifique en tant que déchet; que le maintien de la propreté publique représente un coût élevé pour les autorités publiques et que ce coût important est supporté par l'ensemble de la collectivité et ce, au détriment d'autres dépenses d'intérêt public;
Vu la situation financière de la Commune ;
Sur proposition du Collège des Bourgmestres et Echevins ;

DECIDE :

Article 1

Il est établi au profit de la commune, pour les exercices 2025 à 2030 inclus, une taxe perçue trimestriellement sur la distribution à domicile de feuilles et de cartes publicitaires à caractère commercial, ainsi que de catalogues, de dépliants et de journaux contenant de la publicité à caractère commercial, lorsque ces imprimés ne sont pas adressés nominativement.

Article 2

- Par « trimestre », il faut entendre : la période du 01-01 au 31-03, du 01-04 au 30-06, du 01-07 au 30-09 et du 01-10 au 31-12.
- Par « cartes et feuilles publicitaires », il faut entendre : les pièces qui sont composées d'une feuille (deux faces imprimées ou non au plus).
- Par « catalogues, dépliants ou journaux publicitaires », il faut entendre : la réunion quel que soit le procédé utilisé (agrafe, collage, insertion ou autres...), d'au moins deux feuilles ou cartes publicitaires.

Article 3

Est visée par les présentes dispositions, la distribution gratuite dans le chef des destinataires d'imprimés publicitaires non adressés nominativement, ouverts à tous les annonceurs ou émanant d'un seul commerçant ou d'un groupe de commerçants et comportant moins de 40 % de textes rédactionnels non publicitaires.

Article 4

Par « textes rédactionnels », il faut entendre :

- Les textes écrits par les journalistes dans l'exercice de leur profession pour autant qu'il n'y soit pas fait mention, soit explicitement, soit implicitement, de firmes ou de produits déterminés;
- Les textes qui, au niveau de la population de la commune, jouent un rôle social et d'information générale en dehors des informations commerciales ou apportent une information officielle d'utilité publique en faveur de l'ordre ou du bien être comme les services d'aide, les services publics, les mutuelles, les hôpitaux, les services de garde (médecins, infirmiers, pharmaciens) ou des informations d'utilité publique telles que les informations communales et les faits divers nationaux et internationaux ;
- Les nouvelles générales et régionales, politiques, sportives, culturelles, artistiques, folkloriques, littéraires et scientifiques et les informations non commerciales ;
- Les informations sur les cultes reconnus, les annonces d'activités telles que fêtes et kermesses, fêtes scolaires, activités des maisons de jeunes et des centres culturels ;
- Les petites annonces non commerciales émanant de particuliers, les annonces notariales et les offres d'emploi ;
- La propagande électorale.

Sont considérés comme « textes publicitaires à caractère commercial », les articles :

- dans lesquels il est fait mention, soit implicitement, soit explicitement, de firmes ou de produits déterminés ;
- qui, sous forme directe ou voilée, renvoient le lecteur à des réclames commerciales ;
- qui, d'une façon générale, visent à signaler, à faire connaître, à recommander des firmes, produits ou services en vue d'aboutir à une transaction commerciale.

Article 5

Le pourcentage de 40 % de textes rédactionnels non publicitaires visé à l'article 3 du présent règlement-taxe sera calculé en fonction de la surface totale d'occupation desdits textes dans l'imprimé publicitaire, en tenant compte également de leurs annexes éventuelles, tels que dessins, gravures ou photographies.

Article 6

La taxe est due par l'éditeur des imprimés visés par les présentes dispositions.

Le distributeur des imprimés soumis à imposition est solidairement responsable du paiement de la taxe.

Si l'éditeur ou le distributeur ne sont pas connus, la personne physique ou morale pour laquelle l'imprimé est distribué, est responsable du paiement de la taxe.

Article 7

a) Carte ou feuille publicitaire :

- Superficie plus petite que le format A4 : 0,02 EUR par exemplaire distribué.
Chaque distribution donnera lieu à une perception minimale de 30,00 EUR.
- Superficie égale ou plus grande que le format A4: 0,04 EUR par exemplaire distribué.
Chaque distribution donnera lieu à une perception minimale de 40,00 EUR.

b) Catalogue, dépliant, journal publicitaire : 0,11 EUR par exemplaire distribué.

Chaque distribution donnera lieu à une perception minimale de 50,00 EUR.

Le taux de la taxe est doublé lorsque les imprimés publicitaires sont emballés dans du plastique.

Article 8

Le contribuable est tenu de faire une déclaration spontanée à la Commune au plus tard 10 jours calendrier avant chaque distribution, indiquant tous les renseignements nécessaires à la taxation, en ce compris la date de la distribution et le nombre d'exemplaires distribués.

Le contribuable est tenu de faciliter le contrôle éventuel de sa déclaration notamment en fournissant tous documents et renseignements qui lui seraient réclamés à cet effet.

Article 9

La non déclaration dans les délais prévus ou la déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise entraîne l'enrôlement d'office de la taxe.

Le nombre d'imprimés publicitaires non adressés nominativement pris en compte pour l'établissement de la taxation d'office correspondra au nombre de boîtes aux lettres sur le territoire de la Commune.

En début de chaque exercice d'imposition, l'administration communale demandera aux services de Bpost d'établir le nombre de boîtes aux lettres sur le territoire de la Commune.

Les taxes enrôlées d'office sont majorées d'un montant égal à 10% du droit initialement dû. Le montant de cette majoration est enrôlé simultanément et conjointement avec la taxe enrôlée d'office.

Article 10

La taxe est perçue par voie de rôle. Le rôle de la taxe sera arrêté et rendu exécutoire par le Collège des Bourgmestre et Échevins. Le redevable de la taxe recevra, sans frais, un avertissement extrait de rôle. La taxe est payable dans les deux mois de l'envoi de l'avertissement extrait de rôle.

Article 11

A défaut de paiement de la taxe sans le délai, un intérêt au taux prévu en matière d'impôt directs est dû, cet intérêt étant calculé par mois civil à partir du premier jour du mois qui suit celui de l'échéance.

Article 12

Sans préjudice des dispositions de l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales, tout ce qui n'est pas réglé par le présent règlement sera régi par les dispositions du CIR92 et son arrêté d'exécution, applicables aux taxes locales, ainsi que par les dispositions régionales qui renvoient au Code du recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales ou par toutes autres dispositions régionales relatives à la fiscalité locale.

Article 13

Le redevable ou son représentant peut introduire une réclamation, par écrit, contre le montant de l'imposition établie, y compris toutes majorations et amendes, auprès du Collège des Bourgmestre et Echevins, qui agit en tant qu'autorité administrative. A peine de nullité, cette réclamation doit être signée et motivée et elle doit mentionner : les nom, qualité, adresse ou siège du redevable à charge duquel l'imposition est établie, l'objet de la réclamation et un exposé des faits et moyens.

Les réclamations doivent être introduites, sous peine de déchéance, dans un délai de 3 mois à compter du troisième jour ouvrable suivant la date d'envoi de l'avertissement-extrait de rôle.

Un accusé de réception est adressé au redevable ou à son représentant dans les 15 jours calendrier de l'introduction de la réclamation.

Si le redevable ou son représentant souhaite être entendu dans le cadre de la réclamation, il doit en faire la demande expresse dans la réclamation.

En cas de réclamation, le réclamant ne devra pas justifier du paiement de l'imposition. Toutefois, l'introduction d'une réclamation ne suspend pas l'exigibilité de la taxe et des intérêts de retard.

Article 14

Le traitement de données à caractère personnel nécessaire à la mise en œuvre du présent règlement se fera conformément au Règlement général sur la protection des données et suivant les règles suivantes :

- responsable de traitement : la Commune de Molenbeek-Saint-Jean ;
- finalité du traitement : établissement et recouvrement de la taxe ;
- catégorie de données : nom, prénom, adresse, numéro national ou numéro d'entreprise, adresse postale, adresse courriel, numéro de téléphone;
- durée de conservation : la Commune s'engage à conserver les données pour un délai de maximum 10 ans et à les supprimer par la suite ou à les transférer aux archives de l'Etat ;
- méthode de collecte : déclaration transmise par le demandeur/redevable ;
- communication des données : les données ne seront communiquées qu'à des tiers autorisés par ou en vertu de la loi,

notamment en application de l'article 327 CIR92, ou à des sous-traitants de la Commune.

Article 15

Ce règlement remplace, à partir de l'exercice 2025, le règlement de la taxe sur la distribution d'imprimés publicitaires établi par décision du Conseil communal du 18 décembre 2019.

Expédition de la présente délibération sera transmise à l'Autorité de Tutelle.

Gemeentebelastingen - Belasting op de distributie van de publicitaire drukwerken - Dienstjaren 2025 tot 2030 inbegrepen - Vernieuwing en Wijzing.

DE RAAD,

Gelet op artikelen 41, 162 en 170 § 4 van de Grondwet;

Gelet op artikelen 117, 118 en 252 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op het wet van 13 april 2019 tot invoering van het Wetboek van de minnelijke en gedwongen invordering van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen;

Gelet op de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen als gewijzigd ;

Gelet op de verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG (algemene verordening gegevensbescherming) van kracht op 25 mei 2018;

Herzien het belastingsreglement op de distributie van de publicitaire drukwerken, gevestigd door beslissing van de Gemeenteraad van 18 december 2019 voor de dienstjaren 2020 tot 2025 inbegrepen;

Overwegende dat het de gemeentelijke overheid toekomt, in het kader van haar fiscale autonomie en onder controle van de toezichthoudende overheid, om de onderscheidende elementen te bepalen van de belastingen die ze vestigt, hetzij de basis, de grondslag en het tarief van de belastingen die ze als noodzakelijk oordeelt ten opzichte van de behoeften waarin ze meent te moeten voorzien, onder het voorbehoud opgelegd door de Grondwet, te weten de bevoegdheid van de wetgever om aan de gemeenten te verbieden bepaalde belastingen te heffen;

Overwegende dat de gratis verdeling van de publicitaire drukwerken, de zogenaamde "alle brievenbussen" aan alle bewoners van een gemeente die geen vragende partij zijn, meer papierafval veroorzaakt; dat deze zogenaamde drukwerken in "alle brievenbussen" met commerciële en publicitaire doeleinden tot een objectief verschillende categorie behoren dan de andere drukwerken met informatieve doeleinden; dat deze buitensporige praktijk bovendien schade toebrengt aan de verspreiding van de geadresseerde post en aan de netheid van de openbare wegen; dat dit aldus tot een bijkomende kost leidt wat betreft het schoonmaken van de gemeentewegen;

Overwegende dat wanneer reclaimedrukwerk in plastic wordt gewikkeld vormt deze plastic verpakking bijkomend afval dat in de openbare ruimte terecht kan komen en als specifiek afval moet worden gesorteerd ; Dat de handhaving van de openbare netheid hoge kosten voor de overheid met zich meebrengt en dat deze kosten door de gemeenschap worden gedragen ten koste van andere uitgaven in het algemeen belang;

Gelet op de financiële toestand van de Gemeente;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLIST

Artikel 1

Er wordt ten bate van de gemeente, voor de dienstjaren 2025 tot 2030 inbegrepen, een driemaandelijks ingevorderde belasting op de verspreiding aan huis van publiciteitsbladen en -kaarten met commercieel karakter, alsook catalogi, vouwbladen en kranten die publiciteit met handelsoogmerk bevatten wanneer deze drukwerken niet op naam geadresseerd zijn.

Artikel 2

- Onder "driemaandelijks" wordt verstaan: de periode van 01-01 tot 31-03, van 01-04 tot 30-06, van 01-07 tot 30-09 en van 01-10 tot 31-12.
- Onder "publiciteitsbladen en -kaarten" wordt verstaan: stukken die bestaan uit één blad (twee al dan niet bedrukte bladzijden).
- Onder "catalogi, vouwbladen of publiciteitskranten" wordt verstaan: de samenvoeging van minstens twee publicitaire bladen of kaarten, ongeacht de gebruikte methode (nietjes, lijmen, invoegen of andere, ...).

Artikel 3

Volgende bepalingen treffen het gratis verspreiden van niet op naam geadresseerde reclamedrukwerken ten huize van de bestemmeling, die toegankelijk zijn voor alle adverteerders of uitgaande van één enkele handelaar of van een groep van handelaars en minder dan 40% niet -publicitaire redactionele teksten bevatten.

Artikel 4

Onder "redactionele teksten" dient men te verstaan:

- Teksten die door journalisten uit hoofde van hun beroep zijn geschreven, voor zover er, hetzij expliciet, hetzij impliciet, geen firma of bepaalde producten in worden vermeld;
- Teksten die, ten overstaan van de bevolking van de gemeente een sociale rol vervullen en algemene inlichtingen zonder commerciële bedoelingen verstrekken of ook officiële informatie van openbaar nut in verband met de orde of het welzijn zoals hulpdiensten, openbare diensten, mutualiteiten, ziekenhuizen, wachtdiensten (dokters, verpleegkundigen, apothekers) of inlichtingen van openbaar nut zoals gemeentelijke en allerlei nationale en internationale informatie;
- Algemene, regionale, politieke, sportieve, culturele, artistieke, folkloristische berichtgeving, alsook literair en wetenschappelijk nieuws en inlichtingen zonder commerciële bedoelingen;
- De inlichtingen over erkende erediensten, de aankondigingen van activiteiten, zoals feesten en kermissen, schoolfeesten, activiteiten van jeugdhuisen en culturele centra;
- Meldingen over erediensten, aankondigingen van allerlei activiteiten zoals feesten en kermissen, schoolfeesten en activiteiten van jeugdhuisen en culturele centra; De kleine niet commerciële aankondigingen van particulieren en notariële aankondigingen, betrekkingaanbiedingen;
- Verkiezingspropaganda.

Worden als "commerciële publicitaire teksten" beschouwd, de artikelen:

- waarin impliciet of expliciet bepaalde bedrijven of producten worden vermeld;
- die op een directe of verdoken manier de lezer verwijzen naar commerciële reclame;
- die op een algemene wijze ernaar streven firma's producten of diensten bekend te maken of aan te bevelen en dit teneinde tot een commerciële transactie over te gaan.

Artikel 5

Het percentage van 40 % niet publicitaire redactionele teksten vermeld in artikel 3 van huidig reglement wordt berekend in functie van de totale oppervlakte van de bezetting van de genoemde teksten in het reclamedrukwerk, rekening houdende met hun eventuele bijlagen, zoals tekeningen, gravuren of foto's.

Artikel 6

De belasting is verschuldigd door de uitgevers van de drukwerken, die onder deze bepalingen vallen.

De verdeler van de belastbare drukwerken is solidair verantwoordelijk voor het betalen van de belasting.

Indien de uitgever of de distributeur niet bekend is, is de natuurlijke of rechtspersoon waarvoor het drukwerk wordt verspreid, verantwoordelijk voor de betaling van de belasting.

Artikel 7

De belastingvoeten worden als volgt vastgesteld :

- a) Publiciteitskaart of -blad:
 - Oppervlakte kleiner dan formaat A4: 0,02 EUR per verdeeld exemplaar.
Iedere verdeling zal aanleiding geven tot een minimale heffing van 30,00 EUR.
 - Oppervlakte gelijk of groter dan formaat A4: 0,04 EUR per verdeeld exemplaar.
Iedere verdeling zal aanleiding geven tot een minimale heffing van 40,00 EUR.
- b) Publicitaire catalogus, vouwblad of krant: 0,11 EUR per verdeeld exemplaar.
Iedere verdeling zal aanleiding geven tot een minimale heffing van 50,00 EUR.

Het tarief van de belasting wordt verdubbeld wanneer het verspreide reclamedrukwerk in plastic is gewikkeld.

Artikel 8

De belastingplichtige dient ten laatste tien kalenderdagen vóór elke uitdeling een spontane aangifte bij het Gemeentebestuur in te dienen, met vermelding van alle noodzakelijke inlichtingen voor de belastingheffing, met inbegrip van de datum van de uitdeling en het aantal uitgedeelde exemplaren.

De belastingplichtige wordt ertoe gehouden de eventuele controle van zijn aangiften te vergemakkelijken, in het bijzonder door het verstrekken van alle documenten en inlichtingen die hem daartoe zouden worden gevraagd.

Artikel 9

Indien de aangifte niet binnen de voorziene termijn gebeurt, of indien de aangifte onjuist, onvolledig of onnauwkeurig ingevuld is, wordt de belasting ambtshalve ten kohier gebracht.

Het aantal publicitaire drukwerken die niet op naam geadresseerd zijn dat in aanmerking genomen wordt voor de vestiging van de ambtshalve belasting zal overeenkomen met het aantal brievenbussen op het grondgebied van de Gemeente.

In het begin van ieder aanslagjaar, zal het gemeentebestuur aan de diensten van de Bpost vragen het aantal brievenbussen op het grondgebied van de Gemeente vast te stellen.

De ambtshalve ten kohier gebrachte belastingen worden vermeerderd met een bedrag gelijk aan 10% van het initieel verschuldigde bedrag. Het bedrag van deze vermeerdering wordt samen en gezamenlijk met de ambtshalve ingekohierde belasting ingekohierd.

Artikel 10

De belasting wordt ingevorderd via kohieren. Het belastingkohier wordt vastgesteld en uitvoerbaar verklaard door het College

van Burgemeester en Schepenen. De belastingplichtige ontvangt kosteloos een aanslagbiljet. De belasting moet betaald worden binnen twee maanden na de verzending van het aanslagbiljet.

Artikel 11

Bij gebrek aan de betaling van de belasting binnen de termijn, is er een intrest verschuldigd tegen de voorziene intrestvoet inzake de directe belastingen, deze intrest wordt berekend per kalendermaand vanaf de eerste dag van de maand die volgt op de vervaldatum.

Artikel 12

Onverminderd de bepalingen van de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen wordt alles waarin dit reglement niet voorziet, geregeld door de bepalingen van het WIB92 en zijn uitvoeringsbesluit die van toepassing zijn op de lokale belastingen, alsook door de gewestelijke bepalingen die verwijzen naar het Wetboek van de minnelijke en gedwongen invordering van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen of door alle andere gewestelijke bepalingen inzake lokale fiscaliteit.

Artikel 13

De belastingplichtige of zijn vertegenwoordiger kan schriftelijk bezwaar indienen tegen het bedrag van de gevestigde aanslag, met inbegrip van alle verhogingen en boetes, bij het college van burgemeester en schepenen, dat optreedt als administratieve overheid. Dit bezwaarschrift moet op straffe van nietigheid ondertekend en gemotiveerd worden en moet melding maken van de naam, de hoedanigheid, het adres of de zetel van rekenplichtige ten laste van wie de aanslag wordt gevestigd, het voorwerp van het bezwaar en een uiteenzetting van de feiten en middelen.

Bezwaarschriften moeten op straffe van verval worden ingediend binnen een termijn van drie maanden, te rekenen vanaf de derde werkdag volgend op de datum van verzending van het aanslagbiljet.

Binnen 15 dagen na het indienen van het bezwaarschrift wordt een ontvangstbewijs verzonden naar de belastingplichtige of zijn vertegenwoordiger.

Als de belastingplichtige of zijn vertegenwoordiger gehoord wenst te worden in het kader van zijn bezwaar, moet hij daar uitdrukkelijk om verzoeken in zijn bezwaarschrift.

In geval van bezwaar, moet de bezwaarindienaar niet bewijzen dat hij de belasting betaald heeft. Het indienen van een bezwaar schorst de invorderbaarheid van de belasting en van de intresten wegens laattijdige betaling niet.

Artikel 14

De verwerking van persoonsgegevens die nodig is voor de toepassing van dit reglement dient in overeenstemming te zijn met de Algemene Verordening Gegevensbescherming, met inachtneming van volgende regels:

- verwerkingsverantwoordelijke: de gemeente Sint-Jans-Molenbeek;
- doeleinde van de verwerking: vestiging en invordering van de belasting;
- gegevenscategorie: naam, voornaam, adres, Rijksregisternummer of Bedrijfsnummer, postale adres, mailadres, telefoonnummer ;
- bewaringstermijn: de gemeente verbindt zich ertoe gegeven gedurende maximaal 10 jaar te bewaren en ze daarna te wissen of over te dragen aan het Rijksarchief;
- verzamelmethode: door aanvrager/belastingplichtige ingediende aangifte;
- doorgifte van de gegevens: de gegevens zullen enkel worden meegedeeld aan derden aan wie doorgifte is toegestaan bij wet of in toepassing van artikel 327 van het WIB92 of aan de verwerkers van de gemeente.

Artikel 15

Huidig reglement vervangt, vanaf het dienstjaar 2025, het belastingsreglement op de distributie van publicitaire drukwerken, gevestigd door beslissing van de Gemeenteraad van 18 december 2019.

Verzending van de onderhavige beraadslaging zal aan de Toezichthoudende Overheid overgemaakt worden.

12 Taxes communales - Taxe sur les magasins de nuit - Exercices 2025 à 2030 inclus - Modification.

LE CONSEIL,

Vu les articles 41, 162 et 170 § 4 de la Constitution ;

Vu les articles 117, 118 et 252 de la Nouvelle Loi communale ;

Vu la loi du 13 avril 2019 introduisant le Code du recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales ;

Vu l'ordonnance du 3 avril 2014, relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale du 12 décembre 2002 relatif aux changements d'utilisation soumis à permis d'urbanisme ;

Vu le règlement de la taxe sur les magasins de nuit, établi par décision du Conseil communal du 20 janvier 2021 pour les

exercices 2021 à 2025 inclus ;

Vu le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données) entré en vigueur le 25 mai 2018 ;

Considérant que les magasins de nuit engendrent des nuisances sonores pour les habitants et des troubles à l'ordre public, de nature à causer un surcoût de travail pour les forces de l'ordre et les services communaux ; qu'il est dès lors légitime de faire contribuer spécialement les exploitants de ce type de commerces au financement des missions de la commune ;

Considérant qu'il existe une communauté d'intérêts entre le propriétaire et le locataire de tels biens et que celle-ci justifie qu'ils soient tenus solidairement au paiement de la taxe instaurée par le présent règlement ;

Vu la situation financière de la Commune ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins;

DECIDE :

Article 1

Il est établi au profit de la commune, pour les exercices 2025 à 2030 inclus, une taxe annuelle sur les magasins de nuit situés sur le territoire de Molenbeek-Saint-Jean.

Article 2

Pour l'application du présent règlement, il faut entendre par « magasin de nuit » : un magasin qui vend des produits d'alimentation générale, d'entretien ou de boissons sous quelque forme ou conditionnement que ce soit, ouvert entre 21h00 et 7h00.

Article 3

Le taux est fixé, à 2.500,00 EUR par an par magasin de nuit.

Il n'est accordé aucune remise ou restitution de l'impôt pour quelque cause que ce soit.

Article 4

La taxe est due par l'exploitant du commerce. Les données enregistrées à la Banque Carrefour des Entreprises et celles reprises dans les fichiers du Cadastre font foi.

Le propriétaire du bien où l'activité économique a lieu, personne physique ou morale, est codébiteur du paiement de la taxe due par le redevable.

Article 5

Le propriétaire du magasin, l'exploitant du magasin et le propriétaire de l'immeuble sont tenus de déclarer toute activité économique aux autorités communales préalablement à celle-ci. Ils sont obligés de fournir tous les documents et autorisations à l'autorité communale à la première demande.

Les redevables sont également tenus d'accorder libre accès aux immeubles, bâtis ou non, susceptibles de constituer ou de contenir un élément imposable ou dans lesquels s'exerce une activité imposable, aux fonctionnaires spécialement désignés à cet effet et munis de leur lettre de désignation et ce, en vue d'établir ou de contrôler l'assiette de l'imposition.

L'administration communale adresse à chaque entreprise en activité, un formulaire de déclaration qui devra être complété, dûment signé et renvoyé dans les délais fixés par l'autorité communale avec les copies conformes des autorisations requises.

Le redevable qui n'a pas reçu de formule de déclaration est tenu de communiquer à l'Administration communale, au plus tard le 15 janvier de l'année qui suit celle de l'exercice d'imposition les éléments nécessaires à la taxation. La déclaration reste valable jusqu'à révocation.

A défaut de déclaration, en cas de déclaration incomplète et pour les entreprises dont la conformité avec l'ensemble de la réglementation en vigueur n'est pas établie, un procès-verbal constatant l'activité économique est établi. Le constat d'activité économique se fera par un fonctionnaire assermenté qui rédige un procès-verbal à cet effet. Ce procès-verbal d'activité économique sera équivalent au constat d'ouverture d'un magasin de nuit. Ces procès-verbaux font foi jusqu'à preuve du contraire.

Article 6

En cas de fermeture administrative de l'établissement à titre temporaire ou définitif à titre de sanction par le collège des Bourgmestre et échevins, en application de l'article 119bis de la Nouvelle loi communale, les redevables ne pourront prétendre à aucune indemnité.

Article 7

Chaque modification ou cessation d'activité économique doit être communiquée immédiatement et par lettre recommandée à l'administration communale sous responsabilité des redevables.

Article 8

La non déclaration dans les délais prévus ou la déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise entraîne l'enrôlement d'office de la taxe sur la base du procès-verbal tel que défini à l'article 5 du présent règlement.

Les taxes enrôlées d'office sont majorées d'un montant égal à 10% du droit initialement dû. Le montant de cette majoration est enrôlée simultanément et conjointement avec la taxe enrôlée d'office.

Article 9

La taxe est perçue par voie de rôle. Le rôle de la taxe est arrêté et rendu exécutoire par le Collège des Bourgmestre et Echevins. Le redevable de la taxe recevra, sans frais, un avertissement extrait de rôle. La taxe est payable dans les deux mois

de l'envoi de l'avertissement extrait de rôle.

Article 10

A défaut de paiement de la taxe dans le délai, un intérêt au taux prévu en matière d'impôt directs est dû, cet intérêt étant calculé par mois civil à partir du premier jour du mois qui suit celui de l'échéance.

Article 11

Sans préjudice des dispositions de l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales, tout ce qui n'est pas réglé par le présent règlement sera régi par les dispositions du CIR92 et son arrêté d'exécution, applicables aux taxes locales, ainsi que par les dispositions régionales qui renvoient au Code du recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales ou par toutes autres dispositions régionales relatives à la fiscalité locale.

Article 12

Le redevable ou son représentant peut introduire une réclamation, par écrit, contre le montant de l'imposition établie, y compris toutes majorations et amendes, auprès du Collège des Bourgmestres et Echevins, qui agit en tant qu'autorité administrative. A peine de nullité, cette réclamation doit être signée et motivée et elle doit mentionner : les nom, qualité, adresse ou siège du redevable à charge duquel l'imposition est établie, l'objet de la réclamation et un exposé des faits et moyens.

Les réclamations doivent être introduites, sous peine de déchéance, dans un délai de 3 mois à compter du troisième jour ouvrable suivant la date d'envoi de l'avertissement-extrait de rôle.

Un accusé de réception est adressé au redevable ou à son représentant dans les 15 jours calendrier de l'introduction de la réclamation.

Si le redevable ou son représentant souhaite être entendu dans le cadre de la réclamation, il doit en faire la demande expresse dans la réclamation.

En cas de réclamation, le réclamant ne devra pas justifier du paiement de l'imposition. Toutefois, l'introduction d'une réclamation ne suspend pas l'exigibilité de la taxe et des intérêts de retard.

Article 13

Le traitement de données à caractère personnel nécessaire à la mise en œuvre du présent règlement se fera conformément au Règlement général sur la protection des données et suivant les règles suivantes :

- responsable de traitement : la Commune de Molenbeek-Saint-Jean ;
- finalité du traitement : établissement et recouvrement de la taxe ;
- catégorie de données : nom, prénom, adresse, numéro national ou numéro d'entreprise, adresse postale, adresse courriel, numéro de téléphone, données patrimoniales ;
- durée de conservation : la Commune s'engage à conserver les données pour un délai de maximum 10 ans et à les supprimer par la suite ou à les transférer aux archives de l'Etat ;
- méthode de collecte : déclaration transmise par le demandeur/redevable ;
- communication des données : les données ne seront communiquées qu'à des tiers autorisés par ou en vertu de la loi, notamment en application de l'article 327 CIR92, ou à des sous-traitants de la Commune.

Article 14

Le présent règlement remplace, à partir de l'exercice 2025, le règlement approuvé par le Conseil communal en sa séance du 20 janvier 2021.

Expédition de la présente délibération sera transmise à l'Autorité de Tutelle.

Gemeentebelastingen - Belasting op de nachtwinkels - Dienstjaren 2025 tot 2030 inbegrepen - Vernieuwing en Wijzing.

DE RAAD,

Gelet op artikelen 41, 162 en 170 § 4 van de Grondwet;

Gelet op artikelen 117, 118 en 252 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op het wet van 13 april 2019 tot invoering van het Wetboek van de minnelijke en gedwongen invordering van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen;

Gelet op de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen als gewijzigd;

Gelet op de verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG (algemene verordening gegevensbescherming) van kracht op 25 mei 2018;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve van 12 december 2002 betreffende de aan een stedenbouwkundige vergunning onderworpen wijzigingen van gebruik.

Gelet op het reglement der belasting op de nachtwinkels gevestigd door beslissing van de Gemeenteraad van 20 januari 2021 voor de dienstjaren 2025 tot 2030 inbegrepen ;

Overwegende dat de nachtwinkels geluidsoverlast veroorzaken voor de inwoners alsook moeilijkheden voor de openbare

orde, zodanig dat er een werkoverlast ontstaat voor de orde- en de gemeentediensten; dat het aldus rechtmatig is om de uitbaters van dit soort zaken financieel te laten bijdragen ten gunste van de gemeente;
Overwegende er een belangengemeenschap bestaat tussen de eigenaar en de huurder van de goederen en dat dit het rechtvaardigt dat ze solidair zijn wat betreft de betaling van de belasting vastgesteld door huidig reglement;
Gelet op de financiële toestand van de Gemeente;
Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLIST:

Artikel 1

Er wordt ten bate van de gemeente, voor de dienstjaren 2025 tot 2030 inbegrepen, een jaarlijkse belasting geheven op nachtwinkels gelegen op het grondgebied van Sint-Jans-Molenbeek.

Artikel 2

Voor de toepassing van het huidig reglement, moet er onder "nachtwinkels" verstaan worden: elke winkel die in algemene voedingswaren, onderhoudsproducten of dranken handelt onder om het even welke vorm, en die tussen 21u00 en 7u00 open is.

Artikel 3

Het bedrag van de belasting wordt vastgesteld op 2.500,00 EUR per per jaar per nachtwinkel.

Er wordt geen enkele korting of teruggave van de belasting gedaan voor welke reden dan ook.

Artikel 4

De belasting is verschuldigd door de uitbater. De gegevens die in de Kruispuntbank van Onderneming registreert zijn en de inlichtingen bevat in het register van het Kadaster, zijn rechtsgeldig.

De eigenaar van het goed, waar economische activiteit plaatsvindt, natuurlijke- of rechtspersoon, is medeschuldenaar voor de betaling van de belasting verschuldigd door de belastingschuldige.

Artikel 5

De eigenaar van de handelszaak, de uitbater ervan alsook de eigenaar van het pand zijn ertoe gehouden voorafgaandelijk aan elke economische activiteit aangifte hiervan te doen bij de gemeentelijke overheid. Ze zijn verplicht alle nodige documenten en vergunningen voor te leggen op eerste verzoek van de gemeentelijke overheid.

De belastingplichtigen moeten eveneens de vrije toegang verlenen tot de al dan niet bebouwde onroerende goederen die een belastbaar element kunnen vormen of bevatten of waar een belastbare activiteit wordt ugeoefend, aan de daartoe speciaal aangewezen ambtenaren voorzien van hun aanstellingsbrief, en dit om de grondslag van de belasting vast te stellen en te controleren.

Het gemeentebestuur stuurt naar alle bedrijven in uitbating een aangifteformulier dat binnen de door de gemeentelijke overheid vastgestelde periode dient ingevuld, ondertekend en teruggestuurd te worden, samen met de eensluidende afschriften van de noodzakelijke vergunningen. De belastingplichtige die geen aangifteformulier ontvangt, dient aan het gemeentebestuur, uiterlijk op 15 januari van het jaar dat volgt op het aanslagjaar de gegevens mee te delen die nodig zijn voor het heffen van de belasting. De aangifte blijft van kracht tot herroeping. De aangifte blijft van kracht tot herroeping.

Bij gebreke aan aangifte, bij onvolledigheid ervan en bij bedrijven waarvan de conformiteit met het geheel van de geldende wetgeving niet is vastgesteld, wordt een proces-verbaal van vaststelling van economische activiteit opgesteld. De vaststelling van economische activiteit zal geschieden door een beëdigd ambtenaar die daartoe een proces-verbaal opstelt. Dit proces-verbaal van vaststelling van economische activiteit wordt gelijkgesteld met vaststelling van opening van een nachtwinkel. De opgestelde processen-verbaal hebben bewijskracht tot bewijs van het tegendeel.

Artikel 6

In geval van tijdelijke of definitieve administratieve sluiting van de zaak omwille van een sanctie van het College van Burgemeester en schepenen krachtens artikel 119 bis van de Nieuwe Gemeentewet, kunnen de belastingplichtigen op geen enkele schadeloosstelling aanspraak maken.

Artikel 7

Elke wijziging of stopzetting van economische activiteit dient onder verantwoordelijkheid van de belastingplichtigen onmiddellijk en per aangetekend schrijven te worden meegedeeld aan het gemeentebestuur.

Artikel 8

De belasting is ingevorderd via kohieren. Het belastingkohier wordt vastgesteld en uitvoerbaar verklaard door het College van Burgemeester en Schepenen.

Bij gebrek aan aangifte binnen de in de verordening gestelde termijn, of in geval van onjuiste, onvolledige of onnauwkeurige aangifte vanwege de belastingplichtige wordt de belasting ambtshalve ten kohier gebracht op basis van het proces-verbaal zoals gedefinieerd in artikel 5 van huidig reglement.

De ambtshalve ingekohierde belastingen worden verhoogd met een bedrag gelijk aan 10% van het oorspronkelijk verschuldigde recht. Het bedrag van deze verhoging wordt gelijktijdig en gezamenlijk ingekohierd met de ambtshalve ingekohierde belasting.

Artikel 9:

De belasting wordt ingevorderd via kohieren. Het belastingkohier wordt vastgesteld en uitvoerbaar verklaard door het College van Burgemeester en Schepenen. De belastingplichtige ontvangt kosteloos een aanslagbiljet. De belasting moet betaald worden binnen twee maanden na de verzending van het aanslagbiljet.

Artikel 10

Bij gebrek aan de betaling van de belasting binnen de termijn, is er een intrest verschuldigd tegen de voorziene intrestvoet inzake de directe belastingen, deze intrest wordt berekend per kalendermaand vanaf de eerste dag van de maand die volgt op de vervaldatum.

Artikel 11

Onverminderd de bepalingen van de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen wordt alles waarin dit reglement niet voorziet, geregeld door de bepalingen van het WIB92 en zijn uitvoeringsbesluit die van toepassing zijn op de lokale belastingen, alsook door de gewestelijke bepalingen die verwijzen naar het Wetboek van de minnelijke en gedwongen invordering van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen of door alle andere gewestelijke bepalingen inzake lokale fiscaliteit.

Artikel 12

De belastingplichtige of zijn vertegenwoordiger kan schriftelijk bezwaar indienen tegen het bedrag van de gevestigde aanslag,

met inbegrip van alle verhogingen en boetes, bij het college van burgemeester en schepenen, dat optreedt als administratieve overheid. Dit bezwaarschrift moet op straffe van nietigheid ondertekend en gemotiveerd worden en moet melding maken van de naam, de hoedanigheid, het adres of de zetel van rekenplichtige ten laste van wie de aanslag wordt gevestigd, het voorwerp van het bezwaar en een uiteenzetting van de feiten en middelen.

Bezwaarschriften moeten op straffe van verval worden ingediend binnen een termijn van drie maanden, te rekenen vanaf de derde werkdag volgend op de datum van verzending van het aanslagbiljet.

Binnen 15 dagen na het indienen van het bezwaarschrift wordt een ontvangstbewijs verzonden naar de belastingplichtige of zijn vertegenwoordiger.

Als de belastingplichtige of zijn vertegenwoordiger gehoord wenst te worden in het kader van zijn bezwaar, moet hij daar uitdrukkelijk om verzoeken in zijn bezwaarschrift.

In geval van bezwaar, moet de bezwaarindieners niet bewijzen dat hij de belasting betaald heeft. Het indienen van een bezwaar schorst de invorderbaarheid van de belasting en van de intresten wegens laattijdige betaling niet.

Artikel 13

De verwerking van persoonsgegevens die nodig is voor de toepassing van dit reglement dient in overeenstemming te zijn met de Algemene Verordening Gegevensbescherming, met inachtneming van volgende regels:

- verwerkingsverantwoordelijke: de gemeente Sint-Jans-Molenbeek;
- doeleinde van de verwerking: vestiging en invordering van de belasting;
- gegevenscategorie: naam, voornaam, adres, Rijksregisternummer of Bedrijfsnummer, postale adres, mailadres, telefoonnummer, patrimoniumsgegevens ;
- bewaringstermijn: de gemeente verbindt zich ertoe gegeven gedurende maximaal 10 jaar te bewaren en ze daarna te wissen of over te dragen aan het Rijksarchief;
- verzamelmethode: door aanvrager/belastingplichtige ingediende aangifte;
- doorgifte van de gegevens: de gegevens zullen enkel worden meegedeeld aan derden aan wie doorgifte is toegestaan bij wet of in toepassing van artikel 327 van het WIB92 of aan de verwerkers van de gemeente.

Artikel 14

Dit reglement vervangt, vanaf het dienstjaar 2025, het reglement goedgekeurd door de gemeenteraad in zijn vergadering van 20 januari 2021.

Verzending van de onderhavige beraadslaging zal aan de Toezichthoudende Overheid overgemaakt worden.

13 **Taxes Communales - Redevance sur la délivrance de documents administratifs - Modification.**

LE CONSEIL,

Vu l'article 173 de la Constitution ;

Vu l'article 117, alinéa 1^{er} de la Nouvelle Loi communale ;

Vu la décision du Conseil Communal du 20 avril 2022 fixant le règlement en matière de redevance sur la délivrance de documents administratifs ;

Vu la décision du Conseil Communal du 24 janvier 2024 fixant le règlement en matière de redevance sur la délivrance de documents administratifs ;

Vu l'arrêté ministériel du 15 mars 2013 fixant le tarif des rétributions à charge des communes pour la délivrance des cartes d'identité électroniques pour les Belges, des documents d'identité électroniques pour enfants belges de moins de douze ans et des documents de séjour électroniques délivrés aux étrangers séjournant légalement sur le territoire du Royaume, modifié par l'arrêté ministériel du 28 octobre 2019 ;

Vu la Circulaire du 1^{er} octobre 2024 - Registre national – eID : Tarif des rétributions à charge des communes pour la délivrance des cartes et documents d'identité électroniques à partir du 1er janvier 2025.;

Vu la lettre du 7 décembre 2023 de Philippe Moreau, Directeur général a.i. de la DG Identité et Affaires Citoyennes du SPF Intérieur relative à l'implémentation des documents de séjour électroniques pour les étrangers de moins de 12 ans ;

Vu la situation financière de la Commune ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestres et Echevins ;

DECIDE :

Article unique:

De modifier le règlement du 24 janvier 2024 en matière de redevance sur la délivrance de documents administratifs et de le remplacer par le texte suivant :

Article 1

Il sera perçu, aux conditions fixées ci-dessous, une redevance sur la délivrance de certificats et autres documents. La redevance est à charge des personnes ou des institutions auxquelles ces documents sont délivrés sur demande ou d'office par la commune.

Article 2

Les montants de cette redevance sont fixés comme suit :

1. *Carte d'identité belge (CI Belge):*
 - o *Procédure normale : 30,00 EUR*
 - o *Procédure urgente : 140,00 EUR*
 - o *Procédure urgente avec livraison au SPF : 176,90 EUR*
2. *KidsID:*
 - o *Procédure normale : 15,00 EUR*
 - o *Procédure urgente : 140,00 EUR*
 - o *Procédure urgente avec livraison au SPF : 165,50 EUR*
3. *Titre de séjour électroniques:*
 - o *Tarifs identiques à ceux appliqués pour les CI Belges (livraison SPF non disponible).*
4. *Titre de séjours électroniques moins de 12 ans :*
 - o *Tarifs identiques à ceux appliqués pour les KIDS belges. (livraison SPF non disponible).*
5. *Passeport:*
 - o *Procédure normale : 110,00 EUR*
 - o *Procédure urgente : 275,00 EUR*
 - o *Procédure très urgente: 335,00 EUR*
 - o *Procédure normale mineur d'âge: 80,00 EUR*
 - o *Procédure urgente mineur d'âge : 245,00 EUR*
 - o *Procédure très urgente mineur d'âge : 305,00 EUR*
6. *Titre de voyage :*
 - o *Tarifs identiques à ceux appliqués aux passeports.*
7. *Permis de conduire :*
 - o *Tarif: 40,00 EUR*
8. *Permis de conduire international :*
 - o *Tarif: 30,00 EUR*

Article 3:

Les tarifs ci-dessous ne seront pas modifiés et resteront conforme au règlement du 24 janvier 2024 :

1. *Copies certifiées conformes et légalisations de signatures*
 - *Tarif : 5,00 EUR par document*
2. *Photocopies simples de documents administratifs*
 - *Tarif : 0,15 EUR par page Conformément à la loi du 12 novembre 1997 relative à*

la publicité de l'administration dans les provinces et les communes.

3. *Inscriptions après radiation d'office*
 - *Demandes d'inscription aux registres de la population, des étrangers ou au registre d'attente : 30,00 EUR par demande*
4. *Rectifications des registres*
 - *Pour tout changement d'identité (nom, prénom, lieu ou date de naissance) dans les registres de la population, des étrangers ou d'attente : 25,00 EUR par personne*
5. *Documents relatifs au séjour des étrangers*
Délivrance, renouvellement, prorogation ou remplacement de documents en vertu des Arrêtés royaux des 8 octobre 1981 et 15 août 1984 relatifs à l'accès au territoire, au séjour, à l'établissement et à l'éloignement des étrangers : 10,00 EUR par document

Article 4 :

Les droits sont perçus au comptant. Ils sont valablement acquittés par versement au compte courant de l'administration communale de Molenbeek-Saint-Jean ou contre remise d'une quittance. En cas de transaction internationale, les frais d'expédition par la poste et la commission de paiement sont à charge des particuliers et des établissements privés.

Article 5:

Sont exonérés de la redevance :

les documents qui doivent être délivrés gratuitement par l'administration communale en vertu d'une loi, d'un Arrêté royal, d'un décret, d'une ordonnance, d'un arrêté d'exécutif ou d'un règlement de l'autorité ;

les documents délivrés à des personnes indigentes. L'indigence est constatée par toute pièce probante ;

les autorisations relatives à des manifestations religieuses ou politiques ;

les autorisations concernant des activités qui comme telles font déjà l'objet d'une imposition ou d'une redevance au profit de la commune ;

les documents établis en application de la loi du 13 juin 1986 sur le prélèvement et la transplantation d'organes ;

la délivrance de cartes et de pièces d'identité et la modification de documents administratifs à la suite d'une renumérotation ou d'un changement de nom de rue résultant d'une décision ou d'un fait de l'autorité publique ;

les documents qui, en vertu d'une loi, d'un arrêté royal, d'un décret, d'une ordonnance, d'un arrêté d'exécutif ou d'un règlement de l'autorité sont déjà soumis au paiement d'un droit au profit de la commune, exception faite pour les droits revenant d'office aux communes lors de la délivrance de passeports et qui sont prévus par les dispositions légales en matière de taxes Consulaires et de droits de Chancellerie ;

les extraits du registre national destinés aux services de l'Inspection de l'Enseignement ;

les documents délivrés pour emploi et affaires sociales ;

les documents délivrés en matière de logement ;

les documents délivrés en matière de primes.

Article 6:

Ce règlement remplace, à compter de son entrée en vigueur, le règlement établi par décision du Conseil communal du 24 janvier 2024.

Expédition de la présente délibération sera transmise à l'Autorité de Tutelle.

Gemeentebelastingen - Retributie op de afgifte van administratieve documenten - Wijziging.

DE RAAD,

Gelet op artikel 173 van de Grondwet;

Gelet op artikel 117, 1^{ste} alinea van de Nieuwe Gemeentewet;
Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van 20 april 2022 tot vaststelling van het reglement inzake de retributie op de afgifte van administratieve documenten;
Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van 24 januari 2024 tot vaststelling van het reglement inzake de retributie op de afgifte van administratieve documenten;
Gelet op het ministerieel besluit van 15 maart 2013 tot vaststelling van het tarief van de vergoedingen ten laste van de gemeenten voor de uitreiking van de elektronische identiteitskaarten voor Belgen, de elektronische identiteitsdocumenten voor Belgische kinderen onder de twaalf jaar en de elektronische verblijfsdocumenten, afgeleverd aan de vreemdelingen die legaal op het grondgebied van het Rijk verblijven, gewijzigd bij het ministerieel besluit van 28 oktober 2019;
Gelet op het omzendbrief van 1ste oktober 2024 – Nationaal Register - eID : tarief van de vergoedingen ten laste van de gemeenten voor de uitreiking van de elektronische identiteitskaarten en -documenten vanaf 1 januari 2025;
Gelet op het schrijven van 7 December 2023 van Philippe Moreau, Directeur generaal a.i. van de AD Identiteit en Burgerzaken van FOD Binnenlandse Zaken inzake de implementering van de elektronische verblijfsdocumenten voor de vreemdelingen van minder dan 12 jaar;
Gelet op de financiële toestand van de Gemeente;
Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLIST :

Enig artikel :

Het reglement van 24 januari 2024 inzake de retributie op de afgifte van administratieve documenten te wijzigen en te vervangen door:

Artikel 1

Er wordt een retributie ingevorderd, volgens de hieronder vastgestelde voorwaarden, op de afgifte van getuigschriften en andere documenten. De retributie valt ten bezwaar van de personen of andere instellingen aan wie deze documenten door de gemeente op verzoek of ambtshalve worden uitgereikt.

Artikel 2

De bedragen van de retributie worden als volgt vastgesteld:

- 1) *Belge elektronische identiteit (ID Belge) :*
 - *Normale procedure : 30,00 EUR*
 - *Spoed procedure: 140,00 EUR*
 - *Spoed procedure met levering aan de FOD : 176,90 EUR*

- 2) *KidsID:*
 - *Normale procedure : 15,00 EUR*
 - *Spoedprocedure: 140,00 EUR*
 - *Spoed procedure met levering aan de FOD : 165,50 EUR*

- 3) *Elektronische verblijfsdocumenten:*
 - *Tarieven identiek aan die voor Belgische ID's (levering FOD niet beschikbaar).*
- 4) *Elektronische verblijfsdocumenten onder 12 jaar:*
 - *Tarieven identiek aan die voor Kid's ID's (levering FOD niet beschikbaar).*
- 5) *Paspoort :*
 - *Normale procedure : 110,00 EUR*
 - *Spoedprocedure : 275,00 EUR*
 - *Extreme spoed procedure: 335,00 EUR*
 - *Normale procedure minderjarige : 80,00 EUR*
 - *Spoedprocedure minderjarige : 245,00 EUR*
 - *Extreme spoed procedure minderjarige : 305,00 EUR*

- 6) *Reisdocument :*
 - *Tarieven identiek aan die voor Passport*
- 7) *Rijbewijs:*
 - *Tarief : 40,00 EUR*
- 8) *Internationale rijbewijs:*
 - *Tarief: 30,00 EUR*

Artikel 3

De tarieven hieronder zullen niet veranderd en blijven in overeenstemming met de reglement van 24 januari 2024:

1. *Afgifte van afschriften voor eensluidend verklaard, wetgevingen, ambtshalve afgeleverd of op aanvraag:*
 - *Tarief : 5,00 EUR per document*
2. *De gewone afschriften van administratieve documenten :*
 - *Tarief : 0,15 EUR per bladzijde*

Afgeleverd krachtens de wet van 12 november 1997 betreffende de openbaarheid van het bestuur in de provincies en gemeenten.

3. *Aanvragen tot inschrijving na ambtswege schrapping:*
 - *Aanvragen tot inschrijvingen in de bevolkings en vreemdelingenregisters en in het wachtregister na een van ambtswege schrapping: 30,00 EUR per aanvraag*
4. *Aanvragen tot wijziging van registers :*
 - *voor de verbeteringen (naam, voornaam, geboorteplaats en datum) van de bevolkings- en vreemdelingenregisters bij iedere identiteitsverandering: 25,00 EUR per persoon*
5. *Documenten met betrekking tot het verblijf van vreemdelingen:*
 - *Afgifte, vernieuwing, verlenging of vervanging van documenten krachtens de Koninklijke Besluiten van 8 oktober 1981 en 15 augustus 1984 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen: 10,00 EUR per document.*

Artikel 4

De retributie wordt contant ingevorderd. Ze is rechtens betaald per storting op de rekening-courant van het gemeentebestuur van Sint-Jans-Molenbeek of tegen afgifte van een kwitantie.

In geval van een internationale transactie, zijn de verzendkosten en het commissieloon ten laste van de particulieren en de privé-instellingen.

Artikel 5

Zijn van de retributie vrijgesteld:

- *de documenten die krachtens een wet, een koninklijk besluit, een decreet, een verordening, een besluit van de executief of een overheidsverordening kosteloos door het gemeentebestuur dienen te worden afgegeven;*
- *de documenten die aan behoeftige personen worden afgeleverd. De behoefte wordt vastgesteld door elk overtuigend bewijsstuk;*
- *de machtigingen met betrekking tot godsdienstige of politieke manifestaties;*
- *de machtigingen met betrekking tot activiteiten die als dusdanig reeds het voorwerp uitmaken van de heffing van een belasting of retributie ten behoeve van de gemeente;*
- *de documenten vastgesteld bij de wet van 13 juni 1986 op het wegnemen en transplanteren van organen;*
- *de afgifte van identiteitskaarten en identiteitsstukken en de wijziging van administratieve documenten tengevolge van een hernummering of een wijziging van de naam van een straat die het gevolg zijn van een beslissing of een daad van de overheid;*
- *de documenten welke krachtens een wet, een Koninklijk besluit, een Decreet, een Verordening, een besluit van de Executief of een overheidsverordening, reeds aan de betaling van een recht ten behoeve der gemeente onderworpen zijn, met uitzondering voor de rechten welke, met het afgeven van paspoorten aan de gemeente ambtshalve toekomen en waarvan in de wettelijke inrichtingen betreffende de consulaire belastingen en kanselarijrechten sprake is;*
- *de uittreksels uit de Rijksregister bestemd voor de diensten van de Onderwijsinspectie.*
- *documenten afgeleverd voor tewerkstelling en sociale zaken;*

- documenten afgeleverd betreffende huisvesting;
- documenten afgeleverd betreffende premies.

Artikel 6

Huidig reglement vervangt, vanaf zijn inwerkingtreding, het reglement gevestigd door beslissing van de Gemeenteraad van 24 januari 2024.

Verzending van de onderhavige beraadslaging zal aan de Toezichthoudende Overheid overgemaakt worden.

14 **Secrétariat communal - VIA asbl - Renouvellement des mandats - Désignation des représentants de la Commune de Molenbeek-Saint-Jean au sein de l'Assemblée Générale de VIA - Législature 2024-2030.**

LE CONSEIL,

Vu la délibération du conseil communal du 23/04/2025 ci-jointe :

Vu la délibération du 1 décembre 2024 par laquelle il a été procédé à l'installation du Conseil Communal issu des élections du 13 octobre 2024 et à l'élection des Echevins ;

Considérant qu'il y a lieu de désigner les représentants de la Commune de Molenbeek-Saint-Jean dans certains organismes et intercommunales dont elle fait partie ;

Vu la convention de partenariat entre l'asbl Via, sise rue Kessels 14 bte 8 à 1030 Bruxelles – n° d'entreprise 0632.613.412 et la Commune de Molenbeek-Saint-Jean, rue Comte de Flandre 20 à 1080 Bruxelles Molenbeek, il y a lieu de désigner les représentants de la Commune de Molenbeek-Saint-Jean au sein de l'Assemblée Générale de VIA en application de la clé D'Hondt pour la répartition des mandats ;

DECIDE AU SCRUTIN SECRET :

Article unique :

*De désigner 7 représentants de la majorité dont 3 personnes du groupe politique PS-VOORUIT et 3 personnes du groupe politique PTB*PVDA et 1 personne du groupe politique MAMA pour l'Assemblée Générale de l'asbl « VIA », sise rue Kessels 14 Boîte 8 à 1030 Bruxelles:*

- 1. Eddy DE WINTER (proposé par le PS-VOORUIT), avec 27 votes positifs, 6 votes négatifs et 1 abstention ;*
- 2. Ayten ONDEROGLU (proposé par le PS-VOORUIT), avec 29 votes positifs, 3 votes négatifs et aucune abstention ;*
- 3. Sarah HOUSNI (proposée par le PS-VOORUIT), avec 30 votes positifs, 5 votes négatifs et aucune abstention ;*
- 4. Paulette PIQUARD (proposée par le PS-VOORUIT), avec 28 votes positifs, 5 votes négatifs et 1 abstention ;*
- 5. Oumar DIALLO (proposé par le PTB), avec 32 votes positifs, 1 vote négatif et aucune abstention ;*
- 6. Chris DEPREDOMME (proposée par le PTB), avec 31 votes positifs, 2 votes négatifs et aucune abstention ;*
- 7. Nathalie RASSON (proposée par le PTB), avec 32 votes positifs, 1 vote négatif et aucune abstention ;*
- 8. Ahmed EL KHANNOUSS (proposé par MAMA), avec 32 votes positifs, 3 votes négatifs et aucune abstention ;*

Considérant que quatre représentants du groupe politique PS VOORUIT ont été désignés alors qu'il y avait lieu d'en désigner trois ;

Considérant que deux représentants de l'opposition doivent encore être désignés, un pour le groupe MR OPEN VLD et un pour le groupe TFA ;

DÉCIDE :

Article 1 :

De retirer la désignation de

Article 2 :

De désigner 2 représentants de l'opposition dont 1 personne du groupe politique MR OPEN VLD et 1 personne du groupe politique TFA à l'Assemblée Générale de l'asbl « VIA », sise rue Kessels 14 Boîte 8 à 1030 Bruxelles:

- 1. Manuel SCHNEIDER (proposé par le MR OPEN VLD), avec .. votes positifs, .. votes négatifs et .. abstention ;*
- 2. Mohamed ARABI (proposé par TFA), avec .. votes positifs, .. votes négatifs et .. abstention.*

| Gemeentelijk secretariaat - VIA vzw - Vernieuwing van de mandaten - Aanduiding van de vertegenwoordigers van de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek voor de Algemene Vergadering van

VIA - Legislatuur 2024-2030.

DE RAAD,

Gezien het bijgevoegde besluit van de gemeenteraad van 23 april 2025 :

Gelet op de beraadslaging van 1 december 2024 waarbij de Gemeenteraad voortvloeiend uit de verkiezingen van 13 oktober 2024 werd geïnstalleerd en de Schepenen werden verkozen;

Overwegende dat het noodzakelijk is de vertegenwoordigers van de gemeente Sint-Jans-Molenbeek te benoemen in bepaalde organisaties en intercommunales waarvan zij lid is;

Gelet op de partnerschapsovereenkomst tussen de vzw Via, gevestigd te 1030 Brussel, Kesselsstraat 14 bus 8 - ondernemingsnummer 0632. 613.412 en de gemeente Sint-Jans-Molenbeek, Graaf van Vlaanderenstraat 20, 1080 Molenbeek, is het noodzakelijk om de vertegenwoordigers van de gemeente Sint-Jans-Molenbeek te benoemen in de Algemene Vergadering van Via, in toepassing van de sleutel van D'Hondt voor de verdeling van de mandaten;

BESLUIT BIJ GEHEIME STEMMING :

Enig artikel :

*7 vertegenwoordigers van de meerderheid, waaronder 3 personen van de fractie PS-VOORUIT en 3 personen van de fractie PTB*PVDA en 1 persoon van de fractie MAMA, te benoemen in de Algemene Vergadering van de VZW "VIA", gevestigd te Kesselsstraat 14 Bus 8, 1030 Brussel:*

- 1. Eddy DE WINTER (voorgedragen door de PS-VOORUIT), met 27 stemmen voor, 6 tegen en 1 onthouding;*
- 2. Ayten ONDEROGLU (voorgedragen door de PS-VOORUIT), met 29 stemmen voor, 3 tegen en geen onthoudingen;*
- 3. Sarah HOUSNI (voorgedragen door de PS-VOORUIT), met 30 stemmen voor, 5 tegen en geen onthoudingen;*
- 4. Paulette PIQUARD (voorgedragen door de PS-VOORUIT), met 28 stemmen voor, 5 tegen en 1 onthouding;*
- 5. Oumar DIALLO (voorgedragen door de PTB), met 32 stemmen voor, 1 stem tegen en geen onthoudingen;*
- 6. Chris DEPREDOMME (voorgedragen door de PTB), met 31 stemmen voor, 2 tegen en geen onthoudingen;*
- 7. Nathalie RASSON (voorgedragen door het PTB), met 32 stemmen voor, 1 stem tegen en geen onthoudingen;*
- 8. Ahmed EL KHANNOUSS (voorgedragen door MAMA), met 32 stemmen voor, 3 tegen en geen onthoudingen;*

Overwegende dat vier vertegenwoordigers van de PS VOORUIT-fractie werden benoemd, terwijl er drie hadden moeten worden benoemd ;Overwegende dat er nog twee vertegenwoordigers van de oppositie moeten worden benoemd, één voor de MR OPEN VLD-fractie en één voor de TFA-fractie;

BESLUIT :

Artikel 1 :De kandidatuur van ... intrekken.Artikel 2: Twee vertegenwoordigers van de oppositie, waaronder één van de fractie MR OPEN VLD en één van de fractie TFA, benoemen tot lid van de Algemene Vergadering van de vzw "VIA", gevestigd te Kesselsstraat 14, bus 8, 1030 Brussel:

1. Manuel SCHNEIDER (voorgedragen door MR OPEN VLD), met ... stemmen voor, ... stemmen tegen en ... onthoudingen;
2. Mohamed ARABI (voorgedragen door TFA), met ... stemmen voor, ... stemmen tegen en ... onthoudingen.

15 RH - Règlement de travail - Règlement des secrétaires d'écoles francophones - Modification.

LE CONSEIL

Vu les dispositions du Règlement de travail relatives aux secrétariats des écoles communales francophones;

Vu la délibération du 29/05/2024 par laquelle le Conseil communal décide de modifier le Règlement de travail comme suit, pour les secrétaires d'école : les congés devront prioritairement être pris durant les vacances scolaires, et en dehors de la semaine (soit 5 jours ouvrables) qui précède la rentrée scolaire et en dehors des 2 jours ouvrables qui suivent la fin d'année scolaire;

Considérant que les secrétaires d'école ont émis le souhait, lors d'une réunion en date du 11/04/2025 avec la Drh et le service de l'instruction publique d'apporter des modifications aux dispositions de leurs règlements;

Considérant que la demande a été examinée et a été approuvée par le responsable;

Considérant qu'un meilleur suivi des prestations sera possible;

Considérant qu'une évaluation sera faite après une période d'une année scolaire;

Vu le protocole 521;

DECIDE :

Article unique :

de modifier le règlement de travail du personnel administratif des écoles communales francophones comme suit :

Horaire de travail : départ pendant les plages fixes

3 jours de congés compensatoires peuvent être fractionnés en heures. Ces heures sont à prendre à la convenance de l'agent, moyennant l'accord du responsable hiérarchique et selon les possibilités du service.

Départ possible pendant la plage fixe (CC-HS) sur base du 1^{er} pointage de la journée selon les mêmes dispositions qu'un horaire fixe qui se réfère également à l'annexe concernant le temps de travail (Annexe 2 – article 8 ainsi que l'ANNEXE 2 – article 79 – temps de travail)

« ANNEXE 2- Article 8- Congés pour personnel en horaire fixe Le demi-jour de congé, pour les personnes prestant un horaire fixe, correspond à une demi-journée effective de prestation, soit 3h45. L'agent prendra ses dispositions afin de ne pas perturber l'organisation du service et veillera à quitter son poste par ses propres moyens »

« l'ANNEXE 2 – article 79 – temps de travail : Les autres dispositions relatives au temps de travail (par exemple, plages variables et plages fixes, pointeuse, horaire flexible, ...) sont définies à d'autres endroits du règlement de travail et peuvent différer d'un service à l'autre. »

Prestations supplémentaires :

Les prestations supplémentaires, au-delà de l'horaire normal ne sont autorisées qu'avec accord préalable.

- 1) Compensation en Congé Compensatoire, des prestations supplémentaires effectuées en semaine et au-delà de l'horaire normal de 37h30, ainsi que les dispenses de service octroyées aux autres membres du personnel communal.

En effet, vu les rythmes scolaires et l'impossibilité pour les secrétaires de récupérer les « bonis pointeuse », dans les délais impartis au personnel communal, il a été convenu qu'une fois par semaine, les heures accumulées au-delà de l'horaire de 37h30 seraient envoyées, sous forme de print screen, au GRH et converties en CC.

- 2) Compensation en Heures supplémentaires, pour les prestations supplémentaires effectuées, lors des événements, ou le week-end : comme repris dans le statut pécuniaire

(les prestations supplémentaires entre 18h et 20h sont compensées à 125% - et à 150 % jusqu'à 20h le samedi)

Les heures supplémentaires sont à introduire, comme actuellement, via la feuille de « prestations supplémentaires ». Ces heures, vu les rythmes scolaires, restent valables également jusqu'au 31 mars de l'année qui suit.

Prestations hebdomadaires :

Retour aux prestations hebdomadaires de 37h30' pour toute l'année, à partir du 01/09/2025.

lundi au vendredi :

- 7h00 – 8h15 (plage mobile)
- 8h15-12h00 (plage fixe)
- 12h00 – 13h30 (plage mobile) (minimum pause de midi de 30min)
- 13h30-15h30 (plage fixe)
- 15h30 – 17h00 (plage mobile)

Le mercredi, possibilité d'avoir une fin de service après avoir prester 6 heures consécutives (minimum). (par exemple : de 7h à 13h)

Les congés devront être pris prioritairement durant les vacances scolaires, :

-en dehors des 2 jours ouvrables qui suivent la fin d'année scolaire. Cette présence pourra se faire en

télétravail, (1) l'accord (informel) de la direction ; 2° l'accord du N+1) si les circonstances le permettent (p.ex si une réunion d'équipe a lieu à l'école, le TT ne pourra pas avoir lieu)
(Pour cette période, le jour de télétravail pourra être suivi directement par un jour de congé)
-en dehors des 3 jours ouvrables qui précèdent la rentrée scolaire

RH - Arbeidsreglement- Reglement voor de secretariaten van de franstalige scholen - wijziging.

DE RAAD

Gelet op de bepalingen van het arbeidsreglement met betrekking tot de secretariaten van de Franstalige gemeentescholen;

Gelet op de beraadslaging van 29/05/2024 waarbij de Gemeenteraad besliste het arbeidsreglement als volgt te wijzigen, voor de schoolsecretarissen : Er zal voorrang worden gegeven aan het opnemen van verlof tijdens de schoolvakanties en buiten de week (d.w.z. 5 werkdagen) voorafgaand aan het begin van het schooljaar en buiten de 2 werkdagen volgend op het einde van het schooljaar;

Overwegende dat de schoolsecretarissen tijdens een vergadering op 11/04/2025 met de Drh en het Departement Onderwijs de wens hebben geuit om wijzigingen aan te brengen in de bepalingen van hun reglement;

Overwegende dat het verzoek is onderzocht en goedgekeurd door de verantwoordelijke;

Overwegende dat het mogelijk zal zijn om de opvolging van de diensten te verbeteren;

Overwegende dat een evaluatie zal worden uitgevoerd na een periode van één schooljaar;

Gezien het protocol 521;

BESLUIT :

enig artikel

de arbeidsregeling voor het administratief personeel van de Franstalige gemeentescholen als volgt te wijzigen:

Werktijden: vertrek tijdens vaste perioden

3 dagen compensatieverlof kunnen worden opgesplitst in uren. Deze uren worden opgenomen wanneer het personeelslid uitkomt, na akkoord van de hiërarchische overste en afhankelijk van de mogelijkheden van de dienst.

Vertrek is mogelijk tijdens de vaste uren (bv-ou) op basis van de eerste inklok van de dag, volgens dezelfde bepalingen als voor de vaste uren, die ook verwijzen naar de bijlage betreffende de arbeidsduur (Bijlage 2 - artikel 8 en bijlage 2 - artikel 79 - arbeidsduur)

"bijlage 2- Artikel 8 - Verlof voor personeel op vaste uren De halve verlofdag voor personeel op vaste uren stemt overeen met een werkelijke halve werkdag, namelijk 3 uur 45 minuten. Het personeel neemt maatregelen om de organisatie van de dienst niet te verstoren en zorgt ervoor dat zij hun post op eigen gelegenheid verlaten."

"BIJLAGE 2 - Artikel 79 - Arbeidstijd: Andere bepalingen in verband met arbeidstijd (bv. variabele en vaste diensten, prikklokken, flexibele werktijden, ...) worden elders in het arbeidsreglement gedefinieerd en kunnen van dienst tot dienst verschillen.

Overuren:

Overuren zijn alleen toegestaan met voorafgaande toestemming.

1) Compensatie in de vorm van compenserend verlof voor extra werk verricht tijdens de week en boven de normale werkweek van 37,30 uur, evenals voor vrijstellingen van dienst verleend aan andere leden van het gemeentepersoneel.

Met het oog op het schoolrooster en het feit dat het voor secretarissen onmogelijk is om "tjdkloktoeslagen" binnen de voor gemeentepersoneel vastgestelde termijnen terug te vorderen, werd overeengekomen dat eenmaal per week de geaccumuleerde uren boven de werkweek van 37,30 uur in de vorm van een printscreen naar HRM zouden worden gestuurd en in CC zouden worden omgezet.

2) Overwerkcompensatie voor extra gewerkte uren tijdens evenementen of in het weekend: zoals vastgelegd in het salarisreglement

(overuren tussen 18.00 en 20.00 uur worden gecompenseerd tegen 125% - en tegen 150% tot 20.00 uur op zaterdag)

Overuren moeten, zoals nu, worden ingevuld op het formulier “extra uren”. Met het oog op het schoolritme blijven deze uren ook geldig tot 31 maart van het volgende jaar.

Wekelijkse werktijden:

Vanaf 01/09/2025 wordt de werkweek 37,5 uur voor het hele jaar.

Maandag tot vrijdag:

- 7.00 - 8.15 uur (mobiele werktijden)

- 8.15 - 12.00 uur (vaste werktijden)

- 12.00 - 13.30 uur (mobiele werktijden) (minimum 30 minuten lunchpauze)

- 13.30 - 15.30 uur (vaste werktijden)

- 15.30 - 17.00 uur (mobiele werktijden)

Op woensdag is het mogelijk om de dienst te beëindigen na minimaal 6 uur aaneengesloten te hebben gewerkt. (bijvoorbeeld: van 7.00 tot 13.00 uur)

Het opnemen van verlof moet bij voorkeur tijdens schoolvakanties gebeuren:

-buiten de 2 werkdagen na het einde van het schooljaar. Deze aanwezigheid kan worden bereikt door telewerken, 1) met het (informele) akkoord van de directie; 2° met het akkoord van de N+1) als de omstandigheden het toelaten (bijv. als er een teamvergadering op school plaatsvindt, kan de TT niet doorgaan)

(Voor deze periode kan de telewerkdag direct gevolgd worden door een vrije dag)

- buiten de 3 werkdagen voorafgaand aan het begin van het nieuwe schooljaar

16 **Secrétariat communal - WePulse - Version personnalisée du Cadre particulier pour le domaine Finance.**

Gemeentelijk secretariaat - We Pulse - Persoonlijke versie van het Specifiek kader met betrekking tot het domein Financiën.

17 **Informatique - Adhésion à la central de marché PARADIGM relatif à la fourniture de licences logiciels Sales Force en mode cloud sans obligation d'achat**

LE CONSEIL

Vu l'article 117 de la Nouvelle loi communale ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'article 2, 6° de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics permettant à une centrale de marchés, pouvoir adjudicateur, de passer des marchés de travaux, de fournitures et de services destinés à des pouvoirs adjudicateurs ;

Vu l'article 47 §2 de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics prévoyant qu'un pouvoir adjudicateur recourant à une centrale de marchés est dispensé d'organiser lui-même une procédure de passation ;

Vu l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles Capitale ;

Considérant que Paradigm (anciennement CIRB) est l'organisme d'intérêt public acteur de la transformation numérique en Région de Bruxelles Capitale, qu'il agit en tant qu'orchestrateur des capacités numériques en développant plus de cohérence, de mutualisation et de transversalité, tout en accélérant la transition au bénéfice de tous;

Considérant qu'une centrale de marchés portant la référence CSC2022-028 – Sales Force a été établie

par PARADIGM relatif à la fourniture de licences logiciels Sales Force en mode cloud ;

DECIDE :

Article 1 :

D'adhérer à la centrale de marchés de PARADIGM relatif à la fourniture de licences logiciels Sales Force en mode cloud sans obligation d'achat.

Article 2 :

De transmettre cette délibération en double exemplaire à l'autorité de tutelle en vue de l'exercice de la tutelle générale.

Informatica - Toetreding tot de opdrachtcentrale van PARADIGM betreffende de levering van Sales Force-softwarelicenties in Cloud modus, zonder aankoopverplichting

DE RAAD,

Gelet op artikel 117 van de Nieuwe gemeentewet;

Gelet op het Koninklijk Besluit dd. 18 april 2017 betreffende de overheidsopdrachten in de klassieke sectoren en zijn latere wijzigingen;

Gelet op het Koninklijk Besluit dd. 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en zijn latere wijzigingen;

Gelet op artikel 2, 6° van de wet van 17 juni 2016 betreffende de overheidsopdrachten die het mogelijk maakt dat een opdrachtcentrale, aanbestedende overheid, opdrachten van werken, leveringen en diensten plaatst, bestemd voor aanbestedende overheden;

Gelet op artikel 47 §2 van de wet van 17 juni 2016 betreffende de overheidsopdrachten, dat bepaalt dat een aanbestedende overheid die een beroep doet op een opdrachtcentrale vrijgesteld is van de verplichting om zelf een gunningsprocedure te organiseren;

Gelet op artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Overwegende dat Paradigm (voorheen CIBG) de instelling is van openbaar nut die verantwoordelijk is voor de digitalisering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest; dat in die hoedanigheid treedt het op als coördinator van digitale vaardigheden door coherentie, bundeling en transversaal handelen te bevorderen en de (digitale) transitie ten voordele van iedereen te versnellen;

Overwegende dat PARADIGM een opdrachtcentrale met referentie CSC2022-028 – Sales Force betreffende de levering van Sales Force-softwarelicenties in clou modus;

BESLUIT :

Artikel 1 :

Om toe te treden tot de opdrachtcentrale van PARADIGM betreffende de levering van Sales Force-softwarelicenties in Cloud modus, zonder aankoopverplichting

Artikel 2 :

Deze beraadslaging in tweevoud met het oog op de uitoefening van het algemeen toezicht aan de toezichthoudende overheid over te maken.

18 Développement Durable - Biodiversité - Suppression de la prime pour les citernes à eau de pluie.

LE CONSEIL,

Vu la décision du Conseil communal du 18 décembre 2008 approuvant un règlement communal instaurant une prime à l'installation, à la réparation et au remplacement d'un système de récupération d'eau de pluie, dans lequel il est précisé que la prime ne peut excéder un montant de 500 Euro et que la constitution d'un dossier circonstancié, ainsi que qu'une visite de contrôle par Vivaqua sont

exigés ;

Considérant que la visite de contrôle par Vivaqua était gratuite en 2008, lors de la mise en place de cette prime, mais est dorénavant payante, pour un montant minimum de 180 Euro ;

Considérant que la plupart des dossiers soumis à notre administration témoignent de frais de réhabilitation de citernes à eau de pluie pour des montants de 6.000 à 8.000 Euro ;

Considérant dès lors que l'habitant ne pourra bénéficier d'une prime effective que de 320 Euro maximum et que plusieurs bénéficiaires déplorent que la constitution d'un dossier circonstancié, ainsi que qu'une visite de contrôle par Vivaqua soient exigés pour un montant minime par rapport aux frais engagés ;

Considérant les mesures d'économie de dépenses mises en place pour l'administration communale ;

DECIDE:

Article unique

De mettre fin à la possibilité pour les habitants de bénéficier d'une prime à l'installation, à la réparation et au remplacement d'un système de récupération d'eau de pluie.

Expédition de la présente délibération sera transmise à l'Autorité de tutelle conformément à l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative des communes de la Région de Bruxelles-Capitale.

Duurzame ontwikkeling - Biodiversiteit - Afschaffing van de premie voor regenwatertanks.

DE RAAD,

Gelet op het besluit van de gemeenteraad van 18 december 2008, waarbij een gemeentelijke verordening tot instelling van een subsidie voor de installatie, reparatie en vervanging van een regenwateropvangsysteem werd goedgekeurd, waarin is bepaald dat de subsidie niet hoger mag zijn dan € 500 en dat het opstellen van een gedetailleerde aanvraag en een inspectie door Vivaqua vereist zijn;

Overwegende dat de inspectie door Vivaqua in 2008, toen deze subsidie werd ingevoerd, gratis was, maar nu onderworpen is aan een vergoeding van minimaal € 180;

Overwegende dat de meeste bij onze administratie ingediende aanvragen betrekking hebben op kosten voor de renovatie van regenwatertanks in de orde van grootte van € 6.000 tot € 8.000;

Overwegende dat de inwoner daardoor slechts een effectieve bonus van maximaal € 330 kan ontvangen, en dat verschillende begunstigen het betreuren dat het opstellen van een gedetailleerde aanvraag en een inspectie door Vivaqua vereist zijn voor een minimaal bedrag in vergelijking met de gemaakte kosten;

Overwegende de kostenbesparende maatregelen die voor het gemeentebestuur zijn genomen;

BESLUIT:

Enkel artikel

Om een einde te maken aan de mogelijkheid voor inwoners om te profiteren van een premie voor de installatie, reparatie of vervanging van een regenwateropvangsysteem.

Verzending van de huidige beraadslaging zal doorgegeven worden aan de voorgedijoverheid in overeenstemming met de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

3 annexes / 3 bijlagen

Motivation de la décision - Redenen voor het besluit.pdf, 2008 CC prime eau de pluie - regenwater premie 2008.pdf, Reglement 2008.pdf

19 **Marchés publics - Marché public de travaux relatif au remplacement d'ascenseurs dans des bâtiments communaux - Procédure négociée directe avec publication préalable - Approbation des conditions, du mode de passation, du métré et du cahier des charges technique et administratif 25.072.**

Le Conseil,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment l'article 234, §1;

Vu l'arrêté royal du 15 avril 2018 modifiant plusieurs arrêtés royaux relatifs aux marchés publics et aux concessions, et adaptant un seuil dans la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures, de services et de concessions ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 41, §1, 2°, permettant le recours à une procédure négociée directe avec publication préalable pour les marchés de travaux dont le montant estimé est inférieur à 750.000 EUR HTVA ;

Considérant que certains ascenseurs installés dans divers bâtiments de l'administration communale de Molenbeek-Saint-Jean sont défectueux et doivent être remplacés ;

Vu le cahier des charges n° 25.072 pour le marché relatif au remplacement d'ascenseurs dans des bâtiments communaux, établi par le Service des Marchés Publics en collaboration avec le Service des Propriétés Communales ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée directe avec publication préalable, conformément à l'article 41 de la loi du 17 juin 2016 ;

Considérant qu'il convient d'approuver les documents du marché, à savoir le cahier des charges ainsi que les annexes ;

Considérant que le montant estimé du marché s'élève à 200.000,00 EUR HTVA;

Considérant que les crédits nécessaires à cette dépense sont prévus au budget extraordinaire de l'exercice 2025, aux articles budgétaires 7640/724/60, 7626/724/60 et 9220/724/60, sous réserve de l'approbation du budget communal 2025 par le Conseil communal et l'autorité de tutelle, et seront financés par emprunts ;

DÉCIDE :

Article 1er

D'approuver les documents du marché, à savoir le cahier des charges, ainsi que les annexes, établis par le Service des Marchés Publics en collaboration avec le Service des Propriétés Communales, pour le marché relatif au remplacement d'ascenseurs dans des bâtiments communaux.

Article 2

De lancer le marché relatif au remplacement d'ascenseurs dans des bâtiments communaux via la procédure

négociée directe avec publication préalable, conformément à l'article 41 de la loi du 17 juin 2016.

Article 3

D'approuver la dépense estimée à 200.000,00 EUR HTVA, financée par emprunts.

Overheidsopdracht voor werken betreffende de vervanging van liften in gemeentelijke gebouwen – Vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking – Goedkeuring van de voorwaarden, de gunningswijze, de meetstaat en van het administratief en technisch bestek 25.072.

De Raad,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, in het bijzonder artikel 234, §1;

Gelet op het koninklijk besluit van 15 april 2018 tot wijziging van verschillende koninklijke besluiten inzake overheidsopdrachten en concessies, en tot aanpassing van een drempel in de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde werken, leveringen, diensten en concessies ;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 betreffende overheidsopdrachten, meer bepaald artikel 41, §1, 2°, dat het gebruik van een vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking toestaat voor opdrachten voor werken met een geraamde waarde van minder dan 750.000 EUR exclusief BTW ;

Overwegende dat sommige liften in verschillende gebouwen van het gemeentebestuur van Sint-Jans-Molenbeek defect zijn en vervangen moeten worden;

Gezien het bestek nr. 25.072 betreffende de vervanging van liften in gemeentelijke gebouwen, opgesteld door de dienst Overheidsopdrachten in samenwerking met de dienst Gemeentelijke Eigendommen ;

Overwegende dat wordt voorgesteld om de opdracht te gunnen via een vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking, overeenkomstig artikel 41 van de wet van 17 juni 2016 ;

Overwegende dat het noodzakelijk is de opdrachtdocumenten goed te keuren, met name het bestek en de bijlagen ;

Overwegende dat het geraamde bedrag van de opdracht 200.000,00 EUR exclusief btw bedraagt;

Overwegende dat de nodige kredieten voor deze uitgave zijn opgenomen in de buitengewone begroting van het dienstjaar 2025, onder de begrotingsartikelen 7640/724/60, 7626/724/60 en 9220/724/60, onder voorbehoud van goedkeuring van de gemeentebegroting 2025 door de Gemeenteraad en de toezichthoudende overheid, en gefinancierd zullen worden door leningsgeld ;

BESLUIT :

Artikel 1

De opdrachtdocumenten goed te keuren, namelijk het bestek en de bijlagen, opgesteld door de dienst Overheidsopdrachten in samenwerking met de dienst Gemeentelijke Eigendommen, voor de overheidsopdracht betreffende de vervanging van liften in gemeentelijke gebouwen;

Artikel 2

De opdracht betreffende de vervanging van liften in gemeentelijke gebouwen te lanceren via de vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking, overeenkomstig artikel 41 van de wet van 17 juni 2016.

Artikel 3

De uitgave, geraamd op 200.000,00 EUR exclusief btw, gefinancierd door leningsgeld, goed te keuren.

3 annexes / 3 bijlagen

CDC PNDAP_TECH_Travaux_FR.pdf, inventaire_Estimatif.pdf, inventaire_Recap.pdf

20 **Marchés publics - Marché de travaux en ce qui concerne la réparation de toitures pour une durée d'un an reconductible 3 fois – CDC 60.001 - Approbation des documents et des conditions du marché ainsi que du mode de passation.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment l'article 234 §1;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques;

Considérant que ce marché a pour objet la réparation de toitures pour une durée d'un an reconductible 3 fois;

Considérant qu'il y a donc lieu de lancer un marché de travaux (marché à bordereau de prix) pour ce faire;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève, avec les 3 reconductions, à 640.000,00 EUR HTVA;

Considérant que les crédits permettant cette dépense sont inscrits au budget extraordinaire de l'exercice 2025 aux articles 9220/724/60 et 0000/724/60, financés par emprunts, sous réserve d'approbation du budget 2025 par le Conseil communal et l'autorité de tutelle ;

Considérant que les crédits pour les années suivantes seront inscrits aux mêmes articles budgétaires, sous réserve d'approbation du budget communal pour ces années par le Conseil communal et l'autorité de tutelle;

Considérant que conformément à l'article 41 de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, une procédure négociée directe avec publication préalable est autorisée;

Prend connaissance des documents du marché, à savoir du cahier des charges et ses annexes établis à cet effet par le service des Marchés Publics en collaboration avec le service des Propriétés communales ;

DECIDE:

Article 1er

d'approuver le cahier des charges CDC 60.001 et ses annexes pour le marché de travaux relatif à la réparation de toitures pour une durée d'un an reconductible 3 fois, établis par le service des Marchés publics en collaboration avec le service des Propriétés communales, et d'approuver le montant estimé qui s'élève à 640.000,00 EUR HTVA pour les 4 années, financé par emprunts.

Article 2

de passer le marché par la procédure négociée directe avec publication préalable conformément à l'article 41 de la Loi du 17 juin 2016.

Overheidsopdracht voor werken betreffende de herstelling van daken voor een duurtijd van 1 jaar, 3 keer verlengbaar - Bestek 60.001 - Goedkeuring van de documenten en van de voorwaarden van de opdracht evenals van de gunningswijze.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, in het bijzonder artikel 234, §1;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 betreffende overheidsopdrachten;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 houdende de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren ;

Overwegende dat deze overheidsopdracht als voorwerp heeft de herstelling van daken voor een periode van één jaar, drie keer verlengbaar;

Overwegende dat er bijgevolg een opdracht voor werken (opdracht tegen prijslijst) moet worden uitgeschreven;

Overwegende dat het geraamde bedrag van deze opdracht 640.000,00 EUR exclusief btw bedraagt;

Overwegende dat de kredieten voor deze uitgave ingeschreven zijn in de buitengewone begroting van het dienstjaar 2025 onder de artikelen 9220/724/60 en 0000/724/60, gefinancierd door leningsgelden, onder voorbehoud van goedkeuring van de begroting 2025 door de Gemeenteraad en de Voogdij ;

Overwegende dat de kredieten voor de volgende jaren zullen voorzien worden onder dezelfde begrotingsartikelen, onder voorbehoud van goedkeuring van de gemeentebegroting voor die jaren door de Gemeenteraad en de voogdij;

Overwegende dat krachtens artikel 41 van de wet van 17 juni 2016 betreffende overheidsopdrachten, een vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking is toegestaan;

Neemt kennis van de opdrachtdocumenten, namelijk het bestek en de bijlagen, opgesteld door de dienst Overheidsopdrachten in samenwerking met de dienst Gemeentelijke Eigendommen;

BESLUIT:

Artikel 1:

Het bestek 60.001 en de bijlagen voor de opdracht van werken met betrekking tot "de herstelling van daken voor een periode van één jaar, drie keer verlengbaar", opgesteld door de dienst Overheidsopdrachten in samenwerking met de dienst Gemeentelijke Eigendommen, en de schatting voor een bedrag van 640.000,00 EUR exclusief btw voor de vier jaar, gefinancierd door leningsgelden, goed te keuren.

Artikel 2:

De opdracht te gunnen via een vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking overeenkomstig artikel 41 van de wet van 17 juni 2016.

21 **Marchés Publics - Marché public de travaux relatif à la remise en état de logements communaux situés sur le territoire de la Commune de Molenbeek-Saint-Jean - CDC 25.009 - Approbation de la modification du cahier des charges.**

LE CONSEIL,

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics ;
Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques ;
Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics ;
Considérant que le Conseil communal a approuvé en date du 21.05.2025 les documents du marché, à savoir le cahier des charges et ses annexes établis à cet effet par le Département Infrastructures et Développement Urbain en collaboration avec le service des Propriétés communales ;
Considérant qu'il y a lieu de modifier l'agrégation (classe) requise pour ce marché sur base de la jurisprudence du Conseil d'Etat (arrêt n° 230.653 du 25 mars 2015) ;
Vu l'article 234, §1 de la Nouvelle loi communale;

DECIDE :

Article unique :

D'approuver la modification du cahier des charges, à savoir le changement de classe.

Overheidsopdracht voor werken betreffende de opknapping van gemeentelijke woningen gelegen op het grondgebied van de gemeente Sint-Jans-Molenbeek - Bestek 25.009 - Goedkeuring van de wijziging van het lastenboek.

DE RAAD,

Gezien de wet van 17 juni 2016 betreffende overheidsopdrachten;
Gezien het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren;
Gezien het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken;
Overwegende dat de Gemeenteraad op 21.05.2025 de opdrachtdocumenten heeft goedgekeurd, namelijk het bestek en de bijlagen die daartoe zijn opgesteld door het departement Infrastructuur en Stadsontwikkeling in samenwerking met de dienst Gemeentelijke Eigendommen;
Overwegende dat de voor deze opdracht vereiste erkenning (klasse) moet worden gewijzigd op basis van de rechtspraak van de Raad van State (arrest nr. 230.653 van 25 maart 2015);
Gezien artikel 234, § 1 van de Nieuwe Gemeentewet;

BESLUIT:

Enig artikel:

De wijziging van het bestek, met name de klassewijziging, goed te keuren.

2 annexes / 2 bijlagen

CDC-clauses administratives en FR-MP 37_2025 adapté.pdf, CDC en NL-clauses administratives en NL MP 37_2025 bis.pdf

22 Marchés Publics - Marché de services concernant la maintenance des installations techniques du complexe sportif Louis Namèche sis rue Van Kalck, 93 à 1080 Molenbeek-Saint-Jean - CDC 29.2025 - Fixation et approbation des conditions et documents du marché ainsi que du mode de passation du marché.

LE CONSEIL,

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics ;
Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques ;
Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des

concessions de travaux publics ;

Vu l'arrêté royal du 15 avril 2018 modifiant plusieurs arrêtés royaux en matière de marchés publics et de concessions et adaptant un seuil dans la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions ;

Prend connaissance des documents du marché, à savoir le cahier des charges et ses annexes;

Considérant que ce marché a pour objet la réalisation de toutes les opérations utiles et nécessaires qui sont relatives à la maintenance des installations techniques du Centre sportif Louis Namèche ;

Considérant que conformément l'article 36 de la loi du 17 juin 2016, une procédure ouverte est autorisée pour ce marché de services ;

Considérant qu'il y a donc lieu de lancer un marché de services comprenant la réalisation de toutes les opérations utiles et nécessaires qui sont relatives à la maintenance des installations techniques du Centre sportif Louis Namèche à Molenbeek-Saint-Jean ;

Considérant que ce marché a une durée de 4 années ;

Considérant que les dépenses prévues pour ce marché pour les 4 années peuvent être estimées à 875.860,44 EUR HTVA (montant TVA 21%, soit 183.930,69 EUR), soit 1.059.791,13 EUR TVAC;

Considérant que les crédits nécessaires pour l'année 2025 sont prévus à l'article 7640/12 5-06 du budget ordinaire de l'exercice 2025, sous réserve de l'approbation du budget communal 2025 par le Conseil communal et la Tutelle ;

Considérant que les crédits pour les années suivantes seront prévus au même article budgétaire, sous réserve d'approbation du budget communal pour ces années par le Conseil communal et l'autorité de tutelle;

Vu l'article 234, §1 de la Nouvelle Loi communale ;

DECIDE :

Article 1

D'approuver les documents du marché, à savoir le cahier des charges et ses annexes, pour le marché de services relatif à la réalisation de toutes les opérations utiles et nécessaires qui sont relatives à la maintenance des installations techniques du Centre sportif Louis Namèche à Molenbeek-Saint-Jean ;

Article 2

De passer le marché de services par la procédure ouverte conformément à l'article 36 de la Loi du 17 juin 2016 ;

Article 3

D'approuver les dépenses de ce marché pour 4 années, estimées à 875.860,44 EUR HTVA (TVA 21% soit 183.930,69 EUR), soit 1.059.791,13 EUR TVAC.

Dienstenopdracht voor het onderhoud van de technische installaties van het Louis Namèche Sportcentrum - Bestek 29.2025 - Vaststelling en goedkeuring van de voorwaarden en documenten van de opdracht evenals van de gunningswijze van de opdracht.

DE RAAD,

Gezien de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten ;

Gezien het koninklijk Besluit Plaatsing overheidsopdrachten in de klassieke sectoren van 18 april 2017 ;

Gezien het koninklijk Besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten ;

Gezien het Koninklijk Besluit van 15 april 2018 tot wijziging van meerdere koninklijke besluiten op het vlak van overheidsopdrachten en concessies en tot aanpassing van een drempel in de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies ;

Neemt kennis van de documenten van de opdracht, met name het bestek en de bijlagen;

Overwegende dat deze opdracht tot doel heeft alle nuttige en noodzakelijke handelingen te verrichten met betrekking tot het onderhoud van de technische installaties van het Louis Namèche Sportcentrum ;

Overwegende dat overeenkomstig artikel 36 van de wet van 17 juni 2016, een openbare procedure toegelaten

is voor deze opdracht voor diensten ;

Overwegende dat het bijgevolg noodzakelijk is een dienstenopdracht te lanceren dat alle nuttige en noodzakelijke handelingen omvat met betrekking tot het onderhoud van de technische installaties van het Louis Namèche sportcentrum in Sint-Jans-Molenbeek ;

Overwegende dat deze opdracht een duurtijd heeft van 4 jaar ;

Overwegende dat de geplande uitgaven voor deze opdracht voor 4 jaar kunnen worden geraamd op 875.860,44 EUR BTW excl. (BTW 21% hetzij 183.930,69 EUR), d.w.z. 1.059.791,13 EUR BTW;

Overwegende dat de nodige kredieten voor het jaar 2025 voorzien zijn op artikel 7640/1 25-06 van de gewone begroting van het dienstjaar 2025, onder voorbehoud van de goedkeuring van het gemeentelijk budget 2025 door de Gemeenteraad en de Toezichthoudende overheid;

Overwegende dat de kredieten voor de volgende jaren zullen voorzien worden onder hetzelfde begrotingsartikel, onder voorbehoud van goedkeuring van de gemeentelijke begroting voor die jaren door de Gemeenteraad en de Voogdij;

Gelet op artikel 234, §1 van de nieuwe gemeentewet;

BESLUIT :

Artikel 1 :

De opdrachtdocumenten, met name het bestek en de bijlagen, voor de opdracht van diensten betreffende alle nuttige en noodzakelijke handelingen voor het onderhoud van de technische installaties van het Louis Namèche Sportcentrum in Sint-Jans-Molenbeek, goed te keuren ;

Artikel 2 :

De dienstenopdracht te plaatsen via een openbare procedure overeenkomstig artikel 36 van de wet van 17 juni 2016 ;

Artikel 3 :

De uitgaven voor deze opdracht voor 4 jaar, geraamd op 875.860,44 EUR BTW excl. (BTW 21% hetzij 183.930,69 EUR), d.w.z. 1.059.791,13 EUR BTW incl., goed te keuren.

23 **Département Infrastructures et Développement urbain - Contrat de Quartier Durable "Etangs Noirs" - 1.2 Maison du Bien-Être - Financement par la VGC et le gouvernement Flamand de la future Maison du Bien-Être sise rue Van Hoegaerde 39 et la rénovation de la maison de jeunes existante sise rue de la Vermicellerie 10 - Convention.**

LE CONSEIL,

Vu le courrier du 15 juillet 2022 notifiant l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 23 juin 2022 approuvant le programme du Contrat de Quartier Durable (CQD) « Etangs Noirs » ;

Vu le courrier du 18 novembre 2021 de la Vlaamse Gemeenschapscommissie approuvant un subside de 700.000 EUR à la commune de Molenbeek-Saint-Jean pour l'opération 1.2 Maison du Bien-Être du CQD "Etangs Noirs" ;

Vu l'arrêté du Gouvernement Flamand du 17 décembre 2021 décidant e.a. d'approuver la demande de subside de la Vlaamse Gemeenschapscommissie pour la maison des jeunes sur le site D-BROEJ-VMJ à Molenbeek-Saint-Jean pour un montant de 1.389.510 EUR ;

Considérant que la collaboration entre la commune de Molenbeek-Saint-Jean et la VGC concernant la rénovation de la maison de maître et la démolition du garage sis rue Van Hoegaerde 39 dans le but d'y aménager un équipement d'intérêt collectif avec une cour collective végétalisée (opération 1.2 Maison du Bien-Être du CQD "Etangs Noirs") et la rénovation de la maison de jeunes existante dans le bâtiment adjacent, sise rue de la Vermicellerie 10 (propriété de la VGC), ainsi que la répartition des moyens financiers apportés par les deux parties, nécessite une convention approuvée et signée par lesdites parties ;

Prend connaissance de la Convention (ci-annexée) entre la Commune de Molenbeek-Saint-Jean et la Vlaamse Gemeenschapscommissie qui a pour objet "la collaboration occasionnelle pour la réalisation du projet 'Jeugd-site VMJ van vzw D'Broej' à Molenbeek-Saint-Jean" ;

Vu l'article 117 de la Nouvelle Loi Communale ;

DECIDE :

Article unique :

D'approuver la convention entre la Commune de Molenbeek-Saint-Jean et la Vlaamse Gemeenschapscommissie qui a pour objet "la collaboration occasionnelle pour la réalisation du projet 'Jeugdsite VMJ van vzw D'Broej' à Molenbeek-Saint-Jean".

Departement Infrastructuur en Stedelijke ontwikkeling - Duurzaam Wijkcontract (DWC) "Zwarte Vijvers" - 1.2 Welzijnshuis - Financiering door de VGC en de Vlaamse regering van het toekomstige Welzijnshuis gelegen Van Hoegaerdestraat 39 en de renovatie van het bestaande jeugdhuis gelegen Vermicellifabriekstraat 10 - Overeenkomst.

DE RAAD,

Gezien de brief van 15 juli 2022, waarbij kennis wordt gegeven van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 23 juni 2022 houdende goedkeuring van het programma van het Duurzaam Wijkcontract (DWC) "Zwarte Vijvers";

Gezien de brief van 18 november 2021 van de Vlaamse Gemeenschapscommissie die een subsidie van 700.000 EUR toekent aan de gemeente Sint-Jans-Molenbeek voor de realisatie van operatie 1.2 Welzijnshuis van het DWC "Zwarte Vijvers";

Gezien het besluit van 17 december 2021 van de Vlaamse Regering die o.a. de aanvraag van de Vlaamse Gemeenschapscommissie goedkeurt om een subsidie van 1.389.510 EUR toe te kennen voor het jeugdhuis op de site D BROEJ-VMJ te Sint-Jans-Molenbeek;

Overwegende dat een samenwerkingsovereenkomst dient goedgekeurd en ondertekend te worden door de gemeente Sint-Jans-Molenbeek en de VGC omtrent de renovatie van het herenhuis en de afbraak van de garage gelegen Van Hoegaerdestraat 39, met het oog op de ontwikkeling van een voorziening van gemeenschappelijk belang en de aanleg van een collectief groen binnenplein (operatie 1.2 Welzijnshuis van het DWC "Zwarte Vijvers"), en de renovatie van het bestaande jeugdhuis in het aangrenzend gebouw, gelegen Vermicellifabriekstraat 10 (eigendom van de VGC), alsook omtrent de verdeling van de financiële middelen aangebracht door beide partijen;

Neemt kennis van de overeenkomst (in bijlage) tussen de gemeente Sint-Jans-Molenbeek en de Vlaamse Gemeenschapscommissie met als onderwerp "de occasionele samenwerking voor de realisatie van het project 'Jeugdsite VMJ van vzw D'Broej' te Sint-Jans-Molenbeek";

Gezien artikel 117 van de nieuwe Gemeentewet;

BESLUIT:

Enig artikel:

De overeenkomst goed te keuren tussen de gemeente Sint-Jans-Molenbeek en de Vlaamse Gemeenschapscommissie met als onderwerp "de occasionele samenwerking voor de realisatie van het project 'Jeugdsite VMJ van vzw D'Broej' te Sint-Jans-Molenbeek".

1 annexe / 1 bijlage

Project - Samenwerkingsovereenkomst.docx

-
- 24 **Département Infrastructures et Développement urbain - Contrat de Quartier Durable "Etangs Noirs" - 1.2 Maison du Bien-Être - Marché conjoint de travaux relatif à la rénovation de la maison de maître sise rue Van Hoegaerde 39 dans le but d'y aménager un équipement d'intérêt collectif, la démolition d'un garage sis rue Van Hoegaerde 39 dans le but d'y aménager une cour collective végétalisée ainsi que la rénovation de la maison de jeunes existante sise rue de la Vermicellerie 10 à 1080 Molenbeek-Saint-Jean - Convention.**

LE CONSEIL,

Vu le courrier du 15 juillet 2022 notifiant l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 23 juin 2022 approuvant le programme du Contrat de Quartier Durable (CQD) « Etangs Noirs » ;

Vu le courrier du 18 novembre 2021 de la Vlaamse Gemeenschapscommissie approuvant un subside de 700.000 EUR à la commune de Molenbeek-Saint-Jean pour l'opération 1.2 Maison du Bien-Être du CQD "Etangs Noirs" ;

Vu l'arrêté du Gouvernement Flamand du 17 décembre 2021 décidant e.a. d'approuver la demande de subside de la Vlaamse Gemeenschapscommissie (VGC) pour la maison des jeunes sur le site D'BROEJ-VMJ à Molenbeek-Saint-Jean pour un montant de 1.389.510 EUR ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 28/12/2023 décidant e.a., sur base du rapport d'analyse des offres, d'attribuer et de passer commande à Architecten ADJ bv, Stijfselrui 22-1, 2000 Antwerpen, n° entreprise BE0804756540 pour le marché de services ayant pour objet la mission complète d'auteur de projet en vue de la rénovation de la maison de maître sise rue Van Hoegaerde 39 dans le but d'y aménager un équipement d'intérêt collectif, la démolition d'un garage sis rue Van Hoegaerde 39 dans le but d'y aménager une cour collective végétalisée ainsi que la rénovation de la maison de jeunes existante sise rue de la Vermicellerie 10 à 1080 Molenbeek-Sint-Jean dans le cadre de l'Opération 1.2 du contrat de quartier durable « Etangs noirs », pour un montant de 206.121,00 EUR HTVA (TVA 21% soit 43.285,41 EUR), soit 249.406,41 EUR TVAC, et ce par tranche, réparti de la façon suivante :

	HTVA	TVAC
Tranche ferme	€ 41.224,00	€ 49.881,04
Tranche conditionnelle 1	€ 30.918,00	€ 37.410,78
Tranche conditionnelle 2	€ 30.918,00	€ 37.410,78
Tranche conditionnelle 3	€ 10.306,00	€ 12.470,26
Tranche conditionnelle 4	€ 41.657,00	€ 50.404,97
Tranche conditionnelle 5	€ 51.098,00	€ 61.828,58
TOTAL	€ 206.121,00	€ 249.406,41

Considérant que la VGC est propriétaire de la maison de jeunes sise rue de la Vermicellerie 10 et financera, seule, les travaux sur cette partie du projet ;

Considérant que, pour la bonne gestion du projet, il est donc recommandé de lancer un marché conjoint de travaux, en collaboration avec la VGC, en désignant la Commune comme pouvoir adjudicateur organisateur pour l'ensemble du marché de travaux ;

Prend connaissance de la Convention (ci-annexée) entre la Commune de Molenbeek-Saint-Jean et la Vlaamse Gemeenschapscommissie qui a pour but de régir le marché conjoint de travaux relatif à la rénovation de la maison de maître sise rue Van Hoegaerde 39 dans le but d'y aménager un équipement d'intérêt collectif, la démolition d'un garage sis rue Van Hoegaerde 39 dans le but d'y aménager une cour collective végétalisée ainsi que la rénovation de la maison de jeunes existante sise rue de la Vermicellerie 10 à 1080 Molenbeek-Saint-Jean;

Vu l'article 117 de la Nouvelle Loi Communale ;

DECIDE :

Article unique :

D'approuver la convention entre la Commune de Molenbeek-Saint-Jean et la Vlaamse Gemeenschapscommissie qui a pour but de régir le marché conjoint de travaux relatif à la rénovation de la maison de maître sise rue Van Hoegaerde 39 dans le but d'y aménager un équipement d'intérêt collectif, la démolition d'un garage sis rue Van Hoegaerde 39 dans le but d'y aménager une cour collective végétalisée ainsi que la rénovation de la maison de jeunes existante sise rue de la Vermicellerie 10 à 1080 Molenbeek-Saint-Jean.

**Departement Infrastructuur en Stedelijke ontwikkeling - Duurzaam Wijkcontract (DWC)
"Zwarte Vijvers" - 1.2 Welzijnshuis - Gezamenlijke opdracht voor werken betreffende de
renovatie van het herenhuis gelegen Van Hoegaerdestraat 39 met het oog op de ontwikkeling
van een voorziening van gemeenschappelijk belang, de afbraak van een garage gelegen Van
Hoegaerdestraat 39 met het oog op de aanleg van een collectief groen binnenplein evenals de
renovatie van het bestaande jeugdhuis gelegen Vermicellifabriekstraat 10 te 1080 Sint-Jans-
Molenbeek - Overeenkomst.**

DE RAAD,

Gezien de brief van 15 juli 2022, waarbij kennis wordt gegeven van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 23 juni 2022 houdende goedkeuring van het programma van het Duurzaam Wijkcontract (DWC) "Zwarte Vijvers";
 Gezien de brief van 18 november 2021 van de Vlaamse Gemeenschapscommissie (VGC) die een subsidie van 700.000 EUR toekent aan de gemeenste Sint-Jans-Molenbeek voor de realisatie van operatie 1.2 Welzijnshuis van het DWC "Zwarte Vijvers";
 Gezien het besluit van 17 december 2021 van de Vlaamse Regering die o.a. de aanvraag van de Vlaamse Gemeenschapscommissie goedkeurt om een subsidie van 1.389.510 EUR toe te kennen voor het jeugdhuis op de site D'Broej-VMJ te Sint-Jans-Molenbeek;
 Gezien de beslissing van het College van Burgemeester en schepenen van 28/12/2023 om o.a. de opdracht te gunnen aan en de bestelling te plaatsen bij Architecten ADJ bv, Stijfselei 22-1, 2000 Antwerpen, ondernemingsnummer : 0804756540 voor de opdracht voor diensten met betrekking tot de volledige missie van projectontwerper voor de renovatie van het herenhuis gelegen Van Hoegaerdestraat 39 met het oog op de ontwikkeling van een voorziening van gemeenschappelijk belang, de afbraak van een garage gelegen Van Hoegaerdestraat 39 met het oog op de aanleg van een collectief groen binnenplein en de renovatie van het bestaande jeugdhuis gelegen Vermicellifabriekstraat 10 te 1080 Sint-Jans-Molenbeek in het kader van operatie 1.2 van het Duurzaam Wijkcontract "Zwarte Vijvers", voor een bedrag van 206.121,00 EUR btw excl. (btw 21 % met name 43.285,41 EUR), hetzij 249.406,41 EUR btw incl., en dit per gedeelte op de volgende wijze :

	HTVA	TVAC
Vast gedeelte	€ 41.224,00	€ 49.881,04
Voorwaardelijk gedeelte 1	€ 30.918,00	€ 37.410,78
Voorwaardelijk gedeelte 2	€ 30.918,00	€ 37.410,78
Voorwaardelijk gedeelte 3	€ 10.306,00	€ 12.470,26
Voorwaardelijk gedeelte 4	€ 41.657,00	€ 50.404,97
Voorwaardelijk gedeelte 5	€ 51.098,00	€ 61.828,58
TOTAAL	€ 206.121,00	€ 249.406,41

Overwegende dat de VGC eigenaar is van het jeugdhuis gelegen Vermicellifabriekstraat 10 te 1080 Sint-Jans-Molenbeek en de financiering van dat deel van de werken, alleen, op zich zal nemen;
 Overwegende dat voor het goede beheer van het project, er wordt aanbevolen een gezamenlijke opdracht voor werken te lanceren in samenwerking met de VGC, waarbij de Gemeente als organiserende aanbestedende overheid wordt aangewezen voor de volledige opdracht voor werken ;
 Neemt kennis van de overeenkomst (in bijlage) tussen de gemeente Sint-Jans-Molenbeek en de Vlaamse Gemeenschapscommissie met als doel de gezamenlijke opdracht voor werken te regelen betreffende de renovatie van het herenhuis gelegen Van Hoegaerdestraat 39 met het oog op de ontwikkeling van een voorziening van gemeenschappelijk belang, de afbraak van een garage gelegen Van Hoegaerdestraat 39 met het oog op de aanleg van een collectief groen binnenplein evenals de renovatie van het bestaande jeugdhuis gelegen Vermicellifabriekstraat 10 te 1080 Sint-Jans-Molenbeek ;
 Gezien artikel 117 van de nieuwe Gemeentewet;

BESLUIT:

Enig artikel:

De overeenkomst goed te keuren tussen de gemeente Sint-Jans-Molenbeek en de Vlaamse Gemeenschapscommissie met als doel de gezamenlijke opdracht voor werken te regelen betreffende de renovatie van het herenhuis gelegen Van Hoegaerdestraat 39 met het oog op de ontwikkeling van een voorziening van gemeenschappelijk belang, de afbraak van een garage gelegen Van Hoegaerdestraat 39 met het oog op de aanleg van een collectief groen binnenplein evenals de renovatie van het bestaande jeugdhuis gelegen Vermicellifabriekstraat 10 te 1080 Sint-Jans-Molenbeek.

1 annexe / 1 bijlage

Projet - Overeenkomst gemeenschappelijke opdracht Welzijnshuis - VGC.docx

25 **Département Infrastructures et Développement Urbain - Subside Politique de soutien 2025 - Convention.**

LE CONSEIL,

Vu l'ordonnance organique de la revitalisation urbaine du 6 octobre 2016 (OORU 2016) ;
Vu la lettre du 03/06/2025 du gouvernement de la Région Bruxelles-Capitale notifiant l'octroi à la Commune de trois subsides relatifs à la coordination des politiques de revitalisation des quartiers pour la période du 1er avril 2025 au 30 juin 2025 ;

Considérant que ces trois subsides sont les suivants :

- 14.503 EUR pour les Contrats de Quartier Durable ;
- 29.005 EUR pour les Contrats de Rénovation Urbaine ;
- 7.251 EUR pour le Contrat d'Axe - Contrat d'Ilot ;

Considérant que la signature d'une convention entre la commune de Molenbeek-Saint-Jean et la Région de Bruxelles-Capitale est nécessaire afin de fixer les modalités de liquidation de la subvention ;

Prend connaissance de la convention (ci-annexée) entre la commune de Molenbeek-Saint-Jean et la Région de Bruxelles-Capitale déterminant les modalités de liquidation des subsides relatifs à la coordination des politiques de revitalisation des quartiers pour la période du 1er avril 2025 au 30 juin 2025 ;

Vu l'article 117 de la Nouvelle Loi Communale ;

DECIDE :

Article unique :

D'approuver la convention entre la commune de Molenbeek-Saint-Jean et la Région de Bruxelles-Capitale déterminant les modalités de liquidation des subsides relatifs à la coordination des politiques de revitalisation des quartiers pour la période du 1er avril 2025 au 30 juin 2025.

Departement Infrastructuur en Stedelijke ontwikkeling - Subsidie ondersteuningsbeleid 2025 - Overeenkomst.

DE RAAD,

Gezien de organieke ordonnantie van 6 oktober 2016 houdende organisatie van de stedelijke herwaardering (OOSH 2016);

Gezien de brief van 03/06/2025 van de regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest waarbij kennis wordt gegeven van het toekennen van drie subsidies betreffende de coördinatie van het beleid tot herwaardering van de wijken voor de periode van 1 april 2025 tot 30 juni 2025;

Overwegende dat deze drie subsidies de volgende zijn:

- 14.503 EUR voor de Duurzame Wijkcontracten;
- 29.005 EUR voor de Stadsvernieuwingscontracten;
- 7.251 EUR voor het as- en huizenblokcontract;

Overwegende dat een overeenkomst tussen de gemeente Sint-Jans-Molenbeek en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest noodzakelijk is om de modaliteiten voor vereffening van de subsidie vast te leggen;

Neemt kennis van de overeenkomst (in bijlage) tussen het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek die de modaliteiten bepaalt voor vereffening van de subsidies betreffende de coördinatie van het beleid tot herwaardering van de wijken voor de periode van 1 april 2025 tot 30 juni 2025;

Gezien artikel 117 van de nieuwe Gemeentewet;

BESLUIT:

Enig artikel:

De overeenkomst tussen het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek goed te keuren die de modaliteiten bepaalt voor vereffening van de subsidies betreffende de coördinatie van het beleid tot herwaardering van de wijken voor de periode van 1 april 2025 tot 30 juni 2025.

1 annexe / 1 bijlage

Convention+PDS+Molenbeek+2025.pdf.pdf

26 **Département Infrastructures et Développement urbain - Contrat d'Axe et Contrat d'Îlot Courtrai-Ostende (CACI) - Acquisition du bien sis rue d'Ostende 74 à 1080 Molenbeek-Saint-Jean - Approbation.**

LE CONSEIL,

Vu l'ordonnance organique de la revitalisation urbaine du 6 octobre 2016 ;

Vu la décision du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 6 juin 2024 approuvant le programme du Contrat d'Axe et d'Îlot (CACI) « Courtrai-Ostende » ;

Vu le courrier du 6 juillet 2022 de Beliris notifiant l'octroi d'une subvention pour un montant maximum de 3.000.000 € pour l'acquisition des terrains situés "rue de Courtrai 49-51-53-55, rue d'Ostende 74" ;

Considérant que le programme du CACI prévoit les opérations 1.3 "logement Ostende 74" et 3.1.3.d "Jardin vivant - Ostende 74" qui consistent en l'acquisition d'un bien, rue d'Ostende 74, afin d'y aménager un logement assimilé à du logement social et une des entrées du futur jardin en intérieur d'îlot ;

Considérant que le bien sis rue d'Ostende 74 à 1080 Molenbeek-Saint-Jean, cadastré 3ème Division, section B, n°752d4 et n°752v, est composé d'une maison et d'un grand atelier en intérieur d'îlot ;

Vu la décision du Conseil Communal du 20/09/2022 de e.a.:

- Approuver l'acquisition du bien d'une superficie utile de 2.102 m², sis rue d'Ostende 74 à 1080 Molenbeek-Saint-Jean, cadastrée 3ème Division, section B, n°752d4 et n°752v, pour un montant maximum de 930.000,00 EUR ;
- Charger le service Technique du Département Infrastructures et Développement Urbain de négocier l'acquisition de ces deux biens ;

Vu la nouvelle estimation par le Comité d'Acquisition d'immeubles régional, en date du 13 mai 2025, pour un montant de 969.000,00 EUR, pour les parcelles, sises rue d'Ostende 74 à 1080 Molenbeek-Saint-Jean, cadastrées 3ème Division, section B, n°752d4 et n°752v ;

Considérant que la dépense sera prévue à l'article 9301/712-60 du budget extraordinaire de l'exercice 2025, sous réserve d'approbation de celui-ci par le Conseil communal et la Tutelle, et que la dépense sera subsidiée à 100% par un subside de Beliris (DC 1101/2022, 2969/2019) ;

DECIDE :

Article 1 :

D'approuver l'acquisition du bien, sis rue d'Ostende 74 à 1080 Molenbeek-Saint-Jean et cadastré 3ème Division, section B, n°752d4 et n°752v, pour un montant maximum de 969.000 EUR ;

Article 2 :

De charger le service Technique du Département Infrastructures et Développement Urbain de négocier l'acquisition de ce bien ;

Article 3 :

D'approuver le mode de financement de la dépense de maximum 969.000 EUR, à savoir à 100% par un subside de Beliris (DC 1101/2022, 2969/2019), sous réserve d'approbation du budget extraordinaire de l'exercice 2025 par le Conseil communal et la Tutelle.

Departement Infrastructuur en Stedelijke ontwikkeling - As- en Huizenblokcontract "Kortrijk-Oostende" (AHC) - Aankoop van het onroerend goed gelegen in de Oostendestraat 74 te 1080 Sint-Jans-Molenbeek - Goedkeuring.

DE RAAD,

Gezien de organieke ordonnantie betreffende de stadsvernieuwing van 6 oktober 2016;
Gezien de beslissing van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 6 juni 2024 tot goedkeuring van het programma van het as- en huizenblokcontract (AHC) "Kortrijk-Oostende";
Gezien de brief van 6 juli 2022 van Beliris waarin een subsidie wordt toegekend voor een maximumbedrag van € 3.000.000 voor de aankoop van de terreinen gelegen te "Kortrijkstraat 49-51-53-55 en Oostendestraat 74";

Overwegende dat het programma van het AHC de operaties 1.3 "Woning Oostende 74" en 3.1.3.d "Bruisende tuin - Oostende 74" voorziet die bestaan uit de aankoop van een goed in de Oostendestraat om er een aan sociale huisvesting gelijkgestelde woning en één van de ingangen naar de toekomstige tuin binnen het huizenblok in te richten;

Overwegende dat het goed gelegen in de Oostendestraat 74 in 1080 Sint-Jan-Molenbeek kadastraal gekend is onder de 3de afdeling, sectie B, nrs.752d4 en 752v, en bestaat uit een huis en een groot atelier binnen het huizenblok;

Gezien de beslissing van de gemeenteraad van 20/09/2022 om o.a.:

- De aankoop goed te keuren van het onroerend goed met een bruikbare oppervlakte van 2.102 m² gelegen aan de Oostendestraat 74 te 1080 Sint-Jan-Molenbeek, met kadastraal nummer 3de afdeling, sectie B, n°752d4 en n°752v, voor een maximum bedrag van 930.000,00 EUR;
- De Technische dienst van het Departement Infrastructuur en Stedelijke Ontwikkeling op te dragen te onderhandelen over de aankoop van dit onroerend goed;

Gezien de nieuwe raming door het Gewestelijk Comité tot aankoop van onroerende goederen, op 13 mei 2025, voor een bedrag van 969.000 EUR voor de percelen gelegen aan de Oostendestraat 74 te 1080 Sint-Jan-Molenbeek, ingeschreven in het kadaster in de 3de afdeling, sectie B, nr. 752d4 en nr. 752v;

Overwegende dat de uitgave op artikel 9301/712-60 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2025 zal worden voorzien, onder voorbehoud van goedkeuring hiervan door de gemeenteraad en de voogdij, en dat de uitgave voor 100% gesubsidieerd is door een subsidie van Beliris (VR 1101/2022, 2969/2019);

BESLIST:

Artikel 1:

De aankoop goed te keuren van het onroerend goed gelegen in de Oostendestraat 74 te 1080 Sint-Jans-Molenbeek, kadastraal gekend onder de 3de afdeling, sectie B, nrs.752d4 en 752v, en dit voor een maximaal bedrag van 969.000 EUR;

Artikel 2:

De Technische dienst van het Departement Infrastructuur en Stedelijke Ontwikkeling op te dragen te onderhandelen over de aankoop van dit goed;

Artikel 3:

De financieringswijze van de uitgave van maximaal 969.000 EUR goed te keuren, namelijk 100% gesubsidieerd door Beliris (VR 1101/2022, 2969/2019), onder voorbehoud van goedkeuring van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2025 door de gemeenteraad en de voogdij.

1 annexe / 1 bijlage

12_0090_05-06+Rapport+d'estimation.pdf, pdf

27 **Propriétés communales - Rue Van Kalck 93, 1080 Bruxelles - Location du Kiosque au premier étage du bâtiment de la piscine Louis Namèche par la société « Waffel's Shop » - Convention de mise à disposition de local**

LE CONSEIL,

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 14 mars 2024 décidant de prendre acte de la décision du jury de sélectionner Madame Alessia Ahamjik (projet commercial de kiosque à gaufre) pour l'occupation du kiosque à gaufre sis Rue van Kalck 93, 1er étage ;

Considérant dès lors qu'il y a lieu de conclure une convention de mise à disposition de local entre l'administration communale de Molenbeek-Saint-Jean et Madame Alessia Ahamjik domiciliée à Rue Lambert 70,1300 Wavre représentant la société « *Waffel's Shop* » (1018.016.087), (projet commercial de kiosque à gaufre) pour une durée de 9 ans ;

Considérant qu'en vertu de cette convention de mise à disposition de local, le montant du loyer mensuel pour cette location peut être fixé à la somme de 300,00 EUR et ce à partir du 01 Juillet 2025 ;

Considérant qu'en vertu de cette convention de mise à disposition de local, le montant de la provision de charges sera fixé à la somme mensuelle de 100,00 EUR jusqu'à la reprise des compteurs d'électricité et eau au nom de la future locataire ;

Considérant que cette convention de mise à disposition de local a été soumis au service des Affaires juridiques ;

Vu les articles 117 et 232 de la Nouvelle Loi communale ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins en date du 08 mai 2024 ;

D E C I D E :

Article 1

D'approuver le projet de convention de mise à disposition de local avec la société « *Waffel's Shop* » (1018.016.087), pour l'occupation du kiosque situé à rue Van Kalck 93, au premier étage du bâtiment de la piscine Louis Namèche à 1080 Bruxelles, pour une durée de 9 ans et ce à partir du 01 Juillet 2025;

Article 2

De fixer le montant mensuel du loyer à la somme de 300,00 EUR et de la provision mensuelle de charges à 100,00 EUR ;

Article 3

D'inscrire les recettes aux articles 9220/163-01 (300,00 EUR loyer) et 9220/161-048 (100,00 EUR provision de charges) du budget ordinaire 2025.

La présente décision sera transmise à l'autorité de tutelle conformément à l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative des communes de la Région de Bruxelles-Capitale.

Gemeentelijke eigendommen - Van Kalckstraat 93, 1080 Brussel – Huur van de kiosk op de eerste verdieping van het gebouw van het zwembad Louis Namèche door het bedrijf « *Waffel's Shop* » - Aanhangsel nr. 1 op de overeenkomst tot terbeschikkingstelling van ruimten

DE RAAD,

Gelet op het besluit van het College van Burgemeester en Schepenen van 14 maart 2024 houdende o.a. besluit

Enig artikel :

Kennis te nemen van de beslissing van de jury om mevrouw Alessia Ahamjik (commercieel project wafelkiosk) te selecteren voor de bezetting van de wafelkiosk gelegen in de Van Kalckstraat 93, 1ste verdieping ;

Overwegende derhalve dat er een overeenkomst tot terbeschikkingstelling van ruimten moet worden afgesloten tussen het gemeentebestuur van Sint-Jans-Molenbeek en het bedrijf “*Waffel's Shop* ” (1018.016.087), vertegenwoordigd door mevrouw Alessia Ahamjik (commercieel project wafelkiosk) voor een periode van 9 jaar;

Overwegende dat krachtens dit overeenkomst tot terbeschikkingstelling van ruimten het bedrag van de maandelijkse huur voor deze huur kan worden vastgesteld op een bedrag van 300,00 EUR en dit met ingang van 01 Juli 2025;

Overwegende dat krachtens de overeenkomst tot terbeschikkingstelling van ruimten het bedrag van de provisie voor lasten zal worden vastgelegd op een maandelijks bedrag van 100,00 EUR tot de elektriciteits- en watermeters worden overgenomen op naam van de toekomstige huurder ;
Overwegende dat deze overeenkomst tot terbeschikkingstelling van ruimten werd voorgelegd aan de dienst Juridische Zaken ;
Gelet op de artikelen 117 en 232 van de Nieuwe Gemeentewet ;
Op voorstel van het college van burgemeester en schepenen van 08 mei 2024;

BESLUIT :

Artikel 1 :

Goedkeuring van het ontwerp van overeenkomst tot terbeschikkingstelling van ruimten met het bedrijf “*Waffel’s Shop*” (1018.016.087)

voor het gebruik van de kiosk gelegen aan de Van Kalckstraat 93, op de eerste verdieping van het Louis Namèche zwembadgebouw in 1080 Brussel, voor een duur van 9 jaar te rekenen vanaf 01 Juli 2025

Artikel 2 :

De maandelijks huurprijs vast te stellen op 300,00 EUR en de maandelijks provisie voor kosten op 100,00 EUR;

Artikel 3 :

De inkomsten te boeken op de artikelen 9220/163-01 (300,00 EUR huurprijs) en 9220/161-048 (100,00 EUR maandelijks provisie) van de gewone begroting voor 2025.

Deze beslissing zal worden overgemaakt aan de toezichthoudende overheid overeenkomstig artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende organisatie van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

1 annexe / 1 bijlage

BAIL - VKA 093_01 - Commerce (KIOSQUE) - AHAMJIK Alessia version - 1 juillet 2025.pdf

28 **Action sociale et Handicap - Handycity® 2024-2030 - Charte communale de l'inclusion des personnes en situation de handicap - ASBL Esenca.**

LE CONSEIL,

Vu la lettre du 20 février 2025 et le courriel du 21 mars 2025 de l'asbl Esenca, sise dans la rue Saint-Jean 32-38 à 1000 Bruxelles, dans lequel elle invite la commune à adhérer à la « Charte Communale de l'Intégration de la Personne Handicapée » à l'occasion de la nouvelle législature communale ;

Considérant que l'adhésion à cette charte permet à la commune de prétendre à l'obtention du label « Handycity® » ;

Considérant que le projet Handycity® comporte plusieurs étapes allant de la signature de la Charte communale des personnes en situation de handicap, en passant par un accompagnement à mi-parcours et une évaluation des actions menées, jusqu'à la labellisation Handycity® ou non en fin de mandature (2030) ;

Considérant que le label Handycity® se définit comme un outil d'accompagnement pour les communes tout au long de la mandature communale en matière d'inclusion, ayant pour objectif de conseiller, d'accompagner et d'encourager les communes dans la mise en place concrète du principe du Handistreaming (à savoir la prise en compte du handicap dans toutes les politiques publiques) et leur travail d'inclusion à échelle communale dans cinq domaines majeurs, définis dans la Charte :

1. Fonction consultative – Sensibilisations ;
2. Accueil de la petite enfance - Inclusion et intégration en milieu scolaire et parascolaire ;
3. Emploi ;

4. Accessibilité plurielle (informations, transports, parkings) ;
 5. Inclusion dans les loisirs (sport, culture, nature, événements) ;
- Considérant que la charte s'inscrit pleinement dans le respect de la Convention des Nations Unies relative aux droits des personnes handicapées, signée et ratifiée par la Belgique ;
- Considérant que la Commune s'attache à assurer la dignité et la qualité de vie des personnes en situation de handicap dans leurs lieux de vie quotidienne ;
- Considérant qu'au terme de la législature 2018-2024, 76 communes en Fédération Wallonie-Bruxelles ont été labellisées Handycity®, dont Molenbeek-Saint-Jean ;
- Considérant que la Commune est fière de porter ce label depuis 2007 ;
- Vu l'installation du nouveau Conseil communal le 1er décembre 2024 ;

DÉCIDE :

Article unique :

De prendre connaissance la Charte communale de l'intégration de la personne handicapée élaborée par l'asbl Esenca et de marquer son accord à l'engagement de la Commune en faveur des personnes handicapées en souscrivant à cette Charte.

Sociale actie en handicap - Handycity® 2024-2030 - Gemeentelijk handvest voor de inclusie van personen met een handicap - VZW Esenca.

DE RAAD,

Gelet op de brief van 20 februari 2025 en de e-mail van 21 maart 2025 van de vzw Esenca, Sint-Janstraat 32-38, 1000 Brussel, waarin zij de gemeente uitnodigt om ter gelegenheid van de nieuwe gemeentelijke legislatuur het "Gemeentelijk handvest voor de inclusie van personen met een handicap" te onderschrijven;

Overwegende dat de toetreding tot dit handvest de gemeente in staat stelt het label "Handycity®" aan te vragen;

Overwegende dat het Handycity®-project verschillende fasen omvat, gaande van de ondertekening van het gemeentelijk handvest voor de inclusie van personen met een handicap, over tussentijdse ondersteuning en een evaluatie van de gevoerde acties, tot de toekenning van het Handycity®-label of niet op het einde van de legislatuur (2030);

Overwegende dat het Handycity® -label gedefinieerd is als een ondersteuningsinstrument voor lokale overheden gedurende de hele gemeentelijke ambtstermijn op het gebied van inclusie, met als doel lokale overheden te adviseren, te ondersteunen en aan te moedigen bij de praktische implementatie van het Handstreaming-principe (d.w.z. rekening houden met handicaps in het overheidsbeleid) en hun inclusiewerk op gemeentelijke schaal op vijf belangrijke gebieden, die in het Handvest worden bepaald:

1. Consultatieve functie - Bewustmaking;
2. Kinderopvang - Inclusie en integratie in scholen en buitenschoolse activiteiten;
3. Tewerkstelling;
4. Toegankelijkheid (informatie, vervoer, parkeren);
5. Inclusie in vrijetijdsactiviteiten (sport, cultuur, natuur, evenementen);

Overwegende dat het handvest volledig in overeenstemming is met het Verdrag van de Verenigde Naties inzake de rechten van personen met een handicap, ondertekend en geratificeerd door België;

Overwegende dat de gemeente zich ertoe verbindt de waardigheid en de levenskwaliteit van personen met een handicap in hun dagelijkse leefomgeving te waarborgen;

Overwegende dat aan het einde van de legislatuur 2018-2024 aan 76 gemeenten van de Federatie Wallonië-Brussel het Handycity® -label werd toegekend, waaronder Sint-Jans-Molenbeek;

Overwegende dat de gemeente er trots op is dit label sinds 2007 te mogen dragen;

Overwegende de installatie van de nieuwe Gemeenteraad op 1 december 2024;

BESLUIT:

Enig artikel:

Kennis te nemen van het Gemeentelijk handvest voor de inclusie van personen met een handicap opgesteld door de vzw Esenca en zijn instemming te betuigen met het engagement van de gemeente ten opzichte van personen met een handicap door dit Handvest te onderschrijven.

5 annexes / 5 bijlagen

Page de signature charte.pdf, Label Handycity 2024-2030 - Dossier de présentation.pdf, Charte 2024-2030 en NDL.pdf, Charte 2024-2030.pdf, MOLENBEEK SAINT JEAN.pdf

29 **Cultures - Festival d'Été Bruxellons - Convention 2026-2027-2028.**

LE CONSEIL,

Considérant que dans le cadre de la vie culturelle molenbeekoise, l'A.S.B.L. Bulles Production (n° d'entreprise 0463 940 805 dont le siège social est établi à 1200 Bruxelles, Avenue de Broqueville 167/20, représentée par Monsieur Olivier MOERENS et Alain VERBURGH), en collaboration avec l'Administration communale de Molenbeek-Saint-Jean, organise chaque année, dans le site du château du Karreveld, un festival de théâtre d'été suivi d'un festival de théâtre amateur pendant la période de juillet à septembre ;

Considérant que les conditions appelées à régir l'occupation des lieux et l'aménagement de l'infrastructure doivent être fixées sous forme de convention ;

Considérant que, pour des raisons d'organisation et de réservation de spectacles, il est nécessaire d'établir une convention couvrant au moins 3 années ;

Considérant que la convention précédente expire en octobre 2025 ;

Considérant que cette association organise depuis de nombreuses années ce festival de théâtre d'été et attire plus de 25.000 visiteurs par saison à Molenbeek-St-Jean ;

DECIDE :

Article unique :

De ratifier les termes de la convention de mise à disposition ci-annexée conclue entre la Commune et l'A.S.B.L. Bulles Production pour régir l'occupation par cette dernière du site du Château du Karreveld pour les besoins de l'organisation du festival de théâtre d'été suivi du festival de théâtre amateur pour les années 2026, 2027 et 2028.

Culturen - Bruxellons Zomerfestival - Overeenkomst 2026-2027-2028.

30 **Secrétariat communal - Question orale déposée par Monsieur Milis, Conseiller communal MR, relative à l'utilisation du véhicule de fonction de la Bourgmestre en son absence.**

QUESTION(S) ORALE(S) AU COLLEGE DES BOURGMESTRE ET ECHEVINS

Introduite par : **MR – VLD** – Didier MILIS - Conseiller communal

Date du Conseil communal : 18/06/2025

Date de rédaction : 04/06/2025

Date de d'introduction : 04/06/2025

Envoyée à :

- Via mail : Président du Conseil communal : hrahali@molenbeek.irisnet.be
- Via mail : Secrétariat communal : nvandeput@molenbeek.irisnet.be; jlmarchal@molenbeek.irisnet.be ; secretariat.1080@molenbeek.irisnet.be ; mgarcia-fernandez@molenbeek.irisnet.be
- Via courrier :

Transmis par : Chef de groupe Didier MILIS

Objet : Utilisation du véhicule de fonction de la Bourgmestre en son absence

Monsieur le Bourgmestre,
Mesdames et Messieurs les Échevins,

Je souhaite attirer votre attention sur l'usage du véhicule de fonction attribué à la Bourgmestre.

Selon les relevés kilométriques transmis par l'administration, le véhicule a parcouru plus de 5.000 kilomètres entre janvier et mai 2025, soit en quatre mois. Cette augmentation importante du kilométrage est interpellante, d'autant plus que la Bourgmestre est absente depuis plusieurs mois.

Dans un souci de transparence et de bonne gestion des deniers publics, je souhaite poser la question suivante :

- Pouvez-vous confirmer qui utilise actuellement ce véhicule de service, à quelles fins précises, et sur quelle base administrative ou réglementaire ?
- Le Collège est-il en mesure de transmettre un journal de bord détaillé des déplacements effectués avec ce véhicule entre janvier et mai 2025 ?

Didier MILIS
Conseiller communal
Chef de groupe

**Gemeentelijk secretariaat - Mondelinge vraag ingediend door Mijnheer Milis,
Gemeenteraadslid MR, betreffende het gebruik van het dienstvoertuig van de burgemeester tijdens diens afwezigheid.**

31 **Secrétariat communal - Question orale déposée par Monsieur Didier Van Merris, Conseiller communal MR, relative à l'encadrement légal des collaborateurs détachés auprès des cabinets.**

QUESTION(S) ORALE(S) AU COLLEGE DES BOURGMESTRE ET

ECHEVINS

Introduite par : **MR – VLD** – Didier VAN MERRIS - Conseiller communal

Date du Conseil communal : 18/06/2025

Date de rédaction : 05/06/2025

Date de d'introduction : 05/06/2025

Envoyée à :

- **Via mail : Président du Conseil communal** : hrahali@molenbeek.irisnet.be
- **Via mail : Secrétariat communal** : nvandeput@molenbeek.irisnet.be; jlmarchal@molenbeek.irisnet.be ; didiervanmerris@hotmail.com ; secretariat.1080@molenbeek.irisnet.be
- **Via courrier** :

Transmis par : Chef de groupe Didier MILIS

Objet : Encadrement légal des collaborateurs détachés auprès des cabinets

Madame la Bourgmestre,
Mesdames et Messieurs les membres du Collège,

Je souhaite interroger le Collège sur la régularité des détachements de personnel au sein des cabinets communaux.

Plus précisément, pouvez-vous confirmer que l'ensemble des collaborateurs actuellement détachés auprès des échevinats et du cabinet de la Bourgmestre le sont bien sur la base d'une décision explicite et dûment actée du Collège ?

Si tel est le cas, pouvez-vous en fournir la liste complète ainsi que les références des délibérations correspondantes ?

Dans le cas contraire, pouvez-vous nous indiquer les mesures envisagées pour régulariser la situation au plus vite ?

La transparence et la régularité administrative sont des exigences fondamentales de la bonne gouvernance. Il me semble donc essentiel que chaque collaborateur, dont le traitement est financé sur fonds publics, soit couvert par une décision légale du Collège.

Je vous remercie d'avance pour vos réponses.

Didier VAN MERRIS
Conseiller communal

32 Secrétariat communal - Question orale déposée par Monsieur Ouassari, Conseiller communal Les Engagés, relative à la découverte d'armes de guerre et d'une quantité massive de drogue dans un logement social vide à Molenbeek.

Madame la Bourgmestre, Mesdames et Messieurs, membres du Collège,

Le 19 février dernier, quatre armes – dont des armes de guerre ! – et une grande quantité de drogue ont été trouvées par un employé communal dans un logement social inoccupé dans notre commune. On ne peut malheureusement plus parler d'un simple fait divers. C'est un symptôme à ne pas prendre à la légère. Le symptôme d'un problème bien plus profond, qui est celui d'une insécurité grandissante et d'un laxisme inacceptable dans la gestion de notre commune.

Même si cette interpellation a dû être reportée, elle garde toute sa pertinence encore aujourd'hui. Nous avons une question simple et qui, nous l'espérons, trouvera réponse, surtout plus de 3 mois après les faits : comment est-il possible qu'un logement social, censé être attribué à une famille dans le besoin, puisse se transformer en planque criminelle ? Où sont les contrôles ? Qui est responsable de cette situation ? Qui ferme les yeux ? Y a-t-il des complicités internes ? Vous vous en doutez certainement mais la commune est inquiète !

Cette découverte choquante vient s'ajouter à une liste déjà bien trop longue d'événements inquiétants qui minent la confiance des citoyens envers leurs institutions. Les habitants de Molenbeek ont le droit de vivre en sécurité, dans une commune où la propreté, l'ordre, et la justice prévalent. Ils ont le droit d'exiger des réponses claires et des actions immédiates.

C'est pourquoi, nous espérons qu'une enquête approfondie et transparente a pu être faite sur cette affaire et que vous nous en présentiez les résultats aujourd'hui. Nous exigeons également une sérieuse remise en question procédures de gestion des logements sociaux, également durant d'éventuels travaux ou rénovations.

Il y a clairement eu un dysfonctionnement, qui semble malheureusement devenir systémique dans notre commune, et qui met en péril la sécurité de toutes et tous !

Molenbeek a été, et doit redevenir, un lieu où il fait bon vivre. Mais pour cela, il faut du courage politique, de la transparence et des mesures concrètes. Nous ne pouvons plus accepter que notre commune soit livrée à la dérive.

Enfin, à la suite de ce dysfonctionnement, pouvez-vous nous dire quelles mesures le Collège a-t-il mis en place pour garantir la sécurisation et le contrôle effectif des logements sociaux, afin

d'éviter qu'ils ne soient détournés à des fins criminelles ?

Nous demandons au Collège de proposer un plan d'action concret incluant un renforcement des contrôles, une transparence accrue dans la gestion des logements sociaux et une coopération renforcée avec les forces de l'ordre pour prévenir de tels abus à l'avenir. Le temps des excuses et des demi-mesures est révolu. Nous voulons des actes, maintenant !

Je vous remercie de votre attention.

Hassan Ouassari

Conseiller communal

**Gemeentesecretariaat - Mondelinge vraag ingediend door de heer Ouassari, gemeenteraadslid
Les Engagés, met betrekking tot de vondst van oorlogswapens en een enorme hoeveelheid drugs
in leegstaande sociale woningen in Molenbeek.**

33 **Secrétariat communal - Question orale déposée par Monsieur Ouassari, Conseiller communal
Les Engagés, relative aux entreprises liées aux réseaux criminels à Molenbeek-Saint-Jean.**

**Madame la Bourgmestre,
Monsieur le Bourgmestre faisant fonction,
Mesdames et Messieurs, membres du Collège,**

Une récente étude menée par deux chercheurs de la VUB, et dont la presse à fait écho, met en lumière un phénomène particulièrement inquiétant : **36,06 % des entreprises en faillite à Molenbeek-Saint-Jean présentent un lien direct ou indirect avec des activités criminelles** ! Ce chiffre nous place tristement parmi les 4 communes les plus touchées du pays, et reflète une réalité plus large dans le croissant pauvre bruxellois, où vulnérabilité socio-économique et criminalité économique semblent intimement liées.

Cette étude démontre que dans certaines zones, des structures d'entreprises sont utilisées de manière systématique par des réseaux criminels, et ce, de manière transversale à tous les secteurs d'activité. Derrière ces chiffres, ce sont des entrepreneurs honnêtes qui subissent la concurrence déloyale, un tissu économique local fragilisé, et la confiance des citoyens qui s'érode.

Dès lors, Monsieur le Bourgmestre faisant fonction, pouvez-vous nous indiquer :

- 1. Quels dispositifs la commune a-t-elle mis en place – ou envisage-t-elle de mettre en place – pour détecter, prévenir et freiner l'infiltration de structures économiques par le crime organisé ?**
- 2. Comment la commune accompagne-t-elle les entrepreneurs locaux dans la prévention des pratiques frauduleuses et dans le renforcement de leur résilience face à ces réseaux ?**
- 3. Quelles collaborations existent actuellement entre la commune, la zone de police, les autorités judiciaires et les services régionaux ou fédéraux pour garantir une meilleure traçabilité et transparence dans la gestion des entreprises locales ?**

4. Comment la commune compte-elle mieux contrôler et évaluer la corruption à Molenbeek-Saint-Jean, corruption qui va malheureusement souvent de pair avec la criminalité et les pratiques frauduleuses ?

Au nom **des Engagés**, j'appelle à une réponse ferme mais aussi constructive, articulée autour d'une **éthique économique, de la protection des acteurs locaux intègres, et de la restauration de la confiance dans le tissu entrepreneurial molenbeekois !**

Hassan Ouassari
Conseiller communal

Gemeentesecretariaat - Mondelinge vraag ingediend door de heer Ouassari, gemeenteraadslid Les Engagés, met betrekking tot bedrijven verbonden met criminele netwerken in Molenbeek-Saint-Jean.

34 **Secrétariat communal - Question orale posée par Madame Sagon, Conseillère communale ECOLO GROEN, relative à l'information et à la transparence autour de l'abattage des marronniers et du réaménagement de la Square des Libérateurs. (Complémentaire)**

Gemeentelijk secretariaat - Mondelinge vraag gesteld door Mevrouw Sagon, Gemeenteraadslid ECOLO GROEN, betreffende de informatie en transparantie rond het kappen van kastanjabomen en herinrichting van het Bevrijderspleintje. (Aanvullend)

Geachte voorzitter, beste collega's,

Rond het Bevrijderspleintje wonen is – als we het afval niet in overweging nemen – eigenlijk heerlijk. De reden waarom het daar zo heerlijk vertoeven is eigenlijk voornamelijk dankzij de aanwezigheid van meerdere prachtige bomen; reuzen die schaduw en rust bezorgen in een wijk waar er verder niet zo veel schaduw en rust te vinden is.

Maar tot onze grote consternatie zagen buurtbewoners op 4 juni dat twee van die reuzen – twee paardenkastanjes (ook wel wilde kastanjes genoemd) – omgezaagd werden.

Uiteraard begrijpen we dat bomen soms ziek worden, en dat ingrijpen dan nodig kan zijn. Dankzij globalisatie en de klimaatopwarming, krijgen paardenkastanjes het de laatste jaren zwaar te verduren, onder meer door de kastanjemineermot die Europa in minder dan 20 jaar geteisterd heeft met zijn snelle en schadelijke verspreiding, een schimmel, beter bekend als 'black rot', of de meest recente en tegelijk dodelijkste ziekte 'de kastanjekanker'.

Ingrijpen is dus jammer genoeg van tijd tot tijd nodig, maar het minimum zou toch zijn om een basisvorm van communicatie rond deze ingreep te organiseren.

Daarom heb ik enkele concrete vragen aan het college:

1. Wat was precies de oorzaak van de boomsterfte? Om welke ziekte of aantasting ging het hier?
2. Waarom werd de velling uitgevoerd in de periode tussen 1 april en 15 augustus, terwijl dit normaal niet toegelaten is wegens het vogelbroedseizoen? Werd hier een uitzondering aangevraagd, en zo ja, op basis waarvan?
3. Waarom werd één van de bomen volledig verzaagd, terwijl van de andere nog een deel van de stam is blijven staan?
4. Welke preventieve maatregelen worden genomen om de andere kastanjabomen op het plein te beschermen, en meer in het algemeen: wat doet de gemeente om het dit

patrimonium in Molenbeek te vrijwaren?

5. Hoe kan de gemeente in de toekomst beter communiceren met buurtbewoners? Zou een beperkt aantal affiches of infopanelen met uitleg over de ziekte, de reden van de velling en de geplande heraanplanting niet een minimale vorm van transparantie zijn?
6. Tot slot een bredere vraag: wat zijn de plannen voor heraanplanting en herinrichting van het plein waar natuurlijk ook het monument voor de slachtoffers van de Eerste Wereldoorlog uit Sint-Jans-Molenbeek staat? In het verleden is er al een online burgerbevraging georganiseerd in de wijk om wensen en ideeën te verzamelen. Behalve de mooie bomen blijft het pleintje immers eerder een kale grijze vlakte - ook de leerlingen van de nabijgelegen Sint-Albertschool werkten hier al rond - en zo werden er bijvoorbeeld suggesties gedaan voor speelelementen, waterelementen, ontharding en vergroening, dat laatste ook om te helpen de andere reuzen te beschermen naar de toekomst toe.

Namens vele bezorgde buurtbewoners hoop ik op duidelijke antwoorden en op een engagement voor communicatie en transparantie in het beleid rond onze publieke ruimte.

Dank u.

Hilde Sagon

35 **Secrétariat communal - Interpellation déposée par Monsieur Milis, Conseiller communal MR, relative à "open street" rue Picard.**

INTERPELLATION DU COLLEGE DES BOURGMESTRE ET ECHEVINS

Introduite par : **MR – VLD** – Didier MILIS - Conseiller communal

Date du Conseil communal : **18/06/2025**

Date de rédaction : **04/06/2025**

Date de d'introduction : **04/06/2025**

Envoyée à :

- **Via mail** : Président du Conseil communal : hrahali@molenbeek.irisnet.be
- **Via mail** : Secrétariat communal : nvandepuut@molenbeek.irisnet.be; ilmarchal@molenbeek.irisnet.be ; secretariat.1080@molenbeek.irisnet.be ; mgarcia-fernandez@molenbeek.irisnet.be
- **Via courrier** :

Transmis par : Chef de groupe Didier MILIS

Objet : « Open Street » rue Picard

Monsieur le Bourgmestre,

Mesdames et Messieurs les Échevins,

Je souhaite attirer votre attention sur une série de nuisances persistantes liées à l'organisation de l'Open Street dans la rue Picard, dans le quartier maritime.

Plusieurs habitants du quartier – notamment du Boulevard du Jubilé – nous ont fait part de leur incompréhension et de leur exaspération face à la manière dont cette édition de l'Open Street se déroule. Ils soulèvent trois problèmes majeurs, qui méritent, selon nous, une réponse claire et une réévaluation des pratiques actuelles :

A. Une durée disproportionnée :

Contrairement aux autres rues participant à l'événement, où l'Open Street dure entre 3 et 8 jours, celle de la rue Picard s'étale sur 16 jours. Cette différence de traitement interroge les riverains et soulève des inquiétudes légitimes sur l'équité et la pertinence de cette durée.

B. Des nuisances sonores excessives :

Des bruits – cris, musique, jeux – sont signalés tard dans la nuit, parfois jusqu'à 1h du matin, y compris en semaine. Ces nuisances nuisent à la tranquillité des habitants et à leur qualité de vie, ce qui va à l'encontre des objectifs de cohésion sociale que l'événement est censé promouvoir.

C. Un non-respect des horaires et des problèmes d'accessibilité :

Aucun horaire n'est affiché pour l'Open Street rue Picard, contrairement à d'autres rues où une plage horaire claire est respectée (8h–20h). Les barrières restent en place la nuit, empêchant l'accès aux garages, et mettant parfois en danger l'accessibilité des services de secours — un incident à ce sujet a d'ailleurs été signalé l'an passé, lorsqu'un enfant blessé n'a pu être rapidement pris en charge.

Enfin, les habitants regrettent l'absence de dialogue avec l'organisatrice, malgré plusieurs tentatives de prise de contact.

Au nom des riverains, je demande donc au Collège :

1. Qu'une réévaluation de la durée de l'Open Street rue Picard soit envisagée, afin de l'aligner sur celle des autres rues participantes ;
2. Qu'un règlement clair d'horaire et de remise en état de la voirie soit appliqué et respecté, y compris en soirée ;
3. Que des garanties d'accès aux habitations et aux services d'urgence soient systématiquement assurées ;
4. Que le dialogue avec les riverains soit rétabli dans un cadre institutionnel.

Merci pour vos réponses

Gemeentelijk secretariaat - Interpellatie ingediend door de heer Milis, Gemeenteraadslid MR, inzake "open street" Picardstraat.

36 Secrétariat communal - Interpellation déposée par Monsieur Milis, Conseiller communal MR, relative à la prise en charge des pensions : Molenbeek bénéficie-t-elle d'un accompagnement adapté.

INTERPELLATION DU COLLEGE DES BOURGMESTRE ET ECHEVINS

Introduite par : **MR – VLD** – Didier MILIS - Conseiller communal

Date du Conseil communal : **18/06/2025**

Date de rédaction : **24/05/2025**

Date de d'introduction : **24/05/2025**

Envoyée à :

- **Via mail** : Président du Conseil communal : hrahali@molenbeek.irisnet.be
- **Via mail** : Secrétariat communal : nvandeput@molenbeek.irisnet.be; jlmarchal@molenbeek.irisnet.be ; secretariat.1080@molenbeek.irisnet.be ; mgarcia-fernandez@molenbeek.irisnet.be
- **Via courrier** :

Transmis par : Chef de groupe Didier MILIS

Objet : Prise en charge des charges de pension : Molenbeek bénéficie-t-elle d'un accompagnement adapté ?

Monsieur le Bourgmestre,
Mesdames et Messieurs les Échevins,

Des informations relayées récemment dans la presse soulèvent des questions importantes concernant le soutien prévu pour les communes face à la hausse des charges liées aux pensions du personnel local.

Il apparaît que certaines communes pourraient bénéficier d'un accompagnement financier, sur base de critères techniques et démographiques spécifiques. Dans ce cadre, plusieurs interrogations émergent concernant la situation de Molenbeek.

Notre commune, qui connaît une forte densité de population et une composition particulière de son personnel, pourrait, selon certains éléments, ne pas répondre pleinement à ces critères, ou n'en tirer qu'un bénéfice limité.

Afin de clarifier la situation, je souhaiterais poser les questions suivantes :

1. Molenbeek figure-t-elle parmi les communes éligibles à ce soutien ?
2. Un chiffrage a-t-il été réalisé concernant le montant éventuel que notre commune pourrait percevoir ?
3. Le Collège a-t-il entrepris des démarches spécifiques pour défendre les intérêts de la commune et faire valoir sa situation ?

Dans un contexte budgétaire toujours contraint, et au regard des enjeux de continuité de nos services publics, il me semble important que le Conseil communal dispose d'une vision claire et précise de la situation.

Je vous remercie pour vos réponses,

Didier MILIS
Conseiller communal
Chef de groupe

Gemeentelijk secretariaat - Interpellatie ingediend door de heer Milis, Gemeenteraadslid MR, inzake pensioenondersteuning: heeft Molenbeek recht op passende ondersteuning?

37 **Secrétariat communal - Interpellation déposée par Monsieur Milis, Conseiller communal MR, relative au projet de tram Picard - Demande d'avis négatif de la Commune dans le cadre de l'enquête publique.**

INTERPELLATION DU COLLEGE DES BOURGMESTRE ET ECHEVINS

Introduite par : **MR – VLD** – Didier MILIS - Conseiller communal

Date du Conseil communal : **18/06/2025**

Date de rédaction : **04/06/2025**

Date de d'introduction : **04/06/2025**

Envoyée à :

- **Via mail** : Président du Conseil communal : hrahali@molenbeek.irisnet.be
- **Via mail** : Secrétariat communal : nvandeput@molenbeek.irisnet.be; jlmarchal@molenbeek.irisnet.be ; secretariat.1080@molenbeek.irisnet.be ;

- **Via courrier :**

Transmis par : Chef de groupe Didier MILIS

Objet : Projet de tram «Picard» – Demande d’avis négatif de la commune dans le cadre de l’enquête publique

Monsieur le Bourgmestre,
Mesdames et Messieurs les Échevins,

Le groupe MR souhaite interpeller le Collège au sujet de l’enquête publique lancée ce 4 juin 2025 concernant la création d’une nouvelle ligne de tram entre l’avenue Belgica et la gare du Nord, traversant notamment la rue Picard, l’avenue du Port, la rue de Ribaucourt et plusieurs quartiers densément peuplés.

Ce projet soulève une série de préoccupations importantes pour notre commune et ses habitants :

Perturbations significatives de la mobilité locale, notamment la suppression de voiries, la réduction de places de stationnement et un risque accru de congestion dans des quartiers déjà saturés.

Impact environnemental non négligeable avec l’abattage de nombreux arbres, une bétonisation accrue et la disparition d’espaces verts.

Malgré de nombreuses réunions, une forte mobilisation citoyenne (avec plus de 200 personnes présentes) et des attentes clairement exprimées, les demandes des riverains n’ont manifestement pas été entendues.

Le projet prévoit la suppression de 127 emplacements de parking rue Picard sur les 189 présentes et 149 places de stationnement dans le quartier Belgica, soit un total de 276 places pour le quartier Maritime sans proposition d’alternative, alors que les habitants ont explicitement insisté sur la nécessité de préserver l’accessibilité.

Aucune solution n’est proposée pour les commerces de proximité alors que les travaux sont annoncés pour au minimum 3 ans. Quel accompagnement ou mesures compensatoires sont envisagés pour soutenir l’activité économique locale durant cette période ?

Le projet semble guidé uniquement par des considérations régionales, sans réelle prise en compte des besoins spécifiques de notre commune ni de son tissu urbain.

Le groupe MR considère que ce projet, dans sa forme actuelle, est nuisible à la qualité de vie des riverains et mal adapté aux réalités locales.

Nous demandons donc :

- Que la commune émette un avis négatif dans le cadre de l’enquête publique en cours,
- Qu’une séance d’information soit rapidement organisée afin de permettre aux habitants de poser leurs questions et faire entendre leur voix,

- Que la commune interpelle activement la Région afin que des alternatives plus acceptables soient étudiées, telles que le renforcement des lignes de bus ou d'autres solutions de mobilité moins invasives.

Nous espérons que le Collège défendra fermement les intérêts de notre commune et de ses habitants dans ce dossier.

Merci pour vos réponses.

Didier MILIS
Conseiller communal
Chef de groupe

Gemeentelijk secretariaat - Interpellatie ingediend door de heer Milis, Gemeenteraadslid MR, over het tramproject Picardstraat - Verzoek van negatief advies van de Gemeente als onderdeel van het openbaar onderzoek.

-
- 38 **Secrétariat communal - Interpellation déposée par Monsieur Milis, Conseiller communal MR, relative aux trottinettes électriques : quelle stratégie locale à Molenbeek.**

<p style="text-align: center;">INTERPELLATION DU COLLEGE DES BOURGMESTRE ET ECHEVINS</p>

Introduite par : **MR – VLD** – Didier MILIS - Conseiller communal

Date du Conseil communal : **18/06/2025**

Date de rédaction : **24/05/2025**

Date de d'introduction : **24/05/2025**

Envoyée à :

- **Via mail** : Président du Conseil communal : hrahali@molenbeek.irisnet.be
- **Via mail** : Secrétariat communal : nvandepuut@molenbeek.irisnet.be; jlmarchal@molenbeek.irisnet.be ; secretariat.1080@molenbeek.irisnet.be ; mgarcia-fernandez@molenbeek.irisnet.be
- **Via courrier** :

Transmis par : Chef de groupe Didier MILIS

Objet : Trottinettes électriques: quelle stratégie locale à Molenbeek

Monsieur le Bourgmestre,
Mesdames et Messieurs les Échevins,

La présence croissante des trottinettes électriques sur l'espace public soulève des enjeux importants en matière de sécurité routière, de mobilité et de cohabitation entre usagers. Récemment, la zone de police Bruxelles-Ouest a mené une opération de contrôle à Molenbeek, ciblant les trottinettes non conformes. Certaines d'entre elles roulaient à des vitesses excessives, atteignant jusqu'à 100 km/h, bien au-delà de la limite autorisée de 25 km/h.

Je salue cette action ciblée, qui démontre une volonté d'assurer la sécurité sur nos voiries. Toutefois, cette problématique ne saurait être réglée par une opération ponctuelle. En 2024, 541 accidents impliquant des trottinettes ont été recensés à Bruxelles, selon l'institut Vias, et les comportements à risque restent fréquents dans plusieurs quartiers de notre commune.

Il me semble dès lors essentiel que la commune puisse développer une approche plus structurée autour de cette question, en collaboration avec la zone de police et les acteurs de terrain.

À ce titre, je soumetts les propositions suivantes à votre attention

- A. Renforcement des contrôles réguliers, en particulier dans les zones les plus sensibles, pour sanctionner les comportements dangereux tels que la vitesse excessive, la circulation sur trottoirs ou le transport de passagers.
- B. Mise en place, en concertation avec les opérateurs, de zones de stationnement spécifiques pour éviter l'encombrement des trottoirs et améliorer la cohabitation entre usagers.
- C. Déploiement de campagnes de sensibilisation locales, notamment à destination des jeunes, afin de rappeler les règles de sécurité et les limites légales liées à l'usage de ces engins.

Par ailleurs, il est intéressant de noter que le bourgmestre d'Uccle, Boris Dilliès, a pris des mesures pour encadrer le stationnement des trottinettes électriques sur le territoire de sa commune. En septembre 2022, il a annoncé l'intention d'interdire temporairement le stationnement des trottinettes partagées, en attendant l'adoption d'une réglementation régionale adéquate. Cette initiative visait à mettre fin au stationnement anarchique et à assurer une meilleure sécurité pour les piétons.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes :

1. Cette opération de police s'inscrit-elle dans une stratégie plus large et durable ?
2. Le Collège dispose-t-il de données locales sur les infractions ou accidents impliquant des trottinettes à Molenbeek ?
3. Des mesures d'aménagement (zones de dépôt, zones interdites) sont-elles envisagées ?
4. Une collaboration est-elle en cours avec les opérateurs de trottinettes électriques actifs sur notre territoire ?
5. La commune prévoit-elle des actions de prévention ciblées, notamment auprès des jeunes usagers ?

Je vous remercie pour vos réponses.

Didier MILIS
Conseiller communal
Chef de groupe

Gemeentelijk secretariaat - Interpellatie ingediend door de heer Milis, Gemeenteraadslid MR, omtrent elektrische steps: welke lokale strategie in Molenbeek.

39 **Secrétariat communal - Interpellation déposée par Monsieur Van Merris, Conseiller communal MR, relative à Molendigue.**

INTERPELLATION DU COLLEGE DES BOURGMESTRE ET ECHEVINS

Introduite par : **MR – VLD** – Didier VAN MERRIS - Conseiller communal

Date du Conseil communal : **18/06/2025**

Date de rédaction : **24/05/2025**

Date de d'introduction : **24/05/2025**

Envoyée à :

- **Via mail** : Président du Conseil communal : hrahali@molenbeek.irisnet.be
- **Via mail** : Secrétariat communal : nvandeput@molenbeek.irisnet.be; jlmarchal@molenbeek.irisnet.be ; didiervanmerris@hotmail.com ; secretariat.1080@molenbeek.irisnet.be
- **Via courrier** :

Transmis par : Chef de groupe Didier MILIS

Objet : MolenDigue

Madame la Bourgmestre,
Mesdames et Messieurs les membres du Collège,

Il y a quelques semaines, l'échevine de la Mobilité, Madame Saliha Raïss, a présenté en grande pompe le projet "MolenDigue".

Ce projet vise à transformer les quais de Molenbeek, entre la chaussée de Ninove et Saintelette, en une "digue urbaine", inspirée des Rives-de-Seine à Paris. Une zone à circulation très limitée, réservée aux cyclistes et piétons, avec accès automobile restreint et contrôlé par caméras ANPR.

L'intention paraît louable sur papier. Qui pourrait être contre une meilleure qualité de vie et des espaces publics réaménagés ? Mais derrière les formules séduisantes se cache une autre réalité, ce projet n'est rien d'autre qu'une énième déclinaison du plan Good Move, dont les effets sur la mobilité et le commerce local dans d'autres quartiers sont encore loin de faire l'unanimité.

Il est également interpellant de voir une majorité communale, déjà en difficulté budgétaire, se lancer dans des promesses ambitieuses et coûteuses, alors que ni les moyens ni les compétences directes ne sont assurés. Car rappelons-le, la gestion des voiries concernées relève de la Région. Ce n'est donc pas à la commune de faire des effets d'annonce, mais de gérer ses priorités locales avec rigueur.

Je m'interroge aussi sur la cohérence globale de la politique de mobilité de cette majorité, d'un côté, on déclare vouloir améliorer la circulation, et de l'autre, on planifie la fermeture quasi complète d'un axe structurant, sans étude d'impact sérieuse, ni réelle consultation citoyenne.

À cet égard, j'aimerais poser les questions suivantes au Collège :

1. Ce projet "MolenDigue" a-t-il fait l'objet d'une étude d'impact sur la circulation, l'activité économique locale et la sécurité dans les quartiers avoisinants ?
2. Quel est le coût estimé du projet pour la commune, en particulier dans le contexte budgétaire contraint actuel?
3. Une concertation a-t-elle été menée avec les riverains et les commerçants ? Si oui, quels en sont les résultats concrets ?
4. Quelle est la coordination réelle entre la commune et la Région, et quelles garanties avons-nous quant à la faisabilité de ce projet ?
5. Enfin, la commune prévoit-elle de faire évaluer les impacts des précédents plans de mobilité (type Good Move) avant de lancer de nouveaux projets similaires ?

Nous avons la responsabilité collective de défendre une mobilité fluide, une gestion responsable des deniers publics et une véritable concertation avec nos citoyens. Ce type d'annonce précipitée ne peut masquer les réalités économiques et sociales du terrain.

Je vous remercie pour vos réponses.

Didier VAN MERRIS
Conseiller communal

Gemeentelijk secretariaat - Interpellatie ingediend door de heer Van Merris, Gemeenteraadslid MR, over Molendigue.

40 Secrétariat communal - Interpellation déposée par Madame Garcia-Fernandez, Conseillère communale MR, relative à la circulation de camions de grand gabarit dans le quartier Maritime, aux abords du site "Martini".

INTERPELLATION DU COLLEGE DES BOURGMESTRE ET ECHEVINS

Introduite par : **MR – VLD** – Gloria GARCIA_FERNANDEZ - Conseillère communale

Date du Conseil communal : 18/06/2025

Date de rédaction : 25/05/2025

Date de d'introduction : 25/05/2025

Envoyée à :

- Via mail : Président du Conseil communal : hrahali@molenbeek.irisnet.be
- Via mail : Secrétariat communal : nvandeput@molenbeek.irisnet.be; jlmarchal@molenbeek.irisnet.be ; mgarcia-fernandez@molenbeek.irisnet.be ; secretariat.1080@molenbeek.irisnet.be
- Via courrier :

Transmis par : Chef de groupe Didier MILIS

Objet : Circulation de camions de grand gabarit dans le quartier Maritime, aux abords du site dit « Martini »

Monsieur le Président,

Mesdames et Messieurs les membres du Conseil,

Je souhaite vous interpeller au sujet de la circulation régulière de camions de grand gabarit dans les rues étroites et résidentielles du quartier Maritime, plus précisément aux abords du site situé au 108 rue Vandenboogaerde à Molenbeek, connu localement sous le nom de « site Martini ».

Depuis plusieurs semaines, des habitants, dont le président du comité de quartier, nous alertent sur les nuisances et surtout sur les risques pour la sécurité que représente le passage de ces poids lourds dans des voiries manifestement inadaptées à ce type de trafic.

Des vidéos ont été transmises, montrant des manœuvres particulièrement dangereuses à proximité de logements, d'écoles, ainsi que dans des zones de passage fréquent de cyclistes et de piétons.

Ces témoignages rappellent d'autres situations similaires rencontrées dans ce quartier, trop souvent peu associé aux décisions relatives à la logistique urbaine et à la mobilité.

Je souhaite dès lors poser les questions suivantes :

- L'entreprise occupant le site du 108 rue Vandenboogaerde dispose-t-elle d'une autorisation spécifique pour permettre la circulation de camions de ce gabarit dans

cette zone ?

- Un itinéraire précis est-il imposé à ces véhicules afin de limiter les nuisances et garantir la sécurité ? Dans l'affirmative, ce trajet est-il effectivement respecté et contrôlé ?
- Quelles mesures sont envisagées par la commune pour faire respecter la réglementation en matière de circulation des poids lourds en zone résidentielle ?

Je vous remercie pour vos réponses.

Gloria GARCIA-FERNANDEZ
Conseillère communale
Cheffe de file

Gemeentelijk secretariaat - Interpellatie ingediend door Mevrouw Garcia-Fernandez, Gemeenteraadslid MR, met betrekking tot het verkeer van grote vrachtwagens in het Maritiem District, vlak bij de locatie "Martini".

-
- 41 **Secrétariat communal - Interpellation déposée par Madame Garcia-Fernandez, Conseillère communale MR, relative à l'entretien des arbres rue des Étangs noirs.**

<p style="text-align: center;">INTERPELLATION DU COLLEGE DES BOURGMESTRE ET ECHEVINS</p>

Introduite par : **MR – VLD** – Gloria GARCIA_FERNANDEZ - Conseillère communale

Date du Conseil communal : **18/06/2025**

Date de rédaction : **25/05/2025**

Date de d'introduction : **04/06/2025**

Envoyée à :

- **Via mail** : Président du Conseil communal : hrahali@molenbeek.irisnet.be
- **Via mail** : Secrétariat communal : nvandeput@molenbeek.irisnet.be; jlmarchal@molenbeek.irisnet.be ; mgarcia-fernandez@molenbeek.irisnet.be ; secretariat.1080@molenbeek.irisnet.be
- **Via courrier** :

Transmis par : Chef de groupe Didier MILIS

Objet : Entretien arbres rue des Étangs noirs

Monsieur le Président,

Mesdames et Messieurs les membres du Conseil,

Je souhaite attirer votre attention sur un problème récurrent et de plus en plus préoccupant concernant l'entretien des arbres dans la rue des Étangs Noirs.

La situation est telle que les arbres, dont la croissance n'est manifestement plus maîtrisée, touchent désormais les fenêtres des habitations. L'espace public est envahi, et cela pose des problèmes concrets de visibilité, de sécurité, et de confort pour les riverains.

Un voisin, excédé, a dû couper lui-même les branches qui empiétaient sur son domicile. C'est inacceptable. Les citoyens ne devraient pas avoir à pallier eux-mêmes le manque d'intervention des services communaux, surtout lorsqu'ils s'acquittent scrupuleusement de leurs taxes.

Monsieur l'Échevin, pouvez-vous nous indiquer :

- Pourquoi l'entretien de ces arbres est-il aussi négligé ?
- Quand une opération d'élagage sérieuse est-elle prévue rue des Étangs Noirs ?
- Existe-t-il un plan de gestion de plantations urbaines, et si oui, pourquoi cette rue semble-t-elle en être exclue ?
- Quelles mesures urgentes pouvez-vous prendre pour remédier à cette situation dès les prochains jours ?

Je vous remercie par avance pour votre réponse, et j'espère que des actions concrètes seront engagées.

Gloria GARCIA-FERNANDEZ
Conseillère communale
Cheffe de file

Gemeentelijk secretariaat - Interpellatie ingediend door Mevrouw Garcia-Fernandez, Gemeenteraadslid MR, betreffende het onderhoud van de bomen Zwarte Vijversstraat.

42 **Secrétariat communal - Interpellation déposée par Madame Garcia-Fernandez, Conseillère communale MR, relative à la réorganisation des compétences au sein du collège.**

INTERPELLATION DU COLLEGE DES BOURGMESTRE ET ECHEVINS

Introduite par : **MR – VLD** – Gloria GARCIA_FERNANDEZ - Conseillère communale

Date du Conseil communal : 18/06/2025

Date de rédaction : 24/05/2025

Date de d'introduction : 24/05/2025

Envoyée à :

- **Via mail : Président du Conseil communal** : hrahali@molenbeek.irisnet.be
- **Via mail : Secrétariat communal** : nvandepuut@molenbeek.irisnet.be; jlmarchal@molenbeek.irisnet.be ; mgarcia-fernandez@molenbeek.irisnet.be ; secretariat.1080@molenbeek.irisnet.be
- **Via courrier** :

Transmis par : Chef de groupe Didier MILIS

Objet : Réorganisation des compétences au sein du Collège

Monsieur le Président,

Mesdames et Messieurs les membres du Conseil,

Lors du dernier Conseil communal, il nous a été annoncé une redistribution importante des compétences au sein du Collège. L'une des conséquences majeures de cette réorganisation est qu'une fonction échevinale sera désormais consacrée exclusivement à la gestion de la propreté et à la lutte contre les incivilités.

Si l'on peut comprendre la volonté d'intensifier l'action dans ces domaines, on peut s'interroger sur le choix d'extraire la lutte contre les incivilités de son ancrage traditionnel au sein de la prévention. En effet, dans la grande majorité des communes bruxelloises, et conformément à l'esprit du Plan Global de Sécurité et de Prévention (PGSP), cette matière est traitée de manière transversale, en lien avec les services sociaux, la médiation, la police et les éducateurs de rue.

Ce changement soulève donc des questions de fond sur la cohérence de l'approche locale.

Dans le même temps, une autre fonction échevinale voit ses responsabilités considérablement élargies, avec des matières aussi essentielles que l'Environnement, l'Énergie et le Climat. Ce cumul, aussi ambitieux soit-il, interroge sur la capacité de gestion réelle d'un portefeuille aussi vaste.

Dès lors, je me permets, au nom du groupe MR, de poser les questions suivantes :

1. Quelle logique a présidé à cette réorganisation ? Résulte-t-elle d'une évaluation stratégique ou d'un besoin d'équilibrage politique ?
2. Pourquoi avoir choisi d'isoler la lutte contre les incivilités plutôt que de la renforcer au sein de la prévention ?
3. Quels moyens humains et budgétaires sont prévus pour assurer l'efficacité de ces nouvelles attributions ?
4. Comment le Collège entend-il garantir que ces redistributions produisent des résultats

concrets et mesurables dans l'intérêt des Molenbeekois ?

Je vous remercie pour vos réponses.

Gloria GARCIA-FERNANDEZ
Conseillère communale
Cheffe de file

Gemeentelijk secretariaat - Interpellatie ingediend door Mevrouw Garcia-Fernandez, Gemeenteraadslid MR, over de reorganisatie van bevoegdheden binnen het college.

43 **Secrétariat communal - Interpellation déposée par Monsieur Didier Van Merris, Conseiller communal MR, relative au respect des compétences échevinales et des procédures de communication avec le personnel communal.**

INTERPELLATION DU COLLEGE DES BOURGMESTRE ET ECHEVINS

Introduite par : **MR – VLD** – Didier VAN MERRIS - Conseiller communal

Date du Conseil communal : **18/06/2025**

Date de rédaction : **05/06/2025**

Date de d'introduction : **05/06/2025**

Envoyée à :

- **Via mail** : Président du Conseil communal : hrahali@molenbeek.irisnet.be
- **Via mail** : Secrétariat communal : nvandeput@molenbeek.irisnet.be; jlmarchal@molenbeek.irisnet.be ; didiervanmerris@hotmail.com ; secretariat.1080@molenbeek.irisnet.be
- **Via courrier** :

Transmis par : Chef de groupe Didier MILIS

Objet : Respect des compétences échevinales et des procédures de communication avec le personnel communal

Madame la Bourgmestre,
Mesdames et Messieurs les membres du Collège,

Je souhaite interpeller le Collège sur des faits préoccupants concernant le respect des règles de bonne gouvernance et de fonctionnement administratif au sein de notre commune.

Il nous a été rapporté, à plusieurs reprises, que le Premier Échevin, membre du PTB, se rendrait dans des services communaux ne relevant pas de ses compétences, et ce sans coordination préalable avec les échevins responsables.

Plus encore, il semblerait qu'il donne des instructions ou formule des demandes directement aux agents, en dehors de toute procédure hiérarchique, ce qui suscite un malaise grandissant parmi certains membres du personnel.

Or, je rappelle qu'à l'initiative de Madame Moureaux, le 20 juillet 2022, il a été adopté une note de service très claire sur ce point, rappelant les règles de communication entre mandataires politiques et personnel communal, dans le respect des compétences de chacun.

Cette note stipule notamment qu'aucun échevin ne peut s'adresser directement à un membre du personnel d'un service qui relève de la compétence d'un autre échevin, et qu'un agent contacté dans ces conditions est en droit de refuser la demande.

Ces règles ont été posées pour préserver le bon fonctionnement de l'administration, garantir la clarté des responsabilités, et protéger le bien-être psychologique du personnel face à toute pression ou confusion hiérarchique.

Dans ce contexte, je souhaite poser les questions suivantes au Collège :

- Peut-il confirmer si de tels faits ont bien eu lieu récemment ?
- Quels rappels ont été ou seront faits au sein du Collège pour assurer le respect strict de la note de service du 20 juillet 2022 ?
- Quelles garanties sont apportées aux agents pour qu'ils puissent exercer leurs missions dans un cadre professionnel serein, sans pression ou intervention politique extérieure à leur hiérarchie ?

Ces questions ne sont pas anecdotiques : elles touchent au respect de la légalité, au fonctionnement neutre de l'administration et à l'équilibre entre pouvoir politique et gestion administrative.

Il en va, tout simplement, du respect des principes de bonne gouvernance, que chacun ici devrait s'engager à défendre.

Je vous remercie d'avance pour vos réponses.

Didier VAN MERRIS
Conseiller communal

Gemeentelijk secretariaat - Interpellatie ingediend door Mijnheer Didier Van Merris, Gemeenteraadslid MR, met betrekking tot de eerbiediging van de gemeentelijke bevoegdheden en de communicatieprocedures met het gemeentepersoneel.

TFA, relative à l'inaction face à la prolifération des rats dans la rue d'Ostende au croisement de la rue de Carpe.

Monsieur le bourgmestre f.f, chers membres du collège, chers conseillers,

En tant que conseiller communal, je me fais le porte-parole des habitants du quartier d'Ostende et de ses environs, qui sont confrontés depuis plusieurs années à une prolifération incontrôlée de rats, particulièrement dans la zone du terrain abandonné à l'intersection de la rue de la Carpe.

Les riverains, dont certains témoignent de la présence de rats dans leurs habitations, m'ont fait part de leur exaspération face à l'inaction persistante des services compétents. Cette situation, qui dure depuis trop longtemps, a atteint un point critique, mettant en péril la salubrité et la sécurité de notre commune. Les interventions ponctuelles en matière de dératisation n'ont pas donné les résultats attendus, car la source principale du problème demeure : l'accès libre aux égouts et aux terrains abandonnés.

De plus, malgré les témoignages de riverains qui se sentent de plus en plus impuissants face à ce phénomène, aucune solution pérenne n'a été mise en place. Il est inacceptable que les habitants continuent à vivre dans de telles conditions, et que des risques sanitaires importants soient ignorés par les autorités compétentes.

Je tiens à dénoncer ce laisser-aller qui nuit gravement à l'image de notre commune et à la qualité de vie de ses habitants. Je sollicite donc que ce problème soit traité de manière urgente et sérieuse. Il est impératif que le collège communal prenne les mesures suivantes :

1. **Fermeture des accès aux égouts et des ouvertures sur le terrain abandonné**, afin de stopper la propagation des rats dans tout le quartier.
2. **Réparation et entretien des pièges de dératisation** déjà installés, qui sont manifestement laissés à l'abandon, ce qui aggrave la situation.
3. **Mise en place d'une surveillance continue et d'une intervention ciblée** sur le terrain afin de garantir l'éradication définitive du problème.
4. **Information claire et régulière** des habitants sur les mesures prises et leur rôle dans la gestion de cette situation.

Je vous demande instamment de mettre en place ces mesures dans les plus brefs délais, afin de permettre à nos concitoyens de retrouver un environnement sain et sécurisé.

Dans l'attente d'une réponse concrète et d'une action rapide de votre part, je vous prie d'agréer, chers membres du collège, l'expression de mes salutations distinguées.

Rachid MAHDAOUI – Conseiller communale
Chef de groupe Team Fouad Ahidar

Gemeentesecretariaat - Interpellatie ingediend door de heer Mahdaoui, gemeenteraadslid TFA, over het gebrek aan actie ten aanzien van de toename van ratten in de Oostendestraat, ter hoogte van de kruising met de Karpestraat.

communal MR, relative à la gestion du stationnement par parking brussels à Molenbeek-Saint-Jean.- report du 23/04/2025- report du 21/05/2025- report du 10/06/2025 (Complémentaire)

Monsieur le Bourgmestre,
Mesdames et Messieurs les Échevins,

La gestion du stationnement en voirie à Molenbeek, assurée par parking.brussels, continue de faire l'objet de nombreuses critiques de la part des habitants. Beaucoup pointent un service peu réactif, des démarches complexes, un manque d'écoute, et un traitement inégal des situations.

À cette insatisfaction vient désormais s'ajouter une nouvelle source de mécontentement : l'augmentation des tarifs de stationnement, prévue à partir du 5 mai prochain, suite à l'indexation décidée au niveau régional. Cette hausse des prix, dans un contexte économique déjà difficile pour de nombreux Molenbeekois, est particulièrement mal perçue, d'autant qu'elle ne s'accompagne d'aucune amélioration tangible du service. Certaines communes Bruxelloises envisagent de reprendre la main, Il est donc légitime de s'interroger sur la pertinence de maintenir telle quelle la convention entre Molenbeek et parking.brussels.

Je souhaite dès lors poser les questions suivantes au Collège :

1. Une évaluation du service fourni par parking.brussels a-t-elle été menée récemment à l'échelle de la commune ?
2. Le Collège envisage-t-il de renégocier la convention ou d'étudier la possibilité d'une reprise en gestion communale ?
3. La commune a-t-elle exprimé ou compte-t-elle exprimer ses préoccupations concernant l'augmentation tarifaire et ses conséquences pour les habitants ?
4. Des mesures concrètes sont-elles prévues pour améliorer la qualité du service de stationnement à Molenbeek et répondre aux attentes légitimes des citoyens ?

Je vous remercie pour vos réponses.

Didier MILIS
Conseiller communal
Chef de groupe

Gemeentesecretariaat - Interpellatie van de heer Didier MILIS, MR gemeenteraadslid, over het parkeerbeheer door parking brussels in Sint-Jans-Molenbeek.- uitstel van 23/04/2025- uitstel van 21/05/2025- uitstel van 10/06/2025 (Aanvullend)

46 **Secrétariat communal - Interpellation déposée par Madame Deknudt, Conseillère communale Team Fouad Ahidar, relative aux travaux Quai du Hainaut - Report du 23/04/2025 et du 21/05/2025.- report du 10/06/2025 (Complémentaire)**

Gemeentesecretariaat - Interpellatie ingediend door Mevrouw Deknudt Gemeenteraadslid Team Fouad Ahidar, met betrekking tot de werken Henegouwenkaai - Uitstel van 23/04/2025 en van 21/05/2025.- uitstel van 10/06/2025 (Aanvullend)

Beste Burgemeester,

Beste schepenen en collega's van de gemeenteraad,

Binnenkort starten weer de tijdelijke werken aan de Henegouwenkaai. Deze werken zouden een tijdelijke oplossing zijn om de kaai te stutten tot de degelijke werken zouden kunnen beginnen. Deze worden gemikt op eind 2025 als er een Brusselse Regering wordt gevormd.

Heeft men al preventieve oplossingen voor de bestaande werven die nu stilliggen en de bedrijven die hiervan last zullen hebben? Wij zouden ten alle kosten willen vermijden dat net als het MIMA er nog meer bedrijven failliet gaan en/ of er onafgewerkte werven zullen ontstaan. Hoelang zouden de totale werken duren en welke impact gaat dit hebben op de buurt?

Zal er enige kost aan deze werken onder de kas van de gemeente vallen? Indien ja, is er al zicht op hoeveel ons dit zal kosten?

Wat is het uiteindelijke doel van deze baan na de werken? Zal dit opnieuw als deels fietsbaan, voetgangersbaan en deels autostraat bestaan? Of zijn er andere plannen voor dit stuk na de werken?

Wij zullen de werken en plannen ook verder opvolgen en hopen alvast op een antwoord op deze vragen.

Alvast bedankt voor jullie aandacht.

Harmony Deknudt

Gemeenteraadslid

Team Fouad Ahidar

47 **Secrétariat communal - Interpellation déposée par Monsieur Ben Salah, Chef de groupe PS-Vooruit, relative aux propos du président du MR - Appel à une position claire et digne de notre commun - Report du 23/04/2025 et du 21/05/2025.- report du 10/06/2025 (Complémentaire)**

Monsieur le Bourgmestre,

Mesdames et Messieurs les membres du Collège, Chers collègues,

Permettez-moi, avant toute chose, d'adresser mes sincères remerciements au président de notre Conseil communal, Monsieur Hassan Rahali, pour son initiative citoyenne. Elle a su traduire avec justesse ce que tant d'habitants ont ressenti : une blessure, un malaise, un besoin urgent d'être respectés dans leur humanité.

Le 16 avril 2025, dans un média national, le président du Mouvement Réformateur a tenu des propos qui, dans leur formulation comme dans leur portée, ont été perçus par une partie importante de nos

concitoyens comme stigmatisants et injustes.

À Molenbeek, ces mots ont résonné avec une intensité particulière. Ils ont ravivé des peurs, des blessures anciennes. Ils ont rappelé à beaucoup que la méfiance et les amalgames peuvent resurgir à tout moment, même au plus haut niveau du débat public.

Mais ce qui est en cause ici dépasse une simple déclaration. Ce qui est en jeu, c'est la qualité de notre démocratie locale, la solidité de notre cohésion sociale, et la capacité de notre Conseil à incarner une parole de justice, de retenue et de fermeté face à la tentation du clivage.

À Molenbeek, nous savons ce que signifie "faire société". Nous savons ce que cela coûte, ce que cela exige. Le vivre-ensemble ne se décrète pas : il se construit. Dans les écoles. Dans les quartiers. Dans les associations. Dans les regards.

Il se construit aussi ici, dans cette salle. Par nos choix. Par nos silences. Ou par nos paroles.

C'est pourquoi je vous adresse, au nom du groupe PS-Vooruit, une interpellation simple, solennelle, et pleinement inscrite dans notre responsabilité d'élus.

1. Le Collège communal est-il disposé à reconnaître publiquement le trouble causé par ces propos dans notre population ?
2. Envisage-t-il de publier une déclaration réaffirmant, avec clarté et sans ambiguïté, l'attachement de notre commune aux valeurs fondamentales : respect, égalité, dignité ?

Enfin, je me permets, avec tout le respect que j'ai pour chacun ici, de me tourner vers nos collègues du MR présents dans ce Conseil. Je ne vous interroge pas par défi, ni par stratégie. Je vous interroge par loyauté à la démocratie locale, et parce que je crois que vos voix peuvent contribuer à apaiser, à clarifier, à rassembler.

Ce que nous disons aujourd'hui ne s'adresse pas seulement aux médias, ni aux militants. Cela s'adresse à une jeunesse qui doute. À des familles qui s'interrogent. À des citoyens qui attendent de nous non des calculs, mais du courage.

L'Histoire, parfois, se joue à bas bruit. Elle se joue dans des prises de parole qui refusent l'escalade. Dans des conseils communaux qui choisissent l'apaisement plutôt que l'indifférence. Dans la dignité des mots face au vacarme des clichés.

Molenbeek n'est ni un bouc émissaire, ni un décor. Molenbeek est une réalité humaine, vivante, complexe, digne. Et nous en sommes les garants.

Ce soir, je ne vous demande pas de vous opposer à qui que ce soit. Je vous demande de vous élever au-dessus de ce qui divise, et de dire, calmement mais fermement : ici, à Molenbeek, toute personne mérite le respect. Sans condition. Sans exception.

Je vous remercie.

Gemeentesecretariaat - Interpellatie ingediend door de heer Benn Salah, Fractievoorzitter PS-Vooruit over de woorden van de voorzitter van de MR - Oproep tot een duidelijk en waardig standpunt van onze gemeente - Uitstel van 23/04/2025 en van 21/05/2025.- uitstel van 10/06/2025 (Aanvullend)

48 **Secrétariat communal - Interpellation déposée par monsieur Didier MILIS, Conseiller communal MR, relative à la transparence des rémunérations des échevins et impact de l'indexation votée par le Conseil - Report du 23/04/2025 et du 21/05/2025.- report du 10/06/2025 (Complémentaire)**

Madame la Bourgmestre,

Mesdames et Messieurs les Échevins,

Chers membres du Conseil,

Lors d'un précédent Conseil communal, une décision a été prise concernant l'indexation des rémunérations des Échevins. Cette mesure, qui a un impact direct sur les finances communales, soulève des questions légitimes quant à la transparence des montants alloués aux membres du Collège.

Il est de notoriété publique que les rémunérations des Échevins sortants sont accessibles, conformément aux principes de transparence et de bonne gouvernance. Toutefois, à ce jour, il ne semble pas y avoir d'informations claires et accessibles concernant les rémunérations actuelles des Échevins en fonction, particulièrement après l'indexation récemment votée.

Dans un souci de transparence envers les citoyens et les membres de ce Conseil, nous souhaiterions donc obtenir des clarifications précises sur les points suivants :

1. Quels sont les montants exacts des rémunérations des Échevins actuellement en fonction après application de l'indexation votée ?
2. Quels étaient ces montants avant l'indexation, afin d'évaluer l'impact concret de cette mesure ?
3. Existe-t-il un cadre de communication régulier permettant aux citoyens d'accéder à ces informations sans devoir les demander explicitement ?
4. La Commune envisage-t-elle de publier de manière systématique et accessible les rémunérations des membres du Collège, conformément aux principes de transparence et de redevabilité ?

Nous estimons que ces informations sont d'intérêt public et qu'il est essentiel que la population puisse comprendre comment les fonds communaux sont alloués, en particulier dans un contexte où les citoyens font face à des défis économiques importants.

Dans cette optique, nous vous remercions d'avance pour votre réponse et restons attentifs à toute initiative visant à renforcer la transparence dans la gestion de notre Commune.

Didier MILIS
Conseiller communal

Gemeentesecretariaat - Interpellatie van de heer Didier MILIS, MR gemeenteraadslid, over de transparantie van de wethouderssalarissen en de impact van de door de Raad goedgekeurde indexering - Uitstel van 23/04/2025 en van 21/05/2025.- uitstel van 10/06/2025 (Aanvullend)

49 **Secrétariat communal - Interpellation déposée par Monsieur Van Merris, Conseiller communal MR, relative à l'absence et au manque d'implication de la Bourgmestre - Report du 23/04/2025 et du 21/05/2025.- report du 10/06/2025 (Complémentaire)**

Monsieur le Président,

Mesdames et Messieurs les membres du Conseil,

Depuis plusieurs semaines, de nombreux citoyens nous interpellent sur un sujet préoccupant : l'absence flagrante de la Bourgmestre et son manque d'implication dans la gestion de notre commune.

Nous avons toutes et tous conscience que la fonction de Bourgmestre est exigeante et demande un engagement total au service des citoyens. Pourtant, force est de constater que notre Bourgmestre est aux abonnés absents. Un seul jour de présence entre deux certificats médicaux, juste pour pouvoir continuer à percevoir son salaire, ce n'est pas une gestion responsable, c'est une tromperie. Si la Bourgmestre est réellement venue travailler ce seul jour pour remettre son compteur à zéro, c'est de la fraude sociale. A la lecture de l'avis au personnel du 05 mars 2025, il n'est pas stipulé de date de début d'absence !

Nous posons donc la question :

- Soit elle est malade, et alors pourquoi est-elle venue travailler ce jour-là ?

- Soit elle ne l'est pas, et dans ce cas pourquoi n'assume-t-elle pas pleinement ses fonctions ?

Molenbeek fait face à des défis majeurs. La situation financière est critique, et pendant que le personnel communal se serre la ceinture, la Bourgmestre, elle, semble totalement détachée de la réalité. La bonne gestion ne peut pas être un simple slogan électoral, elle doit être une pratique concrète, appliquée par celles et ceux qui dirigent cette commune.

La situation actuelle est une insulte au sérieux et à l'engagement que les citoyens attendent de leurs élus. Molenbeek mérite des responsables présents, impliqués et à la hauteur des enjeux.

Nous demandons donc des explications claires :

- Quelle est la justification de cette absence prolongée ?
- Pourquoi la Bourgmestre est-elle venue un seul jour entre deux certificats médicaux ?
- Compte-t-elle reprendre ses fonctions pleinement et durablement ?

Les habitants de Molenbeek ont droit à des dirigeants qui travaillent réellement pour eux. Il est temps d'apporter des réponses et d'assumer ses responsabilités.

Dans l'attente de vos réponses, nous vous remercions.

Didier VAN MERRIS
Conseiller communal

Gemeentesecretariaat - Interpellatie ingediend door de heer Van Merris, Gemeenteraadslid MR, betreffende de afwezigheid en gebrek aan betrokkenheid van Mevrouw de Burgemeester - Uitstel van 23/04/2025 en van 21/05/2025.- uitstel van 10/06/2025 (Aanvullend)

-
- 50 **Secrétariat communal - Interpellation déposée par Monsieur Milis, Conseiller communal MR, relative à Molenbeek sans pilote, qui assume encore la gouvernance de cette commune.- report du 10/06/2025 (Complémentaire)**

<p style="text-align: center;">INTERPELLATION DU COLLEGE DES BOURGMESTRE ET ECHEVINS</p>

Introduite par : **MR – VLD** – **Didier MILIS** - Conseiller communal

Date du Conseil communal : 22/05/2025

Date de rédaction : 13/05/2025

Date de d'introduction : 13/05/2025 – 21:45

Envoyée à :

- Via mail : Président du Conseil communal : hrahali@molenbeek.irisnet.be
- Via mail : Secrétariat communal : nvandeput@molenbeek.irisnet.be; jlmarchal@molenbeek.irisnet.be ; mgarcia-fernandez@molenbeek.irisnet.be
- Via courrier :

Transmis par : Chef de groupe Didier MILIS

Objet : **Molenbeek sans pilote : qui assume encore la gouvernance de cette commune ?**

Monsieur le Président,

Mesdames et Messieurs les membres du Conseil,

Le samedi 10 mai, *La Dernière Heure* publiait un article alarmant sur la situation politique à Molenbeek.

Le constat est préoccupant : la commune traverse une période prolongée d'instabilité institutionnelle, marquée par l'absence durable de la bourgmestre Catherine Moureaux, l'incertitude persistante autour de son retour et le blocage politique provoqué par le maintien en poste de l'échevin Mohammed Kalandar malgré sa rupture avec le PS.

Dans ce contexte, il est important de souligner que le **PTB pourrait devenir le premier groupe de la majorité** si Monsieur Kalandar venait à quitter ou être exclu du PS.

Ce parti, qui a fondé son discours sur l'exigence de bonne gouvernance et de clarté démocratique, reste pourtant remarquablement silencieux face à la situation actuelle. Ce mutisme interroge, tout comme son refus apparent d'assumer une quelconque responsabilité dans l'état de blocage politique que traverse la commune.

De même, le maintien de Monsieur Kalandar dans l'exécutif communal, sans base politique cohérente, affaiblit la légitimité de l'ensemble du Collège et pose une question démocratique majeure.

Je pose donc les questions suivantes :

1. Quelles mesures ont été prises pour garantir une gouvernance stable et fonctionnelle depuis l'absence prolongée de la bourgmestre ?
2. Le PTB, qui pourrait devenir le premier groupe de la majorité, entend-il enfin assumer ses responsabilités politiques dans ce contexte de paralysie ?
3. Le Collège considère-t-il que Monsieur Kalandar dispose toujours d'une légitimité démocratique suffisante pour rester échevin, et sur quelle base ?
4. Enfin, le Collège peut-il garantir que le budget 2025 et une déclaration de politique générale

seront présentés dans les délais, malgré cette désorganisation persistante ?

Molenbeek ne peut pas continuer à fonctionner en pilotage automatique, sans transparence, sans cap politique clair, et dans l'indifférence totale de ceux qui prétendent défendre l'intérêt général.

Veillez agréer, Monsieur le Bourgmestre faisant fonction, Monsieur le Président, l'expression de mes salutations distinguées.

Didier MILIS

Chef de groupe MR-VLD

Conseil communal

Gemeentelijk secretariaat - Interpellatie ingediend door de heer Milis, Gemeenteraadslid MR, over Molenbeek zonder piloot, wie is er nog verantwoordelijk voor het bestuur van deze gemeente.- uitstel van 10/06/2025 (Aanvullend)

51 Secrétariat communal - Interpellation déposée par Monsieur Sumlu, Conseiller communal ECOLO GROEN, relative au décès du petit Fabian, écrasé par un véhicule de police. (Complémentaire)

Cher Collège,

Le décès du petit Fabian, 11 ans presque 12, provoqué par la police au parc Elisabeth ce 2 juin, nous a tous.tes profondément ému.es et choqué.es.

La question des circonstances de l'opération de police en elle-même sera certainement évoquée longuement en Conseil de police. La responsabilité qu'un tel drame ne se reproduise plus jamais incombe avant tout à la police. Mais la responsabilité de protéger, d'accompagner et de soutenir les enfants qui vivent ou sont scolarisés dans notre commune relève du Collège communal et de notre conseil. Dans ce sens, notre groupe politique Ecolo-Groen déposera une motion pour le prochain conseil communal, qui demandera une **interdiction des patrouilles de routine avec des véhicules de police motorisés dans les parcs et pour des règles de proportionnalité strictes pour les poursuites dans la zone de police de Nord-Ouest.**

Ici, chers membres du collège, je souhaite vous interroger sur l'impact de ce drame sur les enfants de notre commune et la façon dont vous avez pu intervenir auprès d'eux dans ces terribles circonstances.

Fabian avait 11 ans, il n'en aura jamais 12. Il était scolarisé dans un établissement situé sur le territoire de notre commune. Nos écoles communales organisent régulièrement des activités avec la police pour établir et créer le nécessaire lien de confiance entre elle et notre population. Mais aujourd'hui, comment explique-t-on aux enfants que la police de notre zone peut les tuer parce qu'ils font de la trottinette? Comment leur explique-t-on qu'il ne sont pas en sécurité dans le parc où ils vont jouer?

Je voudrais donc savoir:

- si vous avez pris des mesures spécifiques pour soutenir les enfants, et particulièrement ceux du même âge que Fabian qui sont en 6ème primaire, dans les écoles organisées par la commune.
- si vous avez fourni des outils ou un accompagnement spécifique au personnel enseignant afin qu'ils et elles puisse faire face et répondre aux questions de leurs élèves
- si vous avez eu un contact avec l'équipe éducative de l'école du petit Fabian et si vous avez pu apporter un soutien spécifique à ses camarades de classe, à ses enseignant·es et à sa famille?

Je vous remercie pour vos réponses.

Emre Sumlu
Chef de groupe Ecolo-Groen

Gemeentesecretariaat - Interpellatie ingediend door de heer Sumlu, Gemeenteraadslid ECOLO GROEN, over de dood van de kleine Fabian die werd gedood door een politievoertuig. (Aanvullend)

52 Secrétariat communal - Interpellation déposée par Madame Sagon, Conseillère communale ECOLO GROEN, au sujet des voitures partagées, une chance manquée par Molenbeek. (Complémentaire)

**Gemeentesecretariaat - Interpellatie ingediend door Mevrouw Sagon, Gemeenteraadslid
ECOLO GROEN, over autodelen, een gemiste kans voor Molenbeek. (Aanvullend)**

Geachte voorzitter, beste collega's,

De parkeerdruk in Molenbeek is hoog. In Laag-Molenbeek is die zeer hoog. Autodelen is een van de meest doeltreffende en betaalbare oplossingen om die druk te verlichten. Het spaart ruimte, is goed voor het milieu én de portemonnee.

Vandaag maken zo'n 50.000 Brusselse gezinnen al gebruik van autodelen. En dat aantal groeit elk jaar. Begrijpelijk, want een privéwagen staat gemiddeld 95% van de tijd stil. Een wagen bezitten kost gemiddeld 400 euro per maand — en dan hebben we het nog niet eens over de aankoopprijs. Denk aan brandstof, onderhoud, verzekering, belastingen, parkeerabonnementen. Dat is veel geld voor iets wat het grootste deel van de tijd gewoon stilstaat.

Autodelen biedt een veel efficiëntere oplossing: je gebruikt enkel een auto wanneer je die nodig hebt. Voor korte ritten een kleine wagen, voor vakantie een gezinswagen, voor een verhuis een bestelwagen. Je betaalt alleen voor wat je gebruikt. Het kan via vaste standplaatsen zoals bij Cambio of autodelen in vrije vloot zoals bij Poppy. Volgens Autodelen.net kan dit tot 3.000 euro per jaar besparen voor wie minder dan 12.000 kilometer rijdt. En met Brussel'Alr is er een premie voor zij die hun nummerplaat laten schrappen en investeren in alternatieven, zoals autodelen. Tot 1050 euro voor de laagste inkomens.

Ook de publieke ruimte wint erbij. Eén deelwagen vervangt minstens zeven gewone auto's. Cambio spreekt zelfs van vijftien wagens voor één van hun wagens. Brussel telt 265.000 parkeerplaatsen op straat. Stel je eens voor wat we met die ruimte zouden kunnen doen: bredere voetpaden, veilige fietspaden, meer groen?

Het Gewest erkent het belang van autodelen en ondersteunt het met maatregelen zoals gratis parkeren voor deelwagens. Er zijn ook concrete groeidoelstellingen afgesproken voor vaste standplaatsen voor deelwagens in verhouding tot de bevolkingsomvang. Voor 2020 waren er voor Sint-Jans-Molenbeek 65 vaste standplaatsen voor deelwagens gepland waarbij 1 standplaats overeenkomt met 1 deelwagen. Maar eind 2023 waren er slechts 21 in gebruik. Dat is amper 32% van de doelstelling.

Ter vergelijking: in Brussel 1000 zaten ze toen op 172% van de doelstellingen met 199 standplaatsen. Jette haalde 173% (61 plaatsen), Anderlecht 68% (52 plaatsen). Molenbeek blijft, zoals helaas te vaak, achter.

Daarom mijn vragen aan het College:

1. Hoeveel vaste standplaatsen voor deelwagens (Cambio) zijn er momenteel in Sint-Jans-Molenbeek? Volgens mijn eigen telling zijn we nog steeds blijven steken op 21 standplaatsen. Klopt dat? En hoe verklaart u dat andere gemeenten intussen wél verder hebben uitgebreid, terwijl het aanbod in Molenbeek blijft stilstaan?
2. Waarom doet onze gemeente het zo slecht vergeleken met andere Brusselse gemeenten? Wat is de verklaring? En vooral: hoe gaan we dat zo snel mogelijk verbeteren?

3. Wordt er gebruik gemaakt van de *Green Deal Inclusive Carsharing*? Dit initiatief maakt autodelen toegankelijker voor kwetsbare groepen zoals eenoudergezinnen, ouderen of mensen met beperkte mobiliteit.
4. Welke inspanningen doet de gemeente om autodelen te promoten bij haar inwoners? Worden er infosessies of samenwerkingen met autodeelplatformen opgezet? Zo nee, waarom niet?
5. In verschillende beleidsdocumenten wordt gesproken over het opzetten van een systeem met elektrische deelwagens voor bewoners van sociale woningen in Molenbeek. Kunt u ons daar meer over vertellen?

Dank u wel.

Hilde Sagon

53 **Secrétariat communal - Motion déposée par Monsieur Hamzaoui, Conseiller communal MAMA, relative à la préservation de l'identité du RWDM et à la défense de l'image de la commune de Molenbeek-Saint-Jean. (Complémentaire)**

LE CONSEIL,

Considérant :

- la déclaration publique des dirigeants du RWDM annonçant leur intention de changer le nom du club en « Daring Brussels », en évoquant que le terme “Molenbeek” nuirait à l'image du club ;
- l'émotion et l'indignation légitimes suscitées par cette annonce auprès des habitants, des supporters et de l'ensemble des forces vives de la Commune ;
- le rôle historique, culturel et symbolique du RWDM dans le paysage molenbeekois et bruxellois ;
- que la Commune de Molenbeek-Saint-Jean met à disposition du club ses infrastructures, notamment le stade Edmond Machtens, dans le cadre d'une convention en vigueur ;
- que cette convention, notamment en ses articles 12 et 14, impose au club de valoriser l'image de la Commune, d'en porter fièrement le nom, et de s'abstenir de tout comportement pouvant nuire à sa réputation ;
- que le changement de nom proposé constitue une atteinte directe à ces obligations et une rupture du lien identitaire et affectif qui unit le club à la Commune ;
- que la convention prévoit également une clause de résiliation sans préavis en cas de comportement altérant la confiance de la Commune dans les occupants ou leurs dirigeants ;

Le Conseil communal de Molenbeek-Saint-Jean demande :

1. Que le Collège des Bourgmestre et Échevins adresse une mise en demeure formelle au propriétaire du RWDM de respecter les termes de la convention, en s'abstenant de modifier le nom du club de manière à effacer toute référence à Molenbeek ;
2. Qu'un audit juridique approfondi soit immédiatement lancé afin d'évaluer les conditions de résiliation de la convention, au cas où le club persisterait dans cette volonté de rupture identitaire ;
3. Que la Commune, en cas de maintien du projet de changement de nom, engage sans délai une procédure de résiliation de la convention liant le club à l'usage des infrastructures communales, pour violation manifeste des engagements contractuels ;

4. Que le Conseil communal affirme solennellement son attachement à la valorisation du nom, de l'histoire et de l'image de Molenbeek, et sa volonté de ne jamais céder aux stigmatisations ou discours dénigrants ;

5. Que toutes les options soient envisagées pour garantir la présence d'un club représentant réellement Molenbeek, ancré dans ses valeurs et fidèle à son histoire, en lien étroit avec la population locale.

Gemeentesecretariaat - Motie ingediend door de heer Hamzaoui, Gemeenteraadslid MAMA, over het behoud van de identiteit van de RWDM en de bescherming van het imago van de gemeente Sint-Jans-Molenbeek. (Aanvullend)

54 Secrétariat communal - Motion déposée par Monsieur Sumlu, Conseiller communal ECOLO GROEN, relative à l'interdiction des patrouilles de routine avec des véhicules de police motorisés dans les parcs et pour des règles de proportionnalité strictes pour les poursuites dans la zone de police Nord-Ouest. (Complémentaire)

Vu :

1. La loi du 7 décembre 1998 organisant une police intégrée, structurée à deux niveaux ;
2. Les articles 117, 119 et 113 de la nouvelle loi communale, qui régissent les compétences du conseil communal et du collège des bourgmestre et échevins ;
3. Les articles 133, 133bis et 134 de la nouvelle loi communale, qui chargent le bourgmestre du maintien de l'ordre public sur le territoire de la commune ;
4. Les articles 7.1 et 7.2 de l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière, qui stipulent que le conducteur d'un véhicule ne peut mettre en danger les usagers vulnérables de la route tels que les piétons et les cyclistes et exige une double prudence lorsqu'il s'agit d'enfants ou lorsque leur présence est probable. Les véhicules prioritaires ne doivent pas non plus gêner ni mettre en danger les autres usagers de la route.
5. Les articles 22quinquies, 22sexies et 22 septies stipulent que sur les routes réservées aux piétons ou aux cyclistes, les zones piétonnes ou les rues de jeux, la circulation motorisée est interdite, sauf pour les véhicules prioritaires lorsque la nature de leur mission le justifie et que toute personne autorisée à y circuler doit rouler au pas, céder le passage, ne pas gêner et redoubler de prudence à l'égard des enfants ; 6. L'article 37 de l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général de la police routière, qui prévoit que les véhicules prioritaires équipés de gyrophares bleus et de sirènes peuvent déroger au code de la route en cas d'intervention urgente, moyennant le respect de la prudence requise ; ceci ne les dispense pas de l'obligation de circuler à vitesse modérée et de ne pas constituer un danger pour autrui.
7. L'article 105 du règlement général de police de la commune de Molenbeek du 2020, qui interdit la circulation de véhicules motorisés dans les parcs et espaces verts, sauf exceptions explicites pour les services habilités tels que la police ;
8. La directive ministérielle MFO-7 du 28 mars 2014 et le Manuel sur la poursuite et l'interception des véhicules, qui établissent la proportionnalité, la subsidiarité, la légitimité et l'opportunité comme conditions des poursuites, les facteurs environnementaux (par exemple, un parc avec des enfants qui jouent) et la présence d'autres usagers de la route devant également être pris en compte ;
9. les rapports thématiques du Comité permanent de contrôle des services de police (Comité P), notamment le rapport du 30 novembre 2017 sur la mise en œuvre de la MFO-7 et le rapport de 2020 sur les techniques d'interception des véhicules, qui expriment des inquiétudes quant à la

manière dont les poursuites se déroulent parfois et qui rappellent les principes et règles essentiels ; que le principe général est et demeure qu'une intervention policière ne doit pas constituer une menace plus grande pour la sécurité des personnes que l'attitude du suspect suivi ; que le Comité P attire particulièrement l'attention sur les conséquences des situations stressantes.

10. Les événements survenus au parc Élisabeth le 2 juin 2025, au cours desquels un enfant de 11 ans est décédé après avoir été heurté ou renversé par un véhicule de police lors d'une course-poursuite ;

11. La responsabilité du bourgmestre, en tant que membre du Collège de police de la zone de police Nord-Ouest, de garantir une action policière proportionnée, sûre et humaine.

Considérant que :

A. Les espaces verts tels que les parcs doivent être des lieux sûrs pour les citoyens, que les piétons y ont toujours la priorité et que de nombreux enfants y jouent ;

B. Les patrouilles de routine avec des véhicules motorisés dans ces zones présentent un risque disproportionné pour la sécurité ;

C. La directive MFO-7 et les rapports de la Commission P soulignent que les courses-poursuites ne doivent jamais se faire au détriment de la sécurité des tiers et ne sont autorisées que lorsque le bénéfice l'emporte clairement sur les risques, et que les espaces verts sont particulièrement sensibles aux risques compte tenu de la vulnérabilité de leurs usagers ;

D. Le décès d'un enfant de 11 ans au parc Élisabeth démontre que les pratiques actuelles ne garantissent pas la proportionnalité et la sécurité ;

E. La commune, par l'intermédiaire de son bourgmestre, peut peser sur le conseil de police en matière de politique et dispose ainsi d'un levier concret pour mettre fin aux patrouilles de routine en combi dans les parcs ;

F. Les formes douces de présence policière (à pied, à vélo ou à cheval) contribuent à la sécurité sociale dans les parcs sans risques inutiles.

Le conseil communal décide :

1. D'exprimer son indignation et sa profonde sympathie à la famille et aux proches de Fabian, 11 ans, et de confirmer que chaque vie humaine a plus de valeurs que la poursuite d'une infraction mineure.

2. Demander au gouvernement fédérale pour un refinancement conséquent de la zone de police Nord-Ouest pour permettre à renforcer la police de proximité. Ce refinancement doit permettre l'engagement d'agents supplémentaires, le développement de formations spécialisées (y

compris la non-discrimination et l'inclusion), ainsi que l'acquisition d'outils adaptés à un travail de terrain efficace et respectueux des citoyens.

3. De mettre fin aux patrouilles de routine avec des véhicules de police motorisés dans les parcs et espaces verts du territoire de Molenbeek communal dans les six mois ; Le Collège des bourgmestre et échevins est chargé de proposer, dans les six mois, une modification du règlement de police général et particulier applicable à ces espaces.

4. De renforcer les formes douces de présence policière dans les espaces verts. Le renforcement de la brigade cycliste devrait y contribuer. Le bourgmestre discute de ce renforcement au sein du collège de police de la zone de police Nord-Ouest. Une proposition concrète de renforcement figure dans le projet de budget qui sera soumis au conseil de police cet automne.

5. De demander au collège de police de la zone Nord-Ouest de procéder à un inventaire et une évaluation approfondis des règlements internes et de ses directives, afin de déterminer si des ajustements sont nécessaires, notamment en ce qui concerne l'exécution des interventions urgentes avec des véhicules prioritaires et l'interception des suspects d'infractions graves ; le collège de police soumettra au conseil de police, au plus tard en décembre 2025, les mesures qui seront prises suite à cet inventaire et à cette évaluation, notamment de nouveaux ordres de service, la communication interne et la formation.

6. de charger le collège des bourgmestre et échevins de publier dans Molenbeek Info, dans les trois mois, un article sur les possibilités offertes aux citoyens pour signaler des comportements dangereux ou non conformes au code de la route de la part des conducteurs de véhicules de police.

7. d'exhorter les gouvernements régional et fédéral à mettre en œuvre les recommandations de la commission P sur les poursuites, à adapter la formation policière et à introduire **Kindtoets** dans les meilleurs délais.

8. de recommander au secrétaire communal de transmettre sans délai la présente motion à : – l'École de police et le Conseil de police de la zone Nord-Ouest ; au Ministre-Président du Gouvernement bruxellois, au Directeur général de safe.brussels et au Ministre de l'Intérieur.

Gemeentesecretariaat - Motie ingediend door de heer Sumlu, Gemeenteraadslid ECOLO GROEN, over het verbieden van routinematige patrouilles met gemotoriseerde politievoertuigen in parken en voor strikte proportionaliteitsregels voor achtervolgingen in de politiezone Noord-West. (Aanvullend)